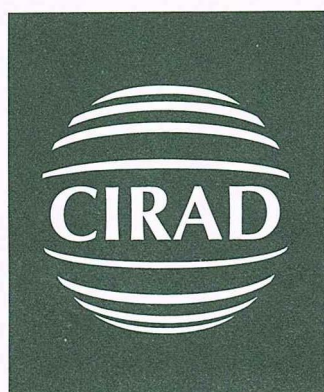


REPUBLIQUE DE GUINEE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES EAUX ET DES  
FORÊTS



**Stratégies paysannes en zone cotonnière  
de Haute-Guinée  
(Kankan, Mandiana, Siguir)**

**Tome 1 : Rapport principal**

Département des Systèmes Agroalimentaires et Ruraux  
CIRAD-SAR. N° 15/97  
février 1997



REPUBLIQUE DE GUINEE  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES EAUX ET DES  
FORÊTS

**Stratégies paysannes en zone cotonnière  
de Haute-Guinée  
(Kankan, Mandiana, Siguiri)**

**Tome 1 : Rapport principal**

Département des Systèmes Agroalimentaires et Ruraux  
CIRAD-SAR. N° 15/97  
février 1997



La présente étude a été réalisée par :

**Une équipe locale de l'IRAG :**

- Famoï Béavogui
- Sékou Cisse
- N'Konou Doumbouya
- Serge Volper
- Edward Gérardeaux

**Un consultant local :**

- Marielle Schreurs

**Un consultant international**

- Valentin BEAUVAL

**Des experts du CIRAD :**

- Georges Raymond
- Jean-Michel Yung

avec la participation de Cécé Konomou du PCK et Younoussa Baldé du MAEF.

---

Le dépouillement de l'enquête a été réalisé par Laurette Arnaud et Paulette Tailly du CIRAD.

Nous tenons à remercier en particulier toute l'équipe du PCK -responsables, chefs de secteurs, chefs de zone et encadreurs- pour leur accueil et leur appui technique.

Nous remercions aussi les agriculteurs et agricultrices pour leur accueil et tout le temps qu'ils ont bien voulu nous consacrer.



# PLAN

RESUME ET CONCLUSION	i
INTRODUCTION	7
1. METHODOLOGIE	7
<b>PREMIERE PARTIE : RESULTATS DES ENQUETES AGRO-ECONOMIQUES</b>	<b>15</b>
1. PRINCIPAUX RESULTATS SUR L'ENSEMBLE DES 131 EXPLOITATIONS ENQUETEEES	15
2. PRINCIPAUX RESULTATS DES ENTRETIENS ET DES VISITES DES VILLAGES	17
3. RESULTATS DES ENQUETES PAR SECTEUR PCK	20
<b>DEUXIEME PARTIE : APERCUS SUR LES STRATEGIES PAYSANNES</b>	<b>31</b>
INTRODUCTION	31
1. ACTEURS ET CARACTERISTIQUES DES CADRES SOCIO-ECONOMIQUES DE BASE	35
2. LES ACTEURS FACE AUX OPPORTUNITES MONETAIRES	49
3. CHOIX STRATEGIQUES DES ACTEURS	71
4. OBSERVATIONS SYNTHETIQUES SUR QUELQUES TRAITES CARACTERISTIQUES DES STRATEGIES DES PRODUCTEURS	84
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>103</b>
<b>LISTE DES PERSONNES RENCONTREES</b>	<b>111</b>
<b>ABREVIATIONS</b>	<b>115</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>119</b>
<b>CARTES</b>	<b>191</b>
<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>197</b>





## RESUME ET CONCLUSIONS

La présente étude a considéré les trois préfectures de la Haute Guinée Est : Kankan, Mandiana et Siguiri. Depuis 1985, de profonds changements ont affecté la Haute Guinée et plus particulièrement la zone étudiée.

La production cotonnière a connu de 1985 à 1992 un fort développement et, depuis 1992, elle accuse une baisse. Qualifiée de crise, cette chute survient alors que des financements très importants ont été consentis.

Des décideurs et financiers qui pensaient que le coton pouvait constituer le moteur du développement régional, se posent maintenant la question de savoir s'il faut continuer les efforts effectués ou les réorienter pour trouver de meilleures formes d'allocation des ressources.

Le premier objectif de cette étude est de comprendre les stratégies paysannes et les causes de cette évolution contrastée de la production cotonnière. Le deuxième objectif sera de faire des propositions concrètes répondant aux attentes paysannes et préparant la factibilité d'une relance de la production cotonnière (*cf. Tome 2 Propositions*).

### I - Méthodologie retenue pour l'étude

Un zonage agricole et l'analyse de l'évolution de la production cotonnière dans les différentes zones du PCK ont permis d'identifier les principaux types de situations à étudier et de faire un choix raisonné des villages à retenir.

Ainsi, une trentaine de villages ont été visités dans le cadre de notre étude avec plusieurs approches :

- Agro-économique avec des enquêtes au niveau des unités de production familiales (*131 unités enquêtées*).
- Socio-économique avec des entretiens individuels et collectifs.
- Agronomique avec la visite de terroirs et des entretiens avec les paysans concernant leurs pratiques agricoles pour les principales cultures.

### II. Principaux résultats

#### 2.1. Les principales particularités des villages de cette région sont :

- Une grande **variabilité des terroirs villageois** :
  - . villages où les plaines inondables dominant (*80.000 ha de riziculture très aléatoire*),
  - . villages où domine la culture de l'igname (*sud de Kankan*),
  - . villages où les terres gravillonnaires peu profondes sont les plus nombreuses (*avec forte présence de la culture de l'arachide*).
  - . villages où les terres sabloargileuses sont fréquentes avec domination des cultures de maïs et sorgho (*le coton s'est bien intégré dans ce système de culture*).

- L'éloignement et la dispersion des champs.
- La présence assez récente et en extension de **champs clôturés** (*haies vives, haies mortes et barbelés*) et l'importance des vergers.
- Une très grande **variabilité des techniques agricoles** suivant les situations, avec des pratiques très "extensives" (*même sur de faibles surfaces*) et des pratiques "un peu intensives" (*avec apport d'engrais, de fumier, billonnage de fin de cycle avec enfouissement des résidus de récolte*).
- La présence d'un **élevage bovin N'dama en divagation de fin octobre à juin**.
- Des **disparités importantes entre unités de production** sur le plan de l'accès aux facteurs de production : terre, force de travail, cheptel, etc.
- Une **pluriactivité souvent très développée**. La plupart des UPF se trouvent engagées dans plusieurs activités économiques : agricoles, artisanales, commerciales, orpaillage avec également des migrations temporaires dans les pays voisins.
- un **déficit vivrier** rencontré dans de nombreux villages.

## 2.2. Données économiques recueillies

En 1996, les écarts de revenus entre les différentes spéculations sont assez importants :

- L'évolution des prix des produits agricoles a été défavorable au coton depuis 1993, ainsi, en 1996, les paysans font rarement le coton pour son intérêt monétaire intrinsèque mais pour d'autres raisons (*infrastructures, intrants, matériel de traction animale, etc..*) que l'on peut qualifier de "**détours stratégiques**".
- L'igname rapporte beaucoup plus que les autres cultures lorsque les semenceaux sont auto fournis. Les zones propices à cette culture sont cependant limitées (*surtout sud-est de Kankan*) et cette culture est très exigeante sur le plan travail (*effort initial pour constituer les semenceaux puis durs travaux pour le défrichement et le buttage*).
- Le riz de plaine peut, malgré des rendements faibles et aléatoires, se révéler rémunérateur car il demande peu de main-d'oeuvre et aucun intrant lorsqu'il est pratiqué en extensif. Mais les plaines sont limitées aux principaux fleuves et, dans les zones propices, tout le monde n'a pas de droits fonciers.
- La rentabilité du maïs et de l'arachide est, en général, supérieure à celle du coton.
- Le coton a un coût élevé en intrants et demande beaucoup de travail. Il est donc économiquement vulnérable lors d'accidents induisant une baisse de rendement. Ce qui se traduit chez les paysans : "*Pour faire du coton, il faut avoir les moyens*".
- L'**activité aurifère** apparaît en général comme moyennement rémunératrice. Si elle est fréquemment concurrente des cultures en terme de calendrier des travaux lors de l'implantation des cultures, elle constitue principalement une activité de saison sèche. Par ailleurs, les revenus issus des mines peuvent contribuer à intensifier les activités agricoles.

En 1996, le coton est au bas de l'échelle au point de vue de la rémunération de la journée de travail (*ce qui n'était pas le cas en 1991 et 1992*).

### 2.3. Demandes paysannes

Les principales demandes paysannes concernent l'entretien des pistes, l'accès aux intrants agricoles, le matériel de traction animale, la lutte contre le *striga*, la protection des récoltes et les soins vétérinaires.

## III. Changements de l'environnement éco-institutionnel

Pour rendre compte de l'évolution de l'environnement éco-institutionnel, on peut considérer trois périodes :

Une première période de 1985 à 1992 correspond à la mise en place d'un environnement incitatif pour le coton. La présence d'un encadrement, l'intérêt du projet pour les cultures vivrières et les soins du bétail, la livraison des intrants et du matériel à crédit, la création et l'entretien des pistes rurales ont été favorables à l'adoption du coton par les paysans. De plus, pendant cette période, les prix relatifs des produits agricoles étaient plus favorables au coton qu'aux vivriers.

Une deuxième période de 1992 à 1995 a été caractérisée par une succession de mesures et de faits qui ont eu un effet désincitatif pour le coton. Le retard à la commercialisation lors de la campagne 1992/93 et le peu de considération pour les représentants paysans lors de la réunion de concertation (*cf. comité de pilotage de 1995*), ont entraîné le découragement et la perte de confiance des producteurs. L'intérêt moins marqué du projet pour les productions vivrières et la mise en place, en fin de période, d'un nouveau système de fonctionnement des équipes vétérinaires ont également été des facteurs défavorables. Enfin, pendant cette période, le prix d'achat du coton-graine n'a pas évolué au même rythme que l'inflation et est resté faible par rapport aux autres productions agricoles. De plus, les charges en intrants ont augmenté. Dans un tel contexte, le désengagement des paysans vis à vis du coton s'explique aisément.

Une troisième période, en 1996, correspond à la reprise de quelques mesures incitatives. Le prix du coton-graine a été porté à 350 FG/kg (*ce qui correspond à la demande paysanne de 1995 et cette demande serait d'ailleurs, en 1997, proche de 400 FG/kg*) et le prix de la "redevance" a baissé (*elle est actuellement de 110 000 FG/ha soit 314 kg de coton-graine*). De plus, une avance sur semis précoce équivalent à 100 kg/ha de coton-graine a été perçue par 24 % des planteurs. Enfin le projet a manifesté un regain d'intérêt pour les vivriers.

Cet environnement institutionnel et économique mouvant a largement perturbé l'évolution de la production cotonnière.

## IV. Principales perspectives dans les secteurs PCK

### Secteur Kankan :

Le secteur de Kankan est en général peu cotonnier mise à part une zone enclavée vers le sud-est (*Boula et Karala*). Actuellement, les vivriers de rente et le commerce sont des activités importantes : au nord, avec l'arachide et le manioc et, au sud, avec l'igname et le riz. Il est donc

difficile de préciser le futur cotonnier de ce secteur, sauf si l'on assistait à des changements importants en matière de prix relatifs coton/vivriers.

### **Secteur Mandiana :**

Le nord-est du secteur représente la partie la plus cotonnière. Toutefois, le coton est peu développé le long des plaines rizicoles. Dans la partie sud, la pauvreté des sols, la mauvaise gestion des groupements et la faiblesse des équipements freinent le développement du coton.

Dans des conditions suffisantes d'amélioration du prix d'achat du coton-graine et du fonctionnement des groupements, la production cotonnière de ce secteur pourrait être estimée à, en moyenne, environ 10.000 tonnes dans un avenir proche.

### **Secteur Siguiriri :**

Dans ce secteur, on peut distinguer 4 zones :

- La montagne de Siguiriri nord qui présente une zone enclavée dans laquelle le coton est très présent.
- Le plateau de Siguiriri nord sur lequel le coton est bien développé et devrait se maintenir.
- Les zones de mines d'or dans lesquelles l'activité agricole est faible et surtout axée sur les vivriers.
- Au sud, la plaine du Niger qui est principalement rizicole.

Pour ce secteur, dans des conditions favorables, la production cotonnière pourrait se situer entre 6.000 et 7.000 tonnes de coton-graine.

## **V. Quelques remarques globales**

Il existe dans l'est de la Haute Guinée de vastes étendues mais peu de zones véritablement propices à la culture cotonnière. Et ces dernières sont souvent éloignées de l'usine de Kankan.

La demande vivrière actuellement supérieure à l'offre s'explique par l'importance de la population urbaine de la région, des zones minières et la faible productivité des systèmes de culture traditionnels.

Le projet coton semble, pour des raisons économiques à court terme, avoir ces dernières années privilégié le fonctionnement de l'usine et l'aval de la filière au détriment d'une écoute paysanne.

Une meilleure considération des difficultés de trésorerie des UPF aurait permis de mieux comprendre leur stratégie.

Toutefois, une analyse plus détaillée des retombées économiques des actions menées dans le cadre du PCK permettrait certainement d'être plus optimiste qu'un simple compte dépenses/ recettes coton.

**En conséquence, la promotion de la culture cotonnière nécessite :**

- d'être raisonnablement incitatif,
- d'être fiable, ce qui signifie des règles du jeu stables,
- de considérer, dans le cadre d'un développement économique à ambition régionale, les diverses potentialités et s'appuyer aussi sur d'autres moteurs de développement que le coton (*riz, igname, arachide, maraîchage et vergers, or, etc.*).

Sans mésestimer les préalables au niveau infrastructures (routes nationales et pistes), alphabétisation et formation, il faudrait donc :

- favoriser l'écoute paysanne,
- stimuler la production vivrière,
- promouvoir les acteurs privés : artisans (*en particulier, forgerons ruraux*), transporteurs, commerçants, agents vétérinaires, organisations paysannes, etc. ,
- redimensionner les actions coton par rapport au potentiel de la production.

#### Conclusions :

Il serait possible d'envisager **une production de l'ordre de 20.000 tonnes de coton-graine** (*ce qui signifie que certaines années, on pourrait obtenir 16.000 t. et d'autres 24.000 t.*). Toutefois, dans l'hypothèse d'un net renversement des prix coton/vivriers, la production pourrait être supérieure.

La rentabilité de la filière coton doit être analysée sur une période assez longue et en prenant en compte les seules dépenses et recettes cotonnières.

Par contre, la rentabilité du projet doit prendre en compte les autres dépenses et les autres avantages telles que l'amélioration de l'activité économique, des techniques agricoles, les productions autres que le coton, la sécurité alimentaire et, bien sûr, les revenus des paysans.

Du point de vue économique et développement agricole régional, il nous semble préférable de mettre en oeuvre un programme "vivriers/coton" plutôt qu'un seul projet "coton".



## INTRODUCTION

### Objectif de l'étude

L'objectif de l'étude est de fournir des éléments d'aide à la prise de décision pour orienter les actions à entreprendre au niveau des producteurs, pour porter remède aux processus de stagnation/régression actuels et faire en sorte que les productions agricoles (et notamment cotonnières) puissent continuer à se développer.

### Déroulement de l'étude

La préparation de l'étude a été réalisée à partir de fin octobre 1996, d'une part en France d'autre part en Guinée par l'équipe locale.

Le présent rapport provisoire rassemble les travaux réalisés par l'ensemble des participants avant, pendant et après la mission des experts du CIRAD en novembre 1996 en Guinée.

Les travaux sur le terrain se sont déroulés pendant le mois de novembre 1996 avec la participation de l'ensemble des acteurs et l'appui du PCK, de l'IRAG et du MAEF.

Les travaux de rédaction se sont poursuivis en décembre 1996.

## 1. METHODOLOGIE

### 1.1. Choix des villages à étudier

Une analyse préalable a permis de classer les différents villages et les différentes zones du PCK par rapport à l'évolution récente de la culture cotonnière<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup>Voir annexe.

**CONTRAINTES ET ATOUTS DES ZONES**

N°	ZONES	CONTRAINTES	ATOUPS
	Plateau de Siguiri Nord	- orpaillage - culture attelée peu développée	- faible parasitisme - faible pression d'adventices
2	Montagne de Siguiri Nord	- orpaillage - culture attelée peu développée - enclavement des villages	- démarrage précoce des pluies - faible parasitisme - faible pression d'adventices
3	Plaine du Niger	- concurrence avec la riziculture liée à l'importance des plaines et bas-fonds.	- culture attelée développée - faible parasitisme
4	Bassin de la Fié	- orpaillage - pluviométrie du début aléatoire - faible densité de population - non respect de la législation minière - concurrence avec vivriers - empiétement des parcelles - paysans peu fidèles.	- Des ilots favorables au coton
5	Sankarani	- orpaillage - pression foncière - baisse fertilité des sols	- Des planteurs de coton qui utilisent la fumure organique
6	Kankan nord	- Sols pauvres	- proximité du PCK (gestion des intrants)
7	Kankan sud	- Paysans peu fidèles. - Paysans à double activités	
8	Baranama	- peu de culture attelée - faible pression - humidité relative élevée - prédateur - parasitisme fort - enherbement fort	- cheptel important - sols fertiles - pluviométrie importante

Le zonage et les différents types d'évolution des superficies cotonnières (croissance, stabilisation, réduction) ont été rapprochés. Cette analyse a permis d'identifier les principaux types des situations à étudier<sup>2</sup>.

<sup>2</sup>Voir tableau : choix des zones et la carte 1.



Le choix des villages à étudier a donc été un choix raisonné à partir des critères ci-dessus<sup>3</sup> Les différentes équipes (deux équipes agro-économiques et une équipe socio-économique) ont visité une vingtaine de villages répartis du nord (Dialawassa zone PCK de Niagassola) au sud (Boïdou zone de Karala) et d'est en ouest. Ces différentes visites ont permis d'identifier les principales variabilités des stratégies des producteurs.

**CHOIX DES ZONES**

Zonage	superficie croissante	superficie stable	superficie décroissante
<b>Siguiri nord montagnes</b>	<b>Boukaria</b> (Malea, Naboun, Siguirini)	<b>NABOUN</b> (Kintinian, Malea, Franwalia, Naboun)	
<b>Siguiri nord plateaux</b>		<b>NIAGASSOLA</b> (Niagassola, Doko) <b>BANKON</b> (Bankon, Doko, Siguiri)	
<b>Plaines du Niger</b>	<b>KINIERAN</b> (Dialakoro, Kinieran, Sansando)	<b>BANKON</b> (Bankon, Doko, Siguiri)	<b>NORASSOBA</b> (Kiniebakoura, Niandankoro, Norassoba) <b>BATE-NAFADJI</b> (Baté-Nafadji, Karifamoria)
<b>Mandiana Fié</b>	<b>KINIERAN</b> (Dialakoro, Kinieran, Sansando)	<b>MANDIANA</b> (Balandougou, Kondianakoro, Morodou)	<b>FIE</b> (Faralako, Koudian, Kantoumanina)
<b>Mandiana Sankarani</b>			<b>SANKARANI NORD</b> (Niantanina, Faralako) <b>SANKARANI SUD</b> (Kantoumanina, Saladou)
<b>Kankan nord</b>			<b>BATE-NAFADJI</b> (Baté-Nafadji, Karifamoria) <b>KASSA/KOUMBAN</b> (Balandou, Gb.Baranama, Karifamoria, Koumban, Tintioulen, Missamana)
<b>Kankan sud</b>	<b>KARALA</b> (Diassosou, Karala, Samana)		
<b>Baranama</b>			<b>BARANAMA</b> (Baranama) <b>BOULA</b> (Boula, Baranama)

**MAJ** : zone dans laquelle un village a été étudié

( ) : sous-préfectures respectives

<sup>3</sup>Voir carte 3.

Comme prévu dans les termes de références, deux approches ont été mises en oeuvre, l'une à dominante agro-économique, l'autre à dominante socio-économique.

## **1.2. Approche agro-économique dans les villages enquêtés**

(Dix-neuf villages visités au total)

Dans la mesure du possible un recensement rapide des exploitations cotonnières et non cotonnières a été effectué dans chacun des villages à partir des documents disponibles (auprès du Président du District et de l'encadreur du PCK).

A partir de ce recensement une typologie des exploitations a été réalisée :

- grosses, petites, moyennes,
- équipées, non équipées,
- cotonnières, non cotonnières,
- cinq à dix exploitations ont été retenues pour une enquête exploitation<sup>4</sup>.

Les questionnaires exploitations portent sur :

- la structure de l'exploitation,
- les cultures,
- les revenus,
- les activités non agricoles,
- la culture cotonnière.

Un entretien collectif a été réalisé à partir d'un guide d'entretien<sup>5</sup>.

Les points principaux du guide sont les suivants :

- les principales cultures,
- les terroirs,
- la place de l'élevage,
- la population,
- les moyens de production,
- la vente des produits agricoles,
- l'achat et la vente de céréales,
- l'historique de la culture cotonnière,

---

<sup>4</sup>Voir questionnaire de terrain.

<sup>5</sup>Voir annexe.

- les activités non agricoles,
- la situation de la population et migration,
- les groupements,
- les changements.

En général, l'étude du village a été complétée par une visite du terroir et de quelques champs. La durée de l'enquête a été en général de deux journées par village.

### **1.3. Approche socio-économique**

L'équipe socio-économique a pu visiter une dizaine de villages. Un entretien collectif de quatre à cinq heures a été réalisé dans chaque village<sup>6</sup>.

### **1.4. Entretien auprès des personnes ressources**

Les experts du CIRAD en particulier ont pu réaliser de nombreux entretiens avec diverses personnes ressources<sup>7</sup>.

Les personnes interviewées sont principalement des agents du MAEF, de l'IRAG, du PCK ou des projets présents dans la zone, mais aussi des chefs traditionnels et des responsables professionnels. De plus, un questionnaire a été remis à tous les chefs de secteurs et de zones du PCK<sup>8</sup>.

### **1.5. Enquêtes quantitatives et informations qualitatives**

Les informations qualitatives ont été recueillies dans une vingtaine de villages.

Les enquêtes exploitations (cotonnières et non cotonnières) ont été réalisées dans cent trente en une exploitations réparties dans dix-neuf villages.

---

<sup>6</sup>Voir carte 3.

<sup>7</sup>Voir la liste des personnes rencontrées.

<sup>8</sup>Voir questionnaire des chefs de zone.

Des enquêtes spécifiques réalisées par l'IRAG en 1995 et 1996 dans quatre villages ont permis d'obtenir des données plus précises sur les structures agricoles, les temps de travaux et les revenus<sup>9</sup>.

Cette méthode ne peut pas avoir une représentation statistique de toutes les situations agricoles, mais elle permet d'avoir une bonne représentation explicative des principaux types d'agriculture de la région étudiée.

---

<sup>9</sup>Voir les rapports de Famoï Béavogui, Sekou Cisse et N'Kounou Doumbouya.

**PREMIERE PARTIE**  
**RESULTATS DES ENQUÊTES**  
**AGRO-ECONOMIQUES**





## 1. PRINCIPAUX RESULTATS SUR L'ENSEMBLE DES CENT TRENTE ET UNE EXPLOITATIONS ENQUÊTEES<sup>10</sup>

### 1.1. Données générales

Les exploitations enquêtées sont réparties dans onze zones du PCK (sur quinze au total) ce qui nous semble une bonne répartition même si certaines régions agro-écologiques ne sont pas représentées ( six sur huit régions sont représentées).

Les cent trente et une exploitations enquêtées sont réparties dans une quinzaine de sous-préfectures, soit en gros une sur deux de l'ensemble du territoire des trois préfectures de Kankan, Mandiana et Siguiri.

Du point de vue de la situation foncière des exploitations 17% possèdent des cultures de plaine et 70% font partie du clan fondateur de leur village.

L'analyse de la démographie montre qu'il y aurait plus d'hommes que de femmes au total, mais il y aurait un déficit d'hommes dans la classe des 25-65 ans.

Les principales cultures sont le maïs, l'arachide, le riz, le coton et le manioc. Les cultures associées sont relativement rares.

Pour l'ordre des semis et des récoltes des cultures : les céréales et le coton sont les premiers semés et pour la récolte celle du coton est souvent tardive (elle est souvent faite dans des anciens sacs d'engrais).

Concernant l'équipement et la culture attelée, environ la moitié des exploitations ont au moins un attelage et une charrue (mais les charrettes sont très rares).

La main-d'oeuvre est principalement familiale mais la moitié des exploitations déclarent utiliser des salariés (la journée de main-d'oeuvre est relativement chère : de 500 à 1500 FG/jour).

Concernant les ventes de produits vivriers, le tableau ci-dessous résume bien la situation et fait ressortir trois produits de rente :

- l'igname : la majorité (23/29) déclare que l'igname rapporte plus que le coton.
- l'arachide (culture la plus fréquente dans l'ensemble de la région) : est souvent déclarée comme une bonne culture de rente.
- le riz : représente pour 40% des exploitations qui en cultivent une bonne culture de rente.

---

<sup>10</sup>Voir le tri à plat général effectué sous Winstat.

### Répartition des ventes de produits agricoles

	Arachide	Riz	Igname	Maïs	Manioc	Sorgho/Mil	Fonio
Nombre d'exploitations cultivant	87	84	29	90	81	60	69
Nombre d'exploitations vendant	67	35	22	19	12	6	4
Déclarent rapporter beaucoup d'argent	59	35	27	9	8	0	0
Déclarent rapporter plus d'argent que le coton	31	25	23	( )	( )	0	0

*Unité : nombre d'exploitations.*

Les vivriers sont en général vendus à la récolte et achetés à la période de soudure (70% des exploitations enquêtées déclarent acheter des produits vivriers, dont 10% du riz importé).

L'importance des activités non agricoles et de leur revenu montrent que pour près de la moitié des exploitations enquêtées, l'agriculture est une activité parmi d'autres.

Ces principaux résultats ne peuvent être analysés d'une manière plus précise qu'à une échelle plus grande (secteur ou zone PCK) mais montrent bien que le coton n'est pas le seul revenu monétaire.

## 1.2. Situation cotonnière et avis des paysans dans l'ensemble des cent trente et une exploitations enquêtées

Sur l'ensemble des cent trente et une exploitations :

- cent sept ont cultivé du coton au moins une fois,
- cinquante trois ont abandonné au moins une fois le coton (dont 10% pour cause de voyage),
- quatre-vingt-deux cultivent du coton en 1996,
- quatre-vingt-une souhaitent en faire en 1997.



La majorité des paysans ont commencé à faire du coton entre 1985 et 1990, ce sont donc en général de jeunes planteurs de coton. Il semblerait que l'on assiste à une stabilisation du nombre de planteurs de coton entre 1996 et 1997.

Les raisons principales d'abandon du coton sont aussi les principaux inconvénients :

- les travaux sont trop pénibles ou trop longs (principalement la récolte) ;
- le "manque de moyens" est souvent évoqué, il s'agit pour le paysan de plusieurs "moyens" : l'absence ou la mort des boeufs, le manque d'argent, l'absence de main-d'oeuvre, le manque d'argent pour payer un salarié (la main-d'oeuvre salariée sur le coton se paye en espèces et jamais en nature) ;
- la concurrence vivrier/coton (contraintes de calendriers agricoles).

L'avantage principal du coton est "l'argent" (somme reçue en une seule fois) mais aussi les crédits pour les intrants et le matériel. Certains évoquent les améliorations techniques de l'agriculture et les infrastructures, en particulier les pistes.

Pour certains, d'autres activités rapportent beaucoup d'argent et parfois plus que le coton (vivrier de rente, orpaillage et commerce).

Ces données générales sur le coton sont difficiles à interpréter, il est préférable de faire une analyse plus fine au niveau des zones PCK ou des villages. Cependant le coton joue un rôle important dans l'ensemble de la région et apporte à ceux qui peuvent en faire (il faut "avoir les moyens") et à la collectivité des avantages importants.

## **2. PRINCIPAUX RESULTATS DES ENTRETIENS ET DES VISITES DES VILLAGES**

De l'entretien et de la visite des dix-neuf villages, il ressort de nombreux points communs dont les principaux sont les suivants :

- ① une forte demande en intrants et en particulier en **herbicides**,
- ② les attaques du *striga*
- ③ des demandes en matériel agricole de traction animale,
- ④ la protection par la conservation des récoltes.

Dans les zones de riziculture de plaine, il y a une forte demande pour les aménagements et la **maîtrise de l'eau**.

Une autre demande qui apparaît très souvent est la fourniture de variétés à cycle court.

Des spécificités communes à presque tous les villages sont principalement les suivantes :

- ① la présence d'un élevage bovin N'Dama souvent en divagation, et une demande en soins vétérinaires,
- ② l'éloignement et la dispersion des champs par rapport au centre du village (souvent plusieurs kilomètres voire dix à vingt kilomètres),
- ③ la présence de champs clôturés (par de gros piquets de bois très serrés en général) parfois avec des haies vives,
- ④ l'importance de vergers, de manguiers et d'anacardiens,
- ⑤ très souvent une monoculture céréalière,
- ⑥ une forte demande en produits vivriers dans les villes et les zones minières.

Ces points et ces spécificités sont communes à tous les villages mais il existe une très grande variabilité des techniques agricoles :

- depuis la culture très "extensive" ou peu développée (faible surface, pas d'intrant et peu de travail) à une culture un peu intensive avec fumure organique par exemple.

Cependant dans l'ensemble de la zone, le coton a joué, joue encore et devrait continuer à jouer un rôle très important pour le développement économique des villages, même si certains se plaignent des "attentes déçues" ("*le pont n'a pas été fait*", "*je n'ai pas reçu ma charrue*"...) et des changements (le projet ne fournit plus les tôles et les matériaux).

**Evolution des prix du riz et de l'or depuis 1993 par rapport au coton**

L'analyse de la tendance de l'évolution des prix du riz local et de l'or montre une nette hausse de 1992 à 1995, il semble qu'en 1996 l'on assiste à une stabilisation voire à une baisse des prix.

**Comparaison de l'évolution des prix, de la MARI pour le coton, le riz local étuvé et l'or**

	MARI COTON marge (théorique) après remboursement des intrants <sup>1</sup> . 1000 FG/ha pour un rendement de 1 tonne/ha		RIZ local étuvé marché de Tokonou en juin <sup>2</sup> FG/kg		OR 1000 FG/g <sup>3</sup> en juin	
	Valeur absolue	Base 100 en 1993	Valeur absolue	Base 100 en 1993	Valeur absolue	Base 100 en 1993
1993	201	100	450	100	9600	100
1994	201	100	500	111	12000	125
1995	206	102	612	136		
1996	240	119	555 <sup>4</sup>	123		

<sup>1</sup> Source PCK

<sup>2</sup> Source PNASA

<sup>3</sup> Source BCRG de Kankan (voir note interne P.D.R.H.G. suivi évaluation 1994)

<sup>4</sup> En août 1996 le prix annoncé est de 629FG/kg

Le tableau ci-dessous montre bien que de 1993 à 1995 l'évolution des prix a été défavorable au coton.

Cependant les prix internationaux du riz et de l'or<sup>11</sup> pour l'année 1996 sont de tendance baissière.

<sup>11</sup> Voir les fiches produits N°4 du CIRAD mises à jour en juillet 1996 et le "produit.doc" de la CFD de décembre 1996.

### 3. RESULTATS DES ENQUÊTES PAR SECTEUR PCK

Dans cette partie nous présentons les résultats des différentes enquêtes menées dans les villages et auprès des chefs de zone PCK et des autres personnes ressources.

#### 3.1. Secteur de Kankan

##### 3.1.1. Commentaires sur l'enquête dans les neuf villages

Au total soixante et onze exploitations réparties dans les neuf villages, quatre zones PCK, et huit sous-préfectures ont été enquêtées.

Villages	Zone PCK	Sous-préfectures	Caractéristiques	Nombre d'exploitations enquêtées
DIANKANA	Baté-Nafadji	Karifamoria	manioc	7
DIANSOUMANA	Baté-Nafadji	Balandou	peu de coton	6
KOBA	Baté-Nafadji	Balandou	manioc	10
KOUMBAN	Baté-Nafadji	Koumban	tabac	10
MARENA	Baranama	Tintioulen	exode, igname	12
KINIEBA	Baranama	Missamana	igname	6
KOMAH	Baranama	Baranama	igname	6
KOSSA	Boula	Boula	coton pour la piste	10
BOÏDOU	Karala	Karala	riz, tabac, coton	4

Les principaux résultats de l'enquête menée dans soixante et onze exploitations sont les suivants :

- les cultures principales sont le manioc, le fonio, le riz, l'arachide, le coton, le maïs, l'igname et le sorgho,
- la majorité des exploitations utilisent la main-d'oeuvre salariée,
- pour la majorité des exploitations les vivriers de rente rapportent plus que le coton, en particulier l'igname, l'arachide, le riz et même parfois le manioc,
- sur les soixante et onze exploitations, cinquante sept ont fait au moins une fois du coton, et trente trois ont abandonné surtout à partir de 1993, la raison principale est la non rentabilité du coton,
- actuellement trente huit exploitations font du coton et souhaitent en faire en 1997,
- les exploitations équipées sont peu nombreuses, elles représentent environ 40% au total.

### ***3.1.2. Un secteur peu cotonnier***

Le secteur de Kankan est peu cotonnier, le coton semble peu développé sauf dans la partie sud dans la zone de Karala.

Les vivriers de rente et le commerce sont les activités principales :

- au nord : l'arachide et le manioc,
- au sud : l'igname et le riz.

Il est donc très difficile de pouvoir envisager des perspectives cotonnières dans ce secteur, sauf si l'on assistait à des changements importants en matière de prix relatifs coton/vivriers. Cependant le coton pourrait jouer un rôle pour les crédits intrants et en matériel de traction animale.

## 3.2. Secteur de Mandiana

### 3.2.1. Commentaires sur les enquêtes dans les exploitations

Les enquêtes ont été réalisées dans cinq villages répartis dans trois zones du PCK et cinq sous-préfectures.

Village	Zone PCK	Sous-préfecture	Caractéristiques	Nombre d'exploitations
TIMBAKOUNA	Sankarani nord	Faralako	arachide	11
YOULOLA	Sankarani sud	Kantoumanina	cotonnier	7
MALTOUMANINA	Sankarani sud	Saladou	vivrier-coton	11
KONKOYE et BOROBO	Kinieran	Dialakoro	agriculture et commerce	6

Les principaux résultats de l'enquête menée dans trente cinq exploitations sont les suivants :

- les principales cultures sont le maïs, l'arachide, le sorgho, le coton et le riz,
- environ la moitié des exploitations font appel à une main-d'oeuvre salariée,
- la majorité des exploitations achètent des vivriers principalement en avril et mai,
- les ventes de vivrier sont principalement l'arachide, le maïs et le riz **qui rapportent très souvent plus que le coton,**
- 31/35 exploitations ont fait au moins une fois du coton, en particulier depuis 1988 et 1990 (il s'agit de jeunes producteurs de coton) mais 15/35 exploitations ont abandonné le coton (pour des raisons diverses "manque de moyens" et dettes en particulier), vingt-quatre exploitations souhaitent faire du coton en 1997.

### 3.2.2. Zonage cotonnier du secteur Mandiana

#### a) Partie nord-est du secteur assez cotonnier

Les zones PCK de Dialakoro, l'est de la zone de Kinieran et Sankarani nord représentent la partie la plus cotonnière du secteur.

Le coton peut se développer mais actuellement le prix des vivriers ne serait pas favorable au coton et l'orpaillage est une activité fréquente.

#### b) Les plaines rizicoles

Le coton est peu développé dans les zones de riziculture de plaine (nord de la zone PCK de Dialakoro et à l'ouest de la zone PCK de Kinieran).

#### c) La partie est et sud du secteur

Cette partie est principalement représentée par les deux zones PCK du Koudianakoro et Sankarani sud. Dans cette partie la mauvaise gestion des groupements et la faiblesse de l'équipement en culture attelée freinent le développement cotonnier.

### 3.2.3. Principaux points des enquêtes auprès des chefs de secteurs et des chefs de zones

- Très souvent les chefs de zones évoquent la mauvaise gestion des groupements comme cause d'abandon du coton.
- La concurrence des cultures vivrières : arachide, maïs, riz, tabac est toujours évoquée, ainsi que le manque d'équipement en traction animale.
- Ce point de vue général peut-être illustré par cette citation d'un paysan :  
*"Nous remarquons que le travail du coton est plus que le prix. Pour faire du coton il faut être équipé"*
- Le secteur de Mandiana est un gros consommateur d'intrants vivriers (engrais et herbicides) mais il apparaît parfois que les quantités fournies sont insuffisantes et leur mise en place difficile à cause des routes inaccessibles dès la saison des pluies.
- Une idée très générale des chefs de zones qui rejoint les remarques déjà évoquées ci-dessus : *"Le coton ne se développera que si son prix est plus rémunérateur que celui des autres vivriers"*.

Les principales demandes de l'encadrement sont :

- l'entretien des pistes,
- la formation,
- les intrants vivriers.

Exemple d'un exploitant commerçant ayant 40 hectares environ sans coton (vers Dialakoro).

*"J'ai fait mon compte, le coton n'est pas rémunérateur, je préfère le riz et le maïs, le coton demande trop de travail et la récolte est trop longue".*

27 hectares de riz de plaine,  
13 hectares de maïs.

Principales dépenses par hectare de riz (FG/ha).

Labour au tracteur	40 000 (plus deux passages en culture attelée par lui-même)
Herbicide environ	40 000
Récolte	10 000
Engrais	40 000
Divers	10 000
Total dépenses monétaires	<u>140 000</u>

Récolte 17 à 20 sacs vendus de 20 000 FG au minimum à 30 000 FG/sac au maximum, soit une récolte de 340 000 à 600 000 et un revenu net de 200 000 à 460 000 FG/ha.

Pour la récolte du riz 90 personnes peuvent faucher à la faucille 7 hectares de riz en une journée.

### **3.2.4. Situation générale du secteur**

Dans l'ensemble le secteur de Mandiana présente un potentiel cotonnier, mais actuellement l'activité agricole est principalement vivrière avec des cultures de rente comme l'arachide et le riz. La mauvaise gestion des groupements semble assez marquée et s'ajoute aux autres facteurs qui sont défavorables au coton.

### **3.2.5. Perspectives cotonnières dans les cinq ans à venir**

Les conditions de développement du coton dans ce secteur dépendront :

- de l'amélioration du prix relatif du coton par rapport au vivrier,
- de l'amélioration du fonctionnement des groupements.



Dans ces conditions la production cotonnière pourrait être de 8000 à 9000 tonnes (voire 10 000 tonnes) dans les années à venir. Si les conditions actuelles persistent (prix et fonctionnement des groupements) le coton aura du mal à se développer. Mais en cas de baisse relative des prix des vivriers, le coton pourrait se développer fortement.

### 3.3. Secteur de Siguiri

#### 3.3.1. Commentaires sur l'enquête dans les vingt-cinq exploitations des quatre villages visités<sup>12</sup>

Villages	Zone PCK	Sous-préfecture	Caractéristiques	Nombre d'exploitations enquêtées
KAMAYA	NABOUN	Franwalia	Très cotonnier	9
OUDOULA	NIAGASSOLA	Niagassola	Cotonnier	7
SOUMBARAKOBA	BANKON	Doko	Mine d'or	5
KARAKORO	NORASSOBA	Niandankoro	Riz de plaine	4

Les villages enquêtés sont répartis sur quatre zones PCK et quatre sous-préfectures, la seule zone du PCK non visitée est celle de Boukaria (mais nous avons rencontré le chef de zone).

Les principaux résultats de l'enquête menée dans vingt-cinq exploitations sont les suivants :

Les principales cultures sont le maïs, l'arachide, le coton puis le riz et le sorgho.

Dans la grande majorité des exploitations (16/25) l'on fait appel à la main-d'oeuvre salariée.

La majorité des exploitations (20/25) achètent des vivriers (maïs, sorgho, mais aussi du riz importé) principalement pendant la période de soudure.

Concernant le coton : 19/25 exploitations ont fait du coton au moins une fois (principalement depuis 1987) et très peu l'ont abandonné (la cause principale de l'abandon est le voyage).

L'on retrouve les mêmes avantages et inconvénients du coton que dans l'ensemble des exploitations enquêtées.

<sup>12</sup>Voir tri à plat sur le secteur de Siguiri, effectué sous Winstat.

Les cultures de rente en concurrence avec le coton sont l'arachide, le maïs et le riz.

La très grande majorité des exploitations déclarent des activités non agricoles (mines d'or principalement) et que les mines et le commerce rapportent plus d'argent que le coton.

Pour l'équipement de traction animale, la moitié des exploitations ont au minimum un attelage complet, le matériel étant limité surtout à la charrue.

### **3.3.2. Zonage cotonnier du secteur de Siguiri**

Le secteur de Siguiri peut se diviser en quatre types de zones par rapport au coton :

*a) Montagne Siguiri nord* : cette région comprend la zone de Boukaria et le nord de la zone de Naboun. Le coton se développe dans cette partie du secteur très enclavée.

*b) Plateau Siguiri nord* : cette région comprend la majorité de la zone PCK de Naboun (exemple le village de Kamaya) et l'ensemble de la zone de Niagassola (exemple le village d'Oudoula). Le coton est bien développé dans cette zone et devrait se maintenir.

*c) Les mines d'or* : elles sont présentes dans la majorité des zones PCK du secteur de Siguiri, mais principalement dans la zone de Bankon (dans la sous-préfecture de Doko par exemple le village de Soumbarakoba). Dans cette partie du secteur l'activité principale est souvent l'orpaillage.

*d) La Plaine du Niger* : le sud de la zone du Bankon (exemple le village de Leyba) et la zone de Norassoba (exemple le village de Karakoro) sont principalement rizicoles. Le développement du coton intéresse principalement les non ayants droit des plaines. La forte demande paysanne est l'aménagement des plaines et la maîtrise de l'eau mais aussi les intrants agricoles et le matériel de traction animale.

### **3.3.3. Principaux points des enquêtes auprès du chef de secteur et des chefs de zones**

Dans les trois zones Boukaria, Naboun, et Niagassola la majorité des planteurs de coton et des groupements sont bons (bons rendements à l'hectare et bonne gestion du groupement). L'avance sur semis précoce a touché de 16 à 26% des planteurs, ce qui paraît une bonne performance. L'une des principales contraintes au développement est la faible alphabétisation. L'arachide et l'orpaillage, sont les principaux concurrents du coton.

Cependant dans des conditions correctes de fonctionnement de la filière coton, avec des crédits de campagne et d'équipement (avec subventions) l'achat précoce du coton et un prix stable ou en hausse, l'on peut prévoir, selon l'avis des paysans et des chefs de secteurs, à court terme (cinq ans) une production de 5000 à 7000 tonnes de coton-graines (uniquement pour ces trois zones).

Les principales demandes de l'encadrement sont :

- continuer l'**amélioration des pistes**,
- former l'encadrement,
- construire une usine à Siguiiri.

#### **3.3.4. Situation générale du secteur**

Pour l'ensemble du secteur de Siguiiri, le coton devrait se développer et la demande en matériel agricole et en intrants (engrais, herbicides) est forte. Si les mines d'or touchent de nombreux villages elles entraînent aussi une forte demande en produits vivriers et la cherté de la main-d'oeuvre.

Dans la plaine, le riz et le maraîchage sont les concurrents du coton (mais tout le monde n'a pas accès à la plaine).

#### **3.3.5. Perspectives cotonnières dans les cinq ans à venir**

Si l'on interprète les données des paysans et celles des chefs de zones et en ayant des hypothèses raisonnables d'un rapport de prix vivriers/coton, avec un effort sur les pistes, la fourniture de matériel et d'intrants, la production cotonnière pourrait se situer entre 6000 et 8000 tonnes.

Si les prix sont plus favorables au coton (baisse des vivriers suite à de bonnes productions, ce qui est une hypothèse possible) la production de coton-graines pourrait se développer d'une manière plus importante (voir le cas du Bénin à partir de 1983).



**DEUXIEME PARTIE**

**APERCUS SUR LES STRATEGIES PAYSANNES**





## INTRODUCTION

Depuis 1985 de profonds changements ont affecté la Haute-Guinée et plus particulièrement les régions de Kankan, Mandiana et Siguiri.

D'importants travaux d'infrastructures ont été réalisés aboutissant à faciliter les échanges, une grande dynamique commerciale s'est développée qui a certainement eu un effet sur les productions vivrières. Les activités séculaires de recherche de l'or ; l'historiographie Africaine et Moyen-Orientale magnifient depuis plus de quatre siècles la richesse aurifère quasi légendaire de cette région, se sont encore développées comme l'attestent l'implantation de sociétés de prospection étrangères telle l'ASHANTI ou les recompositions qui affectent les sociétés anciennement implantées.

Enfin, la production cotonnière qui a longtemps stagné, a connu du milieu des années 1980 au début des années 1990 un très fort développement puis accuse à partir de 1994 une très forte chute. La production est passée d'environ 17 000 à 10 000 tonnes.

Cet événement apparaît d'autant plus grave que l'opération de développement coton ne revêtait pas un aspect purement sectoriel limité au coton mais avait un impact multisectoriel. Le projet assurait des responsabilités en matière de réalisation de pistes, routes, ponts ; contribuait et contribue à la diffusion du matériel agricole et des intrants, et à l'amélioration des façons culturales notamment pour une production aussi essentielle au plan régional que le maïs. Enfin compte tenu tout à la fois de l'importance monétaire du coton et des formes d'organisation encadrement qui l'ont accompagné, c'est aussi l'organisation professionnelle du milieu rural -à travers ses groupements- qui peut se trouver affectée par ce que l'on pourrait appeler, d'un terme peut-être un peu vague ou impropre, la "crise cotonnière" du milieu des années 1990 (chute rapide de près de 40% de la production cotonnière).

Notons que cette chute survient après que des financements très importants aient été consentis. Des décideurs et financiers, dont beaucoup voyaient dans le coton le moteur ou l'un des principaux moteurs du développement régional, se posent la question de savoir s'il faut continuer les efforts effectués ou les réorienter pour trouver de meilleures ou de nouvelles formes d'allocations des ressources.

Ainsi, derrière la "crise cotonnière" du milieu des années 1990 se pose la question d'un enjeu en termes de politique de développement non pas seulement sectoriel mais régional voire national.

- “Pourquoi la production du coton ne s’est pas développée suivant les prévisions ?
- Pourquoi assiste t-on à une stagnation dans certaines zones voire à une régression ?
- Qu’est-ce-qui motive ou “démotive” les agriculteurs ?
- Quelles sont les causes d’adhésion et d’abandon successifs ?”

Toutes ces questions posées, -dont la liste ici présentée n’est pas limitative-, renvoient à la compréhension et l’interprétation des pratiques des producteurs et plus globalement des stratégies qui les ont guidé.

Les données recueillies sur le terrain amènent tout à la fois à élargir le champ de l’interprétation des stratégies des producteurs et à décomposer la question posée.

### **Premièrement : l’élargissement du champ d’investigation**

Il est manifeste que les pratiques cotonnières -produire du coton, choisir de ne pas en produire, augmenter ses surfaces, les diminuer, renoncer à la culture cotonnière, la reprendre, choisir des voies intensives ou extensives- constituent des éléments de choix culturels plus larges, voire bien entendu, de choix économiques plus larges qui n’engagent pas que les activités agricoles.

Aussi bien, ce sur quoi il faut s’interroger c’est sur les raisons de ces choix d’activités, sur les raisons de leurs changements par référence à l’activité cotonnière mais sans nécessairement pour comprendre ces phénomènes privilégier “l’entrée” coton.

Dans cette perspective, la compréhension des stratégies des producteurs -des pourquoi de leurs choix et de leurs changements pratiques de choix- implique qu’avant de se livrer à une démarche analytique des stratégies, soient dessinées à grands traits les caractéristiques dominantes d’une part de l’organisation sociale dans laquelle s’inscrivent les principaux types d’acteurs et d’autre part du cadre global à l’intérieur duquel s’opèrent leurs choix.

### **Deuxièmement : décomposition de la question posée**

La “crise cotonnière” est, nous l’avons vu plus haut, à juste titre porteuse d’inquiétudes. Le fait de procéder à des comparaisons à l’intérieur de l’Afrique de l’Ouest contribue à renforcer ces inquiétudes.



Dans le Mali, à bien des égards, si proche de la Haute-Guinée, la production cotonnière malgré des mesures financières rigoureuses prises, continue à bien se développer. Pourquoi en Haute-Guinée n'en va t-il pas de même ?

Dans d'autres pays, tels le Sénégal et la Gambie, à l'inverse les nombreux efforts consentis pour développer la culture du coton ont été mal récompensés. La chute de production de la Haute-Guinée ne constituerait t'elle pas après l'euphorie de la grande récolte de 1993, un avertissement -le signe- que dans la Haute-Guinée comme dans d'autres pays proches de l'Afrique de l'Ouest, la production cotonnière est si ce n'est vouée à l'échec, du moins à un coûteux piétinement.

Soulignons l'intérêt méthodologique de ce type de comparaisons tout en notant l'importance de la prise en compte, alors, des évolutions historiques : ancienneté de la culture, évolution des conjonctures.

Aussi, à défaut de pouvoir procéder dans ce cadre à une approche comparative nous cantonnerons nous à l'intérieur du cadre de la Haute-Guinée de poser deux questions portant sur les changements de comportements des producteurs à deux époques bien précises, l'une que l'on pourrait qualifier de "crise", l'autre "d'engouement".

① Pourquoi un désengagement vis à vis la culture du coton de 1992 à 1995 ?

Secteurs	Kankan	Mandiana	Siguiri
Diminution du nombre de planteurs en %	- 34%	- 9%	- 17%
Diminution des surfaces coton en %	- 49%	- 15%	- 17%

*Indicateurs de désengagement*

②: Pourquoi un “engouement” pour la culture du coton de 1990 à 1992 ?

Secteurs	Kankan	Mandiana	Sigiri
Coefficient de multiplication du nombre de planteurs	2,4	2,9	5
Coefficient de multiplication des surfaces coton	3	2,9	5,5

*Indicateurs d'engouement*

Il est possible de faire les observations suivantes :

① Ces deux périodes pour antithétiques qu'elles soient, présentent des points communs. Elles sont toutes deux courtes et profondément marquées par d'importants changements de pratiques des producteurs qui semblent témoigner de la plasticité de leurs stratégies.

② Compléter la première question -porteuse d'inquiétudes- par la deuxième permet de ne pas s'interroger seulement sur “l'échec” mais aussi sur la “réussite” et peut-être de relativiser l'importance de chacun des phénomènes, de les dépouiller de leur effet choc et de tendre vers une approche moins passionnelle et plus objective des phénomènes étudiés.

Reste que pour tenter de fournir des éléments de réponses à ces deux questions symétriques mais manifestement complémentaires, il paraît nécessaire de s'interroger d'une part sur les cadres globaux durables qui influent sur l'élaboration des stratégies par les différents types d'acteurs, de l'autre sur les changements notamment de l'environnement économique et institutionnel qui sont survenus, et qui par le biais de changements d'opinions et de représentations ont entraîné des modifications de leurs pratiques. En bref, réintroduire dans l'analyse les stratégies des acteurs, l'influence des variations de la conjoncture.

## 1. ACTEURS ET CARACTERISTIQUES DES CADRES SOCIO-ECONOMIQUES DE BASE

Un certain nombre de traits caractéristiques de l'organisation sociale dans la zone et de son évolution en fonction du développement de l'économie marchande, qui s'est vivement accélérée depuis le milieu des années 1980, contribue tout à la fois à d'une part reproduire et renouveler la stratification sociale, d'autre part à façonner les formes du fonctionnement des unités de production familiales.

Ces traits marquants peuvent être brièvement -pour ce qui nous intéresse- résumés comme suit.

### 1.1. De grandes disparités entre unités de production familiales

Les facteurs de production terre, force de travail, moyens de production, sont très inégalement répartis entre unités familiales.

#### **Premièrement : le foncier**

En partant du constat, tout à fait objectif, de faible pression démographique, un raisonnement trop rapide et mécaniste pourrait déboucher sur la conclusion que l'accès au foncier est globalement ouvert. En bref, que l'accès à la terre ne pose pas de problème aux unités de production familiales. En fait, ce constat doit être largement nuancé en fonction de la qualité des terres voire de leur accessibilité.

A titre de simple illustration, il est nécessaire dans de nombreuses zones d'opérer une distinction entre d'une part les terres de plateaux abondantes et obéissant à des formes de régulation foncières très ouvertes (ce sont sur ces terres que l'on cultive de manière privilégiée le coton), et d'autre part les terres alluviales de plaines situées le long du Niger (de Bankon à Kouroussa) le long du Tinkisso, du Dion, de la Sankarani voire du Milo...

Ces plaines alluviales de manière différemment accentuées selon les zones, relèvent de maîtrises foncières fortement marquées (*Kaba.1994*). Des familles sont des "ayants droit" de terres alluviales et d'autres pas, qui ne peuvent avoir accès qu'au moyen d'emprunts doublement limités quant à la surface et au temps de cession.

Il peut en aller de même pour les terres de bas-fonds, qui font elles aussi l'objet de maîtrises foncières plus strictes que les terres de plateaux.

L'histoire du peuplement des villages, mais aussi parfois les formes maintenant passées de distinction entre hommes libres et anciens captifs, rendent compte pour une bonne part de cet inégal accès au foncier le plus utile.

Certaines familles, du fait de l'ancienneté de leur installation, du rôle historiquement fondateur qu'elles ont joué dans la création du village, de leur pouvoir politique, sont "ayants droit fonciers" de terres de valeur.

D'autres plus récemment installées, ou localisées de manière privilégiée sur des zones de plateaux à l'écart des plaines alluviales ou de bas-fonds, ne bénéficient pas des mêmes avantages fonciers de départ.

En bref, l'histoire du peuplement et des divisions passées entre hommes libres et captifs -qui parfois peuvent partiellement se recouper- ne sont pas sans rapports avec l'inégale dotation foncière en terres de meilleure qualité qui caractérise, dans de nombreuses zones, la situation des unités de production familiales.

### **Deuxièmement : la force de travail**

Dans des formes de production agricole faiblement capitalistiques, le rôle de la force humaine de travail est bien entendu essentiel et sauf cas exceptionnel d'entreprenariat agricole, la disponibilité en force de travail est directement dépendante de la dimension et de la composition démographique de la famille.

Une grande famille implique certes qu'il y ait beaucoup de "bouches à nourrir" mais rend possible la production d'excédents notables, ce qui est beaucoup plus difficile à l'intérieur d'une famille restreinte.

On pourrait, à la limite, concernant la production agricole, évoquer un effet d'échelle en matière d'efficacité de la force de travail qui différencie familles étendues et familles restreintes.

En Haute-Guinée, il existe des très grandes disparités entre unités de production familiales au regard de la dimension démographique donc de la disponibilité -du moins théorique- en force de travail.

Il est possible de distinguer des grandes familles qui peuvent comprendre plus de vingt ou trente personnes, des familles moyennes comprenant une dizaine de personnes et enfin de très nombreuses unités familiales qui sans toutefois se réduire nécessairement au ménage ne comprennent que cinq ou six personnes.

Cette accentuation des disparités démographiques s'explique, pour une bonne part, comme nous allons le voir par la suite, par la confrontation entre d'une part un modèle patriarcal d'organisation du travail ou plus largement de l'autorité familiale et d'autre part une volonté d'émancipation qui n'est pas sans lien avec le développement des relations monétaires.

### **Troisièmement : moyens de production**

La disposition d'équipements<sup>13</sup> (charrues, boeufs, tracteurs parfois) qui démultiplie l'efficacité de la force de travail constitue un facteur essentiel de différenciation entre unités de production familiales.

Pour des familles présentant les mêmes dimensions démographiques comprenant par exemple entre cinq et huit personnes l'effet équipement (charrue et paire de boeufs) se révèle profondément discriminant.

Il joue, semble-t-il, de deux manières complémentaires, tout d'abord un inégal engagement dans les activités agricoles, ensuite une inégale efficacité en termes de superficies cultivées mais aussi bien souvent de rendements obtenus.

Ainsi, dans des zones de plaines rizicoles, un paysan non équipé le plus souvent ne cultivera pas de riz inondé ou au maximum un hectare en ayant recours à l'aide de paysans équipés.

Au contraire, un paysan disposant tout à la fois de rizières et de traction attelée pourra cultiver quatre ou cinq hectares de riz ; et un cultivateur "ayant droit foncier" rizicole et disposant d'un tracteur peut être en mesure de mettre en culture dix à quinze hectares de riz.

Sur les cultures de plateau ce même effet équipement se fait également sentir pour toutes les cultures.

---

<sup>13</sup>Notons que parmi les paysans cotonniers mieux équipés que les autres 49% ne sont pas équipés, 39% ont un attelage et seulement 12% plus d'un attelage. Source : P.D.R.H. Suivi évaluation 1994/1995.

Si l'on prend en compte les seules cultures : arachide, coton, maïs à l'exclusion du sorgho et du fonio, cet effet peut être illustré comme suit :

- un paysan non équipé mettra en culture des superficies restreintes : un demi-hectare de coton plus un hectare de maïs en intensif et un demi-hectare, par exemple, d'arachide.
- Un paysan équipé en traction animale (une charrue et une paire de boeufs), pourra mettre en culture deux et demi hectares de maïs en intensif et entre deux et deux et demi hectares de coton s'il choisit l'option coton ou bien un hectare de coton et deux hectares d'arachide ou peut-être entre deux et demi et trois hectares d'arachide s'il choisit de ne pas faire de coton.

Il semble ressortir des entretiens effectués que l'effet équipement simple (une charrue plus une paire de boeufs) peut entraîner en cultures de plateau -toutes choses égales par ailleurs- une augmentation des superficies mises en culture comprise entre deux et deux et demi fois par rapport à une situation de référence de non équipement. Il est à noter que cet effet multiplicateur paraît se développer progressivement et non dès la première année.

Un des facteurs les plus discriminant est la possession de bétail -forme privilégiée de capitalisation- mais aussi la part, peut-être, la plus précieuse du capital d'exploitation.

Là aussi les disparités sont accentuées. Nombreuses sont les familles qui ne disposent pas de bovins ou bien d'un seul bovin. Pourtant il existe de grands troupeaux mais dont l'appropriation se trouve concentrée par quelques familles en général de grande dimension. Ce qui ne signifie d'ailleurs évidemment pas que toutes les grandes familles soient grandes propriétaires de bétail. De manière plus ou moins étroitement articulée, l'accès à la terre, la disponibilité en force de travail, l'inégale possession de capital et notamment de boeufs, jouent un rôle essentiel dans la définition de la situation socio-économique des unités de production, la place qu'elles occupent dans l'échelle de la stratification sociale. Ce qui se traduit concrètement par leurs capacités effectives de se fixer des buts et objectifs raisonnables de production et concurremment de mettre en oeuvre les moyens les plus adaptés pour les atteindre.

## **1.2. Caractère patriarcal et centralisé des unités de production familiales et jeu des acteurs**

La centralisation relativement accentuée des travaux agricoles est à mettre en relation d'une part avec le modèle type d'autorité plus global qui régule la vie familiale et sa reproduction, de l'autre les dynamiques de contestation et de remise en cause de ce modèle.

### **1.2.1. Caractère centralisé de l'organisation agricole**

#### **Premièrement : l'organisation foncière**

Il est possible de faire une distinction -entre champs que l'on pourrait qualifier de "communs" et champs "individuels".

Les champs "communs" relèvent de la responsabilité du chef d'unité de production. Leur produit sert à approvisionner les greniers familiaux. Le produit de leur vente constitue la base du budget collectif de la famille géré par le chef d'unité de production. Ces champs peuvent être tant de vivriers que dévolus à des cultures à dominante destinées à la vente : igname, riz, coton, arachide...

Les champs "individuels" sont attribués le plus souvent par le chef d'unité de production à ses dépendants hommes et femmes qui vivent sur le même ensemble de greniers et sur le même budget collectif, familial, central.

Les femmes, le plus souvent, se voient attribuer des parcelles destinées à des cultures qui relèvent au sens large du maraîchage.

Les hommes dépendants -les cadets- se voient attribuer des parcelles qui peuvent être cultivées en vivrier ou spéculations à vocation plus monétaires : arachide, coton, manioc, igname...

Le bénéfice de la vente des produits va à l'attributaire et constitue la base de ce que l'on pourrait appeler son budget individuel qu'il utilise de manière privilégiée pour ses dépenses personnelles et s'il est marié celles de son ménage.

Le noyau foncier dominant de l'unité de production familiale est constitué par l'ensemble des champs "communs". Les champs "individuels" constituent un peu comme les "sattelites fonciers" de ce noyau central.

Au plan agricole, le support foncier de l'autonomie économique -assise agricole de son budget personnel est constitué pour chaque dépendant par ses champs "individuels". Ces champs sont de dimension limitée. Un homme dépendant -cadet- "vivant au même bol" que son chef d'unité de production, dispose de champs "individuels" d'une superficie globale allant de 0,25 à 0,75 hectare. On peut considérer raisonnablement que un demi-hectare de cultures divisées en une ou plusieurs parcelles constitue une référence dominante en matière de superficie individuelle à l'intérieur du modèle centralisé de répartition des champs familiaux.

Notons que ce modèle théorique s'applique de manière certes plus ou moins rigide à tous les dépendants masculins célibataires mais aussi mariés. A la nuance près qu'un dépendant marié peut bénéficier plus souvent de 0,50 à 0,75 hectare de champs "individuels" que de 0,25 hectare.

En bref, retenons que le modèle foncier dominant d'organisation familiale de la production :

- ne tolère une autonomie agricole qu'étroitement limitée des dépendants femmes et hommes célibataires et même mariés,
- que les possibilités d'émancipation économique à l'intérieur des activités agricoles sont très strictement bridées

### **Deuxièmement : l'organisation du travail**

Au plan théorique, du moins, le système foncier global rend possible pour un cadet de décider de mettre en culture des superficies supérieures à celles qui lui ont été accordées par son chef d'unité de production, notamment sur les terres de plateau et par exemple en coton ou en arachide.

Mais intervient là en parallèle du mécanisme foncier de régulation, un deuxième mécanisme régulateur concernant l'organisation du travail proprement dite -qui complète le premier et assoit le caractère familial centralisé du système-.

L'organisation des travaux agricoles obéit à une discipline qui régit les flux de travail familial entre champs "communs" et "individuels".

Les règles, coutumes et pratiques certes connaissent des variations locales et familiales mais s'organisent de manière dominante autour du modèle suivant : tous les jours sauf le vendredi et parfois un autre jour de la semaine, les dépendants doivent aller travailler dans les champs "communs"; les dépendants doivent travailler du matin au début ou milieu d'après-midi dans les champs "communs" et seulement ensuite ils disposent de la liberté de travailler sur leurs champs "individuels" ; en cas d'urgence, de presse dans les travaux agricoles -ce qui n'est pas rare, notamment en période d'entretien des cultures- priorité est donnée aux travaux à effectuer sur les champs collectifs.

De ce qui précède il ressort que le cadet qui désirerait mieux asseoir son autonomie économique dans la sphère des activités agricoles pourrait certes décider de mettre en culture des superficies supérieures à celles que son chef d'unité de production a jugé raisonnable de lui attribuer, mais s'en trouverait si ce n'est empêché, du moins rencontrerait de très grandes difficultés pour mener à bien ses cultures.



Soulignons au risque de la répétition une caractéristique centrale du type dominant d'organisation du travail agricole en Haute-Guinée. Les possibilités d'émancipation économique des femmes bien entendu mais aussi des cadets dépendants célibataires et mariés sont très étroitement limitées.

### **Troisièmement : une nuance qu'il est nécessaire d'introduire**

L'impact du caractère centralisé de l'organisation du travail agricole n'est évidemment pas le même pour une unité de production familiale de dimension réduite et pour une unité de grande dimension démographique.

A l'intérieur d'une unité de production familiale réduite comprenant un chef d'unité de production, sa ou ses femmes, et un ou deux seulement jeunes dépendants, les contradictions inhérentes aux formes centralisées d'organisation du travail se trouvent relativement atténuées. Il n'en va à l'évidence pas de même dans les unités de production familiales de grande dimension.

L'utilisation du budget collectif, sa répartition entre accumulation, paiement des dots, redistribution aux dépendants pour satisfaire leurs besoins personnels et ceux de leurs épouses, peuvent faire débat.

Et il peut se produire que ces grands groupes familiaux constituent un peu comme des arènes à l'intérieur desquelles s'engage un débat sur comment arbitrer entre d'un côté l'intérêt familial du groupe, sa sécurité, sa renommée, sa puissance sociale d'une part dont le chef d'unité de production est le garant et de l'autre les besoins à satisfaire, les intérêts individuels des dépendants mariés voire des jeunes célibataires.

### **1.2.2. Relations entre acteurs : -aînés et cadets- Prégnance des dynamiques de segmentation**

La rencontre entre d'une part un modèle centralisé d'organisation agricole qui est en fait l'expression dans la sphère de la production agricole, d'un modèle d'organisation sociale ayant de forts traits patriarcaux et d'autre part les préoccupations individuelles des dépendants notamment mariés, peut entraîner un processus de segmentation sociale.

**Premièrement : facteurs susceptibles d'encourager la segmentation sociale**

- Le fait que les superficies mises en culture par les unités de production en Haute-Guinée soient par comparaison avec d'autres régions soudanaises relativement plus faibles, que les rendements obtenus sur de nombreuses cultures notamment vivrières soient assez peu élevés, tend à faire émerger de manière plus affirmée qu'ailleurs un débat qui pose mais qui aussi peut opposer au sein de la famille intérêts collectifs et individuels.
- Le développement de l'économie monétaire agricole qui s'est trouvée vivifiée après une période d'encadrement autoritaire et peu efficace du monde rural dont on s'accorde à dire qu'elle fut caractérisée par une grande résistance de la paysannerie aux actions de l'Etat et un souci plus grand de sécurité que de dégager des excédents commercialisables -renouvelle au niveau des familles étendues- la question du partage des richesses produites.
- La circulation des hommes et des idées qui fait que l'horizon intellectuel des ruraux guinéens ne se trouve pas cantonné aux limites de leurs finages mais au contraire largement ouvert sur les villes et l'espace régional entre en affinité avec une attitude qui peut être critique ou de non adoption -comme allant de soi- de formes de régulation communautaires perçues comme trop rigides.

**Deuxièmement : transitions familiales et légitimité**

Les moments privilégiés durant lesquels s'actualisent les débats entre intérêts collectifs familiaux et intérêts individuels sont ceux où se trouvent posés des problèmes de succession. Avant que le chef de famille ne meure, lorsqu'il prépare sa succession, ou après sa mort dans le cadre des conseils de famille se trouve très concrètement posée la question de savoir qui dirigera l'unité de production familiale.

C'est de manière privilégiée dans ces moments de transition durant lesquels se joue l'avenir de la famille que se pose un problème de légitimité. La question de la succession de l'autorité familiale pose un double problème de légitimité et de consensus.

Selon la manière dont la question est résolue, l'unité de production familiale élargie se reproduit plus ou moins à l'identique ou à l'inverse se segmente.

### **1.2.3. Segmentation familiale et risque de paupérisation**

Comme nous l'avons vu plus haut, les disparités de disponibilités de la force de travail et/ou en cheptel et moyens de production jouent un rôle essentiel dans la stratification du monde rural.

Une crise de légitimité, une crise de consensus entraînée par le souci des cadets, notamment mariés, de s'émanciper peut entraîner un processus de segmentation familiale.

Il est possible de dire de manière un peu caricaturale, qu'une unité de production correspondant à une grande famille peut se transformer en plusieurs unités de production de dimensions démographiques plus ou moins réduites, dont on a vu que l'assise économique peut être alors très fortement marquée du sceau de la précarité.

"L'effet d'échelle" -évoqué plus haut- qui joue au bénéfice des unités de production de grandes dimensions en cas de segmentation familiale est susceptible de jouer au détriment de chacune des unités de production issues de la fragmentation de l'unité "parente".

Ainsi la confrontation entre d'une part un modèle agricole centralisé de fonctionnement des unités de production et de l'autre sa contestation par les cadets notamment mariés, peut donner le jour à un processus familial interne de paupérisation.

Semble témoigner, pour une part du moins, de l'actualité d'un tel processus la présence dans les villages d'une majorité d'unités de production de faibles dimensions et souvent sous-équipées.

## **1.3. Des acteurs confrontés à un déficit global en moyens de productions agricoles**

Le processus agricole de production souffre de manière quasi structurelle d'un déficit en moyens de production.

De manière paradoxale, les systèmes cultureux pourraient être qualifiés de "ni véritablement extensifs, ni véritablement intensifs".

Les unités de production familiales de petites dimensions souvent non équipées ne sont donc pas en mesure de mettre en culture de grandes superficies. La réalisation manuelle des travaux de préparation du sol, limite leurs ambitions. Sur ces superficies réduites il leur est difficile, pour des raisons financières, de procéder à une intensification à base d'utilisation d'intrants à l'exception notable de deux cultures qui bénéficient de crédit pour ceux-ci : le coton et le maïs.

Il est à souligner (anticipant sur la suite) qu'il ressort de manière manifeste des entretiens effectués que l'engagement de nombreux producteurs dans la culture cotonnière est lié à cette possibilité très concrète d'accès aux engrais à crédit pour le coton et le maïs dont on sait qu'il joue un rôle central dans la sécurité alimentaire familiale.

Les unités de production bien équipées ont la possibilité de mettre en culture des superficies importantes mais se trouvent confrontées à de graves problèmes d'entretien des cultures.

Le déséquilibre paraît trouver son origine dans deux causes principales qui d'ailleurs peuvent, dans certains cas, se combiner.

- Les travaux de préparation des sols, labours, hersages sont réalisés mécaniquement en traction attelée mais les travaux de sarclages sont effectués, dans la très grande majorité des cas, de manière manuelle. Les premiers permettent, du moins théoriquement, une extension des superficies. Les conditions de réalisation des seconds contraignent à leur réduction.

- Enfin, à cela peut s'ajouter pour les unités de production équipées mais de faibles ou moyennes dimensions démographiques, un déficit structurel en force de travail.

On comprend aisément dans ces conditions que la demande d'herbicides constitue un thème récurrent des entretiens effectués, un "leitmotiv" des demandes présentées, et suscite les débats techniques les plus argumentés.

#### **1.4. Pluriactivité des acteurs et prégnance économique des réseaux familiaux**

La plupart des unités de production familiales se trouvent engagées dans plusieurs activités économiques qui se développent bien souvent en s'appuyant sur des réseaux familiaux qui débordent le cadre de l'unité de production proprement dite pour épouser celui plus englobant du segment de lignage voire du lignage.

##### **1.4.1. Pluriactivité des unités de production et importance de l'orpillage**

Parallèlement à leurs activités agricoles, très nombreuses sont les unités de production qui se livrent à des activités commerciales d'artisanat ou d'orpillage. On peut considérer que près de la moitié des unités de production ont des activités extra-agricoles<sup>14</sup>.

---

<sup>14</sup>Cf. Enquêtes.

#### 1.4.1.1. Importance de l'engagement dans les activités aurifères

Dans les régions notamment de Siguiiri et Mandiana, une partie notable et peut-être la majorité des unités de production se trouvent impliquées dans la recherche d'or.

D'une enquête réalisée en 1986 à Siguiiri et portant sur un nombre significatif d'unités de production, il ressort :

- que 76% des exploitations enquêtées sont concernées par les migrations saisonnières liées à l'orpaillage,
- que près du tiers des actifs de ces exploitations s'adonnent à l'orpaillage dont 70% d'hommes mais aussi 30% des femmes,
- que les départs vers les mines se situent principalement de janvier à avril,
- que les retours des mines s'effectuent d'avril à juin, les périodes de grand retour étant celles du mois de mai et de juin. (*Duluc 1988*).
- Les producteurs peuvent rester dans les mines entre deux et cinq mois selon leurs engagements individuels dans cette activité, ce qui permet d'opérer semble-t-il une distinction entre "paysans chercheurs d'or" et "chercheurs d'or paysans".

Les "paysans chercheurs d'or" reprennent les travaux des champs en mai-juin, les seconds qui constituent une minorité sauf dans certaines zones particulières, tel le Bouré, entament les travaux des champs en juillet et donnent en général la priorité aux cultures vivrières.

#### 1.4.1.2. Activités minières industrielles et artisanales

Il est possible d'opérer une distinction entre activités minières industrielles et artisanales.

Les activités industrielles sont le fait de sociétés (ASHANTI, SEOGUI, SAG...) qui développent leurs activités dans la zone comme en témoigne le quadrillage très serré de leurs implantations.

Les producteurs ruraux sont impliqués dans ces activités par le biais du salariat. Un manoeuvre peut toucher jusqu'à 2500 FG/jour sur la base de contrats mensuels. Rappelons pour mémoire que la rémunération d'un journalier agricole est le plus souvent de 1000 FG, parfois de 1500 FG.

Les activités minières artisanales impliquent de manière beaucoup plus profonde les ruraux que les activités artisanales.

Rappelons aussi que ces activités de recherche aurifère artisanales ne constituent pas pour l'économie régionale une nouveauté, un facteur de changement récent mais constituent une donnée structurelle qui s'inscrit dans la "longue durée".

Il ressort des entretiens effectués que dans de nombreuses zones et plus particulièrement dans la région de Siguiri (avec ces zones notamment fameuses du Bouré et du Séké) mais aussi à Mandiana, à partir, de l'âge de seize à dix-sept ans la plupart des hommes vont travailler dans les mines.

Certaines personnes exagérant peut-être un peu l'ampleur du phénomène, avancent qu'entre avril et mai *"on ne trouve dans les villages que des jeunes et des vieux"*.

Il est à noter qu'il peut se produire un "effet d'entraînement" entre activités industrielles et artisanales mais qui paraît moins affecter l'engagement proprement dit des ruraux -qui a toujours été important- que leurs implantations géographiques.

Les zones de prospection ou d'implantations industrielles constituent un peu comme des pôles d'animation pour le développement des "placers" artisanaux. En témoignent les déplacements récents des chercheurs d'or de Siguiri vers la zone de Mandiana où se développe l'implantation de sociétés industrielles.

L'activité artisanale de recherche de l'or est le fait de "petits entrepreneurs" autochtones ou allochtones qui mettent en valeur des puits qui leur ont été attribués par les "ayants droit" locaux.

Ceux-ci louent -pourrait-on dire- des concessions et en retirent un bénéfice. Ces modes d'exploitation font l'objet de formes de régulation communautaires bien établies.

Les entrepreneurs -ayants droit ou locataires- peuvent engager des travailleurs qu'ils nourrissent, ce produit de la découverte d'or étant partagé en deux, entre l'entrepreneur et le travailleur.

#### *1.4.1.3. Intérêts individuels et régulations communautaires et familiales*

Lorsque des entreprises de recherche d'or industrielles ou artisanales s'implantent sur les terres d'un village, les notables le plus souvent s'arrangent pour que les jeunes du village puissent bénéficier d'une priorité d'embauche, c'est le cas notamment pour les sociétés industrielles.

L'existence d'une telle pratique contribue à nuancer l'analyse effectuée plus haut sur l'opposition aîné/cadet ou la contradiction qui peut se faire jour entre intérêt individuel et intérêt collectif. Ceci est à mettre en relation avec le fait qu'un dépendant -chercheur d'or- qui se conduit de manière "convenable" doit donner à son aîné une partie du bénéfice retiré de son travail de chercheur. "Ce versement correspond à 65% environ (quelle que soit la catégorie) des sommes restantes à la fin de la saison, ce qui est important. L'attitude des chefs de familles qui nous paraissait plus haut, dépourvue de logique (dans la logique agricole s'entend) n'est donc pas si illogique que cela. Il reste à savoir maintenant si le gain apporté par l'or peut remplacer en partie ou en totalité les gains de l'agriculture (autoconsommation + rente) (*Duluc 1988*).

#### 1.4.1.4. Concurrence et complémentarité entre activités agricoles et aurifères

La concurrence est manifeste au plan des emplois du temps, notamment en ce qui concerne les travaux de préparation du sol, les semis et les premiers sarclages.

Les analyses de *Duluc* sur la région de Siguiri explicitent fort bien cette concurrence. Dans près de la moitié des unités de production impliquées dans les activités aurifères, plus de deux personnes sont dans les mines. Enfin, "à la fin mai uniquement 63% des personnes sont rentrées chez elles. Les autres retours s'étaleront jusqu'en août. C'est là un point capital quant à l'antagonisme orpaillage/agriculture".

Reste donc que près des 2/5 des chercheurs d'or rentrent donc si ce n'est en avance, suffisamment tôt pour être en mesure d'implanter leurs cultures de manière relativement satisfaisante surtout s'ils sont en mesure d'utiliser la traction attelée.

Au cours des entretiens collectifs focalisés sur les problèmes agricoles, deux grands types d'attitudes peuvent être distingués :

- la première attitude témoigne d'une sorte de "réserve" à parler de l'or ou d'une manière très normative de le faire. Mais ce discours que l'on pourrait qualifier de très "militant paysan" doit être resitué dans son contexte, celui d'entretiens focalisés sur les problèmes agricoles, avec des étrangers au village auprès desquels pour être sûr de se faire bien comprendre on n'encombre pas son discours de trop de nuances.
- la deuxième attitude plus nuancée, fait état de règles communautaires villageoises qui instaurent ou tachent d'instaurer une discipline de retour dont le non respect entraîne -du moins la menace- de sanctions. Tout se passe, alors comme si, au niveau villageois existait une forme de régulation qui tache de concilier activités aurifères et agricoles.

Un tel type de régulation trouve son correspondant au niveau de l'économie familiale. Ainsi, bien souvent les revenus aurifères -lorsqu'il y en a- se trouvent pour une part réinvestis dans les activités agricoles -accumulation pour s'équiper ou plus souvent paiement de prestations en travaux mécanisés voire en intrants notamment pour la culture du maïs mais parfois aussi du coton pour les façons culturales.

Ainsi bien, le rapport or/agriculture apparaît-il globalement plus complexe qu'une simple concurrence d'activités en termes de calendrier des travaux et au plan de l'organisation familiale et villageoise porte la marque de la complémentarité entre activités économiques se déroulant dans des sphères de production différentes.

#### ***1.4.2. Prégnance économique des réseaux familiaux***

Les unités de production familiales dont on a vu plus haut qu'elles sont animées d'une tension permanente entre recherche de l'intérêt individuel et collectif, font partie d'ensembles sociaux plus vastes -segments de lignages et lignages-.

Lignages et segments de lignages sont utilisés comme cadres non seulement sociaux mais aussi économiques de référence notamment pour le commerce et l'émigration.

Des associations de ressortissants interviennent pour effectuer des réalisations dans les villages et quartiers.

Les réseaux familiaux servent de supports d'accueil pour les entreprises migratoires, et de supports d'accueil et de relais pour les activités commerciales.

Ainsi, des ensembles sociaux plus étendus que les unités de production familiales influent sur l'activité de celles-ci en facilitant les opérations de diversification extra-agricole ou extra-locale des activités, et par l'intermédiaire de transferts monétaires utilisés pour l'achat de matériel et parfois d'intrants -contribue parfois à conforter les processus agricoles de production des acteurs.



## 2. LES ACTEURS FACE AUX OPPORTUNITES MONETAIRES

La région de Haute-Guinée constitue tout à la fois une zone de productions agricoles diversifiées et un important centre de consommation de produits vivriers.

Les productions agricoles ainsi que les activités extra-agricoles, notamment la recherche de l'or, constituent pour les acteurs ruraux des opportunités de gains monétaires qui jouent un rôle non exclusif mais très important dans leurs stratégies productives.

Intervient aussi sur l'élaboration de ces stratégies l'importance du facteur -incertitude- qui, à des degrés d'intensité variables joue sur le résultat escompté des diverses activités entreprises.

### 2.1. Une forte demande en produits vivriers

Cette demande a une triple origine. Elle provient des zones urbaines, des zones minières mais aussi est d'origine rurale.

#### 2.1.1. Importance de la demande urbaine

**Tableau de répartition de la population urbaine et rurale. 1993.**

Préfectures	Population urbaine		Population rurale		Population totale	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
<b>KANKAN</b>	80 800	36%	141 900	64%	222 700	100%
<b>MANDIANA</b>	7 300	6%	124 500	94%	131 800	100%
<b>SIGUIRI</b>	23 500	12%	173 000	88%	196 500	100%
<b>TOTAL</b>	111 600	20%	459 400	80%	551 000	100%

Source : MUH 1991.

## Commentaires

La population urbaine représente un cinquième de la population totale de la région.

La ville de Kankan avec plus de 75 000 habitants constitue un pôle très important de demande en vivriers.

Elle sert de débouché en riz local, mais aussi en riz venant du sud et en riz d'importation.<sup>15</sup>

Elle est la source d'une importante demande en igname, maïs et arachide notamment.

### **2.1.2. La consommation des mines**

De janvier à juillet voire août, les zones minières sont le lieu de très fortes concentrations de populations, qui étrangères ou autochtones, animent une forte demande de vivriers : riz, maïs, arachide notamment.

Rappelons que les formes de contrats qui régissent les rapports entre entrepreneurs artisans et les chercheurs d'or qu'ils emploient, peuvent prévoir que le patron assure la nourriture de leurs employés et donc l'achètent même pour les autochtones. Dans d'autres cas<sup>16</sup> les chercheurs d'or disposent d'une réserve de dix jours de nourriture puis procèdent, eux-mêmes, à des achats de nourriture.

### **2.1.3. Présence d'une demande rurale**

Les unités de production familiales sont fortement marquées, nous l'avons vu plus haut, par la pluriactivité -commerce, artisanat, activités minières- ceci combiné avec le fait que les superficies mises en culture (cf. supra) sont relativement limitées, peut dans certains cas contribuer à renforcer une demande rurale. Des entretiens effectués, il ressort qu'elle est le fait bien souvent des paysans pauvres non équipés, qui peuvent en période de soudure se trouver en situation de précarité alimentaire, et/ou de "chercheurs d'or paysans".

---

<sup>15</sup>Cf. *Pujo et Leplaideur*.

<sup>16</sup>Cf. *Duluc. 1988*.

La présence d'une demande urbaine de centres miniers nombreux dont la demande vivrière s'actualise fortement dès le mois de février et d'une offre vivrière relativement réduite rend compte certainement pour une bonne part du fait que le prix des vivriers augmente beaucoup de la période de récolte à la période de soudure et augmente rapidement dès après la récolte.

## **2.2. Un éventail relativement large d'activités rémunératrices**

Entre les diverses activités agricoles et les activités minières les producteurs paraissent disposer d'un éventail -au premier abord du moins- relativement large d'activités rémunératrices. Des entretiens, il ressort notamment qu'ils n'éprouvent pratiquement aucune difficulté pour écouler les productions vivrières qu'ils peuvent vouloir destiner à la vente : igname, arachide, maïs, paddy etc.

Ceci s'explique comme nous venons de le voir par l'importance et la proximité de la demande (urbaine, minière, villageoise) mais aussi par le dynamisme des réseaux de commercialisation qui bénéficient d'un fort quadrillage local -bon nombre de paysans sont en même temps commerçants- et réciproquement -de nombreux paysans peuvent grâce à leurs réseaux familiaux disposer de relais et/ou de correspondants dans la région ou à l'extérieur voire à Conakry.

Au regard des débouchés il est à noter que concernant notamment l'igname (axe Kankan Baranama) ou l'arachide notamment à Niantanina les commerçants développent par le biais de relais locaux des stratégies de fidélisation de l'offre.

### **2.2.1. Essai d'appréciation des avantages monétaires d'un certain nombre d'activités agricoles**

Les données chiffrées présentées sont issues de la confrontation entre des recoupements d'entretiens et la consultation d'un certain nombre d'études et de rapports.

Elles ne constituent pas le résultat d'enquêtes longues et minutieuses directement menées auprès d'exploitations agricoles.

Elles doivent donc être maniées avec précaution. Néanmoins ces données quantifiées paraissent pouvoir être valablement utilisées dans une perspective comparative visant à globalement qualifier l'intérêt monétaire d'un certain nombre d'activités, notamment agricoles, des producteurs et jeter un éclairage sur un aspect économique de leurs choix stratégiques.

#### 2.2.1.1. La spéculation : igname<sup>17</sup>

Ne sont pas pris en compte dans les coûts ceux très importants constitués par les semenceaux. L'étalement dans le temps de cette production permet de pratiquement court-circuiter ce coût. Un producteur qui décide de mettre en culture un hectare d'igname, cultive en général la première année dix ares en se procurant des semenceaux soit par achat, soit par aide fournie à un producteur déjà installé à la récolte.

Avec les semenceaux obtenus, il cultive en deuxième année un quart d'hectare et seulement en troisième année cultive un hectare.

- Le coût de la culture non compris les semenceaux est élevé, environ 500 000 FG pour un hectare.
- Le rendement moyen est important. Il est possible d'obtenir 5 500 tubercules pour un hectare mis en culture.
- Le revenu brut est très important et selon les formes de commercialisation réalisées, peut beaucoup varier.
- Le prix de l'igname vendu bord champ tourne aux alentours de 200 FG par tubercule.
- Le prix de l'igname vendu dans les mines, à Kankan ou à Conakry peut s'élever à 500 FG par tubercule.
- Le coût du transport s'élève souvent à 150 000 FG pour environ 5 500 tubercules. Le plus fréquemment on s'associe pour louer un camion 300 000 FG et porter sur les marchés de consommation environ 12 000 tubercules.

---

<sup>17</sup> Cf. annexe 2c.

- Le revenu net tiré de la production d'un hectare d'igname sur la base d'une production moyenne peut être apprécié comme suit :

vente sur place	600 000 FG
vente extérieure	2 100 000 FG

Parmi les producteurs à "accentuation igname" de très gros producteurs peuvent cultiver deux hectares. Les producteurs moyens un demi-hectare. Les petits producteurs un quart d'hectare.

#### 2.2.1.2. La spéculation arachide<sup>18</sup>

Ne sont pas pris en compte ici le coût des semences. Les paysans équipés dont la production est à orientation arachidière le plus souvent utilisent pour lancer la nouvelle culture leurs propres semences.

- Le coût de la culture non compris les semences mais en valorisant les coûts des opérations culturales est relativement faible et tourne aux alentours de 80 000 FG.

- Une évaluation raisonnable de la production sans utilisation d'engrais -rarement utilisés- peut être établie -sur la base des renseignements recueillis- selon les trois grands types de rendements suivants :

Types de rendement coque	Faible	Moyen	Important
	800	950	1200

Unité : Kg/ha.

Une appréciation du revenu brut peut être effectuée qui prenne en compte :

- ① les disparités de prix de vente,
- ② les différences de rendements types obtenus.

---

<sup>18</sup> Cf. annexe 2c.

<b>Disparités types de prix de vente d'arachide coque</b>	<b>Prix moyen à la récolte</b>	<b>Prix élevé période de semis et surtout soudure</b>
	300	500

Unité : FG/kg.

**Tableau d'appréciation de revenu brut**

<b>Types de rendement</b>	<b>Prix moyen</b>	<b>Prix élevé</b>
<b>Faible</b>	240 000	400 000
<b>Moyen</b>	285 000	475 000
<b>Elevé</b>	360 000	600 000

Unité : FG.

Essai d'appréciation du revenu net

Pour l'établir doit être pris en considération le fait que la vente de la production à un prix élevé ne peut concerner qu'une faible partie de la production.

Ceux qui produisent peu ont tendance à vendre la plus grande partie de leur production au moment de la récolte.

Le risque bien réel de conservation -attaque par les bruches- dont il a été fait état dans pratiquement tous les entretiens -a pour conséquence que les gros producteurs d'arachide eux-mêmes, vendent une bonne partie de leur récolte à un prix moyen.

Ainsi bien, un nombre limité de scénarios seront retenus pour apprécier les revenus tirés d'un hectare d'arachide.

**Tableau d'appréciation des revenus nets**

<b>Scénario</b>	<b>Rendement faible + prix moyen</b>	<b>Rendement moyen + prix moyen</b>	<b>Rendement moyen + prix élevé</b>	<b>Rendement fort + prix moyen</b>	<b>Rendement fort + prix élevé</b>
<b>Appréciation du revenu net (FG)</b>	160 000	205 000	395 000	280 000	520 000
<b>Numéro d'ordre du scénario</b>	1	2	3	4	5

**Commentaires**

- Le scénario 5 fait un peu figure de cas d'école et constitue une référence excessivement optimiste, mais qui entre -sans la forme d'espérance-, dans le jeu des acteurs.
- Le scénario 3 plus réaliste que le 5 ne se trouve que rarement (cf. supra) réalisé dans son intégralité mais constitue dans la réalisation de leurs projets par les producteurs une référence combinant réalisme et optimisme.

Les scénarios 2 et 4 paraissent constituer des références en matière de résultats attendus tout à fait réalistes qui semblent effectivement selon les entretiens souvent validés.

Ils correspondent respectivement à l'obtention des revenus suivants :

205 000 FG	280 000 FG
------------	------------

- Le scénario 1 ne semble pas constituer pour les producteurs au moment de l'élaboration de leurs projets une référence significative. Par contre, ce scénario peut avoir d'assez fortes chances de se réaliser si les paysans sont mal équipés, sont des cadets ou bien voient leur calendrier agricole perturbé au moment des travaux d'entretien.

A ce scénario pessimiste mais pas irréaliste correspond un revenu net à l'hectare suivant :

160 000 FG/ha
---------------

Un producteur très bien équipé à orientation résolument arachidière peut développer entre deux et trois hectares de culture arachidière.

### 2.2.1.3. La spéculation maïs<sup>19</sup>

Les céréales sorgho, fonio constituent des éléments essentiels de la nourriture de la plupart des ruraux de Haute-Guinée y compris dans de nombreuses zones rizicoles. Le maïs quant à lui, du point de vue alimentaire, constitue une composante centrale de l'alimentation des ruraux.

Il est à noter que sous sa forme intensive améliorée -utilisation d'engrais et parfois d'herbicides- cette production s'est énormément développée en très grande partie sous l'influence du projet coton.

Sa forme -disons rapidement spéculative- de culture destinée à la vente est pour l'essentiel développée par les producteurs bien équipés -unités de production "aisées" ou "grands producteurs"- le plus souvent dans les zones de bonne ou relativement bonne implantation cotonnière et plus particulièrement parmi les producteurs de coton.

- Le coût de la culture est élevé : environ 131 000 FG en culture intensive et 175 000 FG en culture très intensive. Il peut être décomposé en culture améliorée intensive comme suit : 127 000 FG en culture intensive et 175 000 FG en culture très intensive.

- Le coût des opérations culturales peut être apprécié aux alentours de 83 000 FG.

- Le coût des intrants sans prendre en compte la semence maïs prenant en compte :

① les engrais,

② les engrais plus l'herbicide, peut évoluer entre 44 000 et 92 000 FG.

- Une évaluation raisonnable de la récolte en culture améliorée peut-être effectuée selon les catégories de rendements suivantes :

Types de rendement graines à l'hectare	Moyen	Bon	Elevé
	1 250	1 500	1 750

Unité : kg

La référence rendement "bon" de 1500 kg d'après les entretiens effectués paraît fréquente.

---

<sup>19</sup> Cf. annexe 2c.



□ Appréciation du revenu brut

Elle est effectuée sur la base d'un prix moyen de 300 FG/kg.

Le prix peut être beaucoup plus élevé en période de soudure mais le volume d'échanges à ces prix très élevés paraît être relativement faible. Les producteurs d'excédents donnent bien souvent en cette période la priorité à la sécurité alimentaire familiale.

**Tableau d'appréciation du revenu brut**

Types de rendement	Rendement moyen	Rendement bon	Rendement élevé
<b>Revenu brut</b>	375 000	450 000	525 000

*Unité : francs guinéens*

**Tableau d'appréciation du revenu net**

-essai d'appréciation du revenu net-

Types de rendement	Rendement moyen		Rendement bon		Rendement élevé	
		N° d'ordre de scénario		N° d'ordre de scénario		N° d'ordre de scénario
<b>Voie intensive coûteuse</b>	248 000	1	323 000	3	398 000	5
<b>Voie intensive très coûteuse</b>	200 000	2	275 000	4	350 000	6

*Unité : francs guinéens*

Commentaires

- Les scénarios d'une part 1 et 2 de l'autre 5 peuvent servir les uns de référence relativement basse, l'autre de référence optimiste mais réaliste.

- Les scénarios 3, 4 et 6 paraissent mieux correspondre aux performances économiques les moins trompeuses.

Ils correspondent aux appréciations des revenus nets suivants à l'hectare :

275 000 FG/ha	323 000 FG/ha	398 000 FG/ha
---------------	---------------	---------------

Il est à noter que bien souvent la culture du maïs n'est pas effectuée selon les voies intensives ou ultra intensives. Dans ces cas les rendements s'en ressentent fortement.

Des entretiens il ressort que des paysans très bien équipés à "accentuation" culture de maïs très prononcée peuvent mettre en culture quatre hectares sur le "noyau central" de l'unité de production familiale, mais du fait de l'importance des engagements financiers que cela implique ils dosent à des degrés divers leurs efforts d'intensification.

#### 2.2.1.4. La spéculation coton<sup>20</sup>

- Le coût de la culture est élevé. Il peut tourner aux alentours de 208 000 FG à l'hectare. Ce coût peut être grossièrement décomposé comme suit :

\* Le coût des façons culturales peut être apprécié à 98 000 FG.

\* Le coût des intrants -la redevance- s'élève à 110 000 FG.

#### Appréciation de quelques types de rendements obtenus

Types de rendements obtenus	Faible	Moyen	Bon	Très bon
	800	1 000	1 250	1 500

Unité : kg.

---

<sup>20</sup> Cf. annexe 2c.

**Commentaires**

- Des rendements inférieurs au type "rendement faible" peuvent se réaliser comme en témoigne l'état d'abandon de certains champs.

- Le type "rendement faible" peut se produire en cas de semis trop tardif et/ou de grande presse dans les travaux d'entretien accompagné d'un arbitrage effectué au bénéfice des cultures vivrières. Ce qui ne constitue pas, rappelons-le, un cas d'école compte tenu du déficit structurel en force de travail des unités de production (cf. supra), notamment durant la période cruciale de l'entretien des cultures.

Ce constat est à mettre en relation avec les demandes d'herbicides qui se sont manifestées de manière pressante dans de très nombreux entretiens.

Evaluation du revenu brut

**Tableau d'évaluation selon les types de rendements obtenus**

<b>Types de rendement</b>	<b>Faible</b>	<b>Moyen</b>	<b>Bon</b>	<b>Très bon</b>
<b>Revenu brut</b>	280 000	350 000	437 500	525 000

*Unité : francs guinéens*

Essai d'évaluation du revenu net

**Tableau d'appréciation du revenu net**

<b>Types de rendement</b>	<b>Faible</b>	<b>Moyen</b>	<b>Bon</b>	<b>Très bon</b>
<b>Revenu net</b>	72 000	142 000	229 500	317 000
<b>N° d'ordre des scénarios</b>	1	2	3	4

*Unité : francs guinéens*

## Commentaires

- L'effet rendement/pratique intensive de la culture est particulièrement manifeste pour la rentabilité économique de la culture cotonnière.
- Le scénario 1 est à l'évidence profondément désincitatif mais peut se produire du fait d'une crise d'entretien, d'un quasi délaissement de la culture au profit des cultures vivrières.
- Les scénarios 2 et 3 peuvent se réaliser avec vraisemblablement une assez forte fréquence. Ils correspondent respectivement aux évaluations suivantes de revenus nets à l'hectare :

142 000 FG/ha	229 500 FG/ha
---------------	---------------

et aux MARI suivantes à l'hectare :

240 000 FG/ha	327 500 FG/ha
---------------	---------------

Ces deux types de scénarios paraissent se rapprocher des renseignements recueillis au cours d'entretiens auprès d'assez nombreux producteurs de coton.

Il est à noter que de gros producteurs très bien équipés dont les exploitations sont à orientation cotonnière "accentuée" peuvent faire jusqu'à trois voire quatre hectares en dégageant une marge nette qui peut osciller entre 229 000 et 317 000 FG/hectare.

### 2.2.1.5 La spéculation riz de plaine

Cette culture ne peut pas être pratiquée de manière manuelle<sup>21</sup>

Le coût de cette culture est relativement faible, il évolue aux alentours de 70 000 à 90 000 FG/hectare.

Il est composé essentiellement du coût des labours, des opérations d'entretien assurées par la crue sont réduites au minimum. Bien souvent les parcelles ne bénéficient pas d'engrais.

---

<sup>21</sup> Cf. annexe 2c.

Les opérations de récolte sont très souvent rémunérées en nature (1/10 des quantités récoltées pour le journalier).

Des entretiens réalisés il ressort que les prestations motorisées s'élèvent à environ 90 000 FG/hectare. En traction attelée elles coûtent environ 72 000 FG.

**Appréciation de quelques types de rendements obtenus**

Les rendements obtenus sans engrais sont relativement faibles. Il paraît raisonnable à partir des entretiens réalisés de les évaluer comme suit :

<b>Types de rendements obtenus</b>	<b>Faible</b>	<b>Moyen</b>	<b>Fort</b>
	800	1 000	1 500

*Unité : kg.*

Il est à noter que cette culture est particulièrement soumise à l'aléa des crues et qu'il arrive pour des champs mal situés que les rendements soient bien inférieurs à 800 kg.

Pour les parcelles bien situées des "gros producteurs" qui bénéficient souvent du double atout - foncier et équipement- une tonne à l'hectare peut apparaître comme un rendement escompté raisonnable.

**Appréciation du revenu brut**

Celle-ci est effectuée sur la base de 300 FG/kg de paddy.

<b>Types de rendements</b>	<b>Faible</b>	<b>Moyen</b>	<b>Fort</b>
<b>Revenu brut</b>	240 000	300 000	450 000

*Unité : francs guinéens*

Il faut déduire 10% pour la rémunération de la récolte en nature.

Appréciation du revenu net

Types de rendements	Faible		Moyen		Fort	
	N° d'ordre de scénario		N° d'ordre de scénario		N° d'ordre de scénario	
Travaux motorisés	126 000	1	180 000	3	315 000	4
Culture attelée	144 000	2	198 000	4	333 000	5

Commentaires

- Tous ces scénarios ont d'assez fortes chances d'occurrence.
- Des entretiens il semble ressortir que les scénarios 3 et 4 peuvent constituer une référence de rendement escompté raisonnable pour des producteurs bénéficiant de bons atouts fonciers. Ils correspondent aux appréciations de revenus nets à l'hectare suivants :

180 000 FG/ha	198 000 FG/ha
---------------	---------------

Il est à noter qu'un très gros producteur à "orientation rizicole accentuée" peut mettre en culture de riz dix à quinze hectares en mécanisé.

Leur revenu net rizicole raisonnablement espéré peut atteindre les niveaux suivants :

1800 000 FG	2 700 000 FG
-------------	--------------

Un gros producteur rizicole très bien équipé en traction attelée peut mettre en culture quatre hectares de riz et obtenir le revenu net suivant :

792 000 FG
------------

### 2.2.1.6. La spéculation manioc<sup>22</sup>

Elle est présentée ici un peu pour mémoire car très rares sont les producteurs qui choisissent de développer le manioc dans une optique à dominante monétaire.

- Le coût des façons culturales est élevé il avoisine les 235 500 FG/ha.

#### Evaluation de la production

D'après les enquêtes effectuées par l'IRAG les rendements suivants paraissent pouvoir être retenus comme base de référence :

9 tonnes en frais

3,8 tonnes en sec

#### Appréciation du revenu brut

La référence retenue<sup>23</sup> peut être estimée à 100 FG le kilo en sec et donc 380 000 FG de revenu brut.

#### Appréciation du revenu net

Compte tenu des coûts importants des façons culturales le revenu net escompté est relativement faible et peut être apprécié comme suit :

145 500 FG
------------

Ajoutons que d'autres activités telle la culture du sésame sur une surface réduite peut rapporter près de 200 000 FG de revenus bruts que les cultures maraîchères notamment l'oignon et la tomate apparaissent fortement rémunératrices.

---

<sup>22</sup> Cf. annexe 2c.

<sup>23</sup> Cf. IRAG et entretiens.

On assiste notamment aux abords de Siguiri à un développement rapide à l'initiative des femmes surtout de ces cultures maraîchères.

Il est à noter que des ONG mais aussi "l'encadrement" coton encouragent ces initiatives qui bénéficiant de plus d'appuis connaîtraient certainement un développement plus important.

### **2.2.2. Essai d'appréciation des avantages monétaires de l'activité aurifère<sup>24</sup>**

Il est bien évident qu'une question aussi délicate que les revenus tirés de l'orpaillage ne peut correctement être abordée dans le cadre d'entretiens collectifs voire dans le cadre d'entretiens individuels, si ne s'est pas établi auparavant un climat de grande confiance entre l'enquêteur et l'enquêté.

Pour disposer de renseignements quantitatifs fiables, une condition en tout cas nécessaire mais pas suffisante est de disposer d'un long temps d'investigation.

Ainsi bien pour tenter une évaluation des revenus aurifères nous exploiterons les résultats des analyses fines et minutieuses réalisées par *Duluc* concernant plus particulièrement les quantités d'or trouvées nous contentant d'actualiser le prix à partir du recoupement des données de terrain recueillies qui situent le prix du gramme d'or à environ 1 1000 FG.

#### Appréciation de la valeur de la quantité d'or trouvée

<b>Acteurs</b>	<b>Quantité d'or moyenne</b>	<b>Valeur</b>
<b>Famille</b>	23 g	253 000 FG
<b>Hommes</b>	15 g	165 000 FG
<b>Femmes</b>	6 g	66 000 FG
<b>Personnes</b>	12 g	132 000 FG

*Source : Duluc. Valeur 11 000 FG/g. Chiffres arrondis.*

---

<sup>24</sup> Cf. annexe 2b.



**Essai d'appréciation des revenus nets moyens obtenus**

L'appréciation est effectuée en fonction de deux scénarios.

Pour le premier les chercheurs d'or travaillent en tant que chercheurs d'or "indépendants" et subviennent à leurs besoins notamment en nourriture.

Selon *Duluc* pour 80% dans des familles les dépenses étaient, lors de son enquête, comprises entre 10 et 50% des revenus bruts obtenus.

Trois classes sont ici retenues : faibles (10%), moyennes (30%), fortes (50%).

Dans le deuxième scénario les besoins notamment en nourriture sont assurés par "l'entrepreneur chercheur d'or", le chercheur employé obtient la moitié de la quantité découverte.

**Appréciation du revenu moyen obtenu selon le premier scénario. -chercheurs "quasi indépendants"-**

"Catégories" statistiques d'acteurs	Revenu brut moyen	Appréciation des charges selon le niveau de dépenses			Appréciation du revenu net selon le niveau de dépenses		
		Faible (10%)	Moyen (30%)	Fort (50%)	Faible	Moyen	Fort
<b>Famille</b>	253 000	25 300	75 900	126 500	227 700	177 100	126 500
<b>Hommes</b>	165 000	16 500	49 500	42 500	148 500	115 500	82 500
<b>Femmes</b>	66 000	6 600	19 800	33 000	59 400	42 600	33 000
<b>Personnes</b>	132 000	132 000	39 600	66 000	118 800	92 400	66 000

**Commentaires**

- Tous ces cas de figure peuvent se produire.

- Mais étant donné le mode de calcul des charges proportionnel au revenu brut et l'élévation du prix de l'or depuis la période de l'enquête ( de 3 693 à 1 100 FG le gramme), il semble que retenir la référence "niveau moyen de dépenses" puisse pécher par sous-estimation du revenu aurifère mais soit relativement valable. Elle donne un revenu net moyen de référence qui tourne aux alentours de 177 000 FG par famille et de 115 000 FG par homme.

□ Appréciation du revenu net moyen obtenu selon le deuxième scénario -chercheurs “indépendants”-

<b>“Catégories” statistiques d’acteurs</b>	<b>Revenu brut</b>	<b>Revenu net</b>
<b>Famille</b>	253 000	126 500
<b>Hommes</b>	165 000	82 500
<b>Femmes</b>	66 000	33 000
<b>Personnes</b>	132 000	66 000

*Unité : francs guinéens*

#### Commentaires

- Selon le deuxième scénario les revenus nets obtenus sont largement plus faibles que selon le premier sauf cas de fortes charges dans le premier. Mais le risque couru par le chercheur d’or “dépendant” est plus faible puisqu’en cas d’échec. Il ne supporte pas le coût de son entretien.

Ainsi le revenu net familial peut s’élever à 126 500 FG et le revenu par homme à 82 500 FG.

Ces appréciations de revenus nets moyens sont similaires à celles des chercheurs d’or “quasi indépendants” qui supportent de fortes dépenses.

Ces analyses à la moyenne donnent une idée relativement bonne de l’intérêt monétaire de l’activité aurifère. Une analyse “typologique” peut permettre de mieux nuancer cette appréciation.

- Une famille relativement bien engagée dans l’activité aurifère comprenant deux hommes chercheurs d’or pourrait obtenir les revenus moyens suivants :

Premier scénario	Deuxième scénario
231 000 FG	165 000 FG

- Une analyse plus “typologique” peut mettre en valeur “l’effet motivation” dans la recherche de l’or.

Ainsi selon *Duhuc* près d'un cinquième des hommes chercheurs d'or parviennent à trouver entre 21 et 100 grammes d'or durant une "saison minière".

En termes de revenus nets établis selon le deuxième scénario on parvient aux gains suivants :

Base découverte	21 g	50 g	100 g
Appréciation du revenu brut	231 000	550 000	1 100 000
Appréciation du revenu net sur la base de partage par moitié avec l'entrepreneur	115 500	225 000	550 000

Unité : francs guinéens

Dans une sphère d'activités -la recherche de l'or- dont le moins que l'on puisse dire est -qu'elle entre en affinité avec un style de mentalité "joueur", la prise de pari de réussite substantielle à une chance sur cinq paraît loin d'être déraisonnable.

Notons de surcroît qu'un tel taux de réussite surtout s'il est alimenté par les rumeurs ne peut qu'entretenir la "chimère" de la réussite aurifère dans une activité de recherche où la chance joue donc un grand rôle. "Chimère" qui apparaît d'autant moins déraisonnable que si l'on a "perdu" une année on peut espérer se "refaire" l'année d'après.

### 2.3. Brève illustration résumée d'une palette d'activités rémunératrices

Cette palette d'activités rémunératrices est bien entendu loin d'être exhaustive. Elle est présentée de manière résumée mais aussi un peu trop schématique -en procédant à des choix que l'on a plus haut tenté de justifier-, afin de donner "une image" simplifiée mais comparative d'un nombre relativement significatif de choix d'opportunités monétaires qui se présentent aux acteurs.

**Tableau récapitulatif visant à donner une image simplifiée de revenus nets dégagés par activités -sur la base hectare pour les cultures et rendement net saisonnier familial pour les activités aurifères. (Unité : 100 FG).**

Activité	Ignose 1		Arachide 2			Maïs intensif 3			Coton 4			Riz de plaine 5		Manioc 6	Or 7				
	1.1	1.2	2.1	2.2	2.3	3.1	3.2	3.3	4.1	4.2	4.3	5.1	5.2		6.1	6.2			
Scénarios	Vente sur place	Vente extérieure	Rendement			Rendement			Rendement			Rendement		Rendement moyen	Revenu net moyen famille/saison		Revenu net moyen homme/saison		
			Moyen	Moyen	Fort	Bon	Bon	Elevé.	Moyen	Bon	Très bon	Moyen motorisé	Moyen attelé		Scénario		Scénario		
			Prix			Voie intensive									1	2	1	2	
			Moyen	Elevé	Moyen	Coûteuse	Très coûteuse	Très coûteuse											
Appréciation revenus nets obtenus en 000 FG	755	2 100	205	395	280	323	275	350	142	229	317	180	198	147	177	126	115	82	
Fourchette revenus nets - les plus bas - les plus hauts des scénarii envisagés			Revenu net le plus bas : 160 Revenu net le plus haut : 520			Revenu net le plus bas : 200 Revenu net le plus haut : 398			Revenu net le plus bas : 72 Revenu net le plus haut : 317			Revenu net le plus bas : 126 Revenu net le plus haut : 333		Revenu net le plus bas : 0 Revenu net le plus haut : 550					
Importance des coûts de production	TRES ELEVE (500)		RELATIVEMENT FAIBLE			ELEVE (127-175)			ELEVE			FAIBLE		ELEVE					
Dont intrants						COUTS INTRANTS IMPORTANTS (44-92)			COUTS INTRANTS IMPORTANTS (110)										
Appréciation surfaces mises en culture par de gros producteurs selon accentuation culturale	ACCENTUATION IGNAME 1 à 2 ha		ACCENTUATION ARACHIDE 3 à 4 ha			ACCENTUATION MAÏS 4 ha			ACCENTUATION COTON 2,5 à 3,5 ha			ACCENTUATION RIZ DE PLAINE - MOTORISE 10 à 15 ha - TRACTION ATTELEE 4 à 5 ha		APPRECIATION REVENU NET MOYEN Familles fortement engagées dans des activités aurifères. - base : 2 hommes, 2ème scénario : 160 - base : 3 hommes, 2ème scénario : 246					

## Commentaires

Pour éviter l'effet de redondance, nous ne commenterons que très brièvement ce tableau, nous réservant pour les développements qui suivent de tâcher d'explicitier comment les producteurs "instrumentalisent" les diverses activités dans le cadre des stratégies qu'ils mettent en oeuvre. Il est néanmoins possible de procéder aux observations suivantes :

- ① Il existe, en termes de revenus bruts à l'hectare, de très fortes disparités d'intérêts monétaires entre les cultures. Ainsi l'igname rapporte beaucoup par rapport aux autres cultures.
- ② Les intérêts monétaires de l'arachide, du maïs et du coton sous réserve -importante- que pour ce dernier les rendements obtenus soient bons ou très bons, sont relativement proches. Proximité certes, mais qui laisse apparaître par rapport au coton un avantage monétaire intrinsèque pour le maïs et l'arachide. Ce qui apparaissait manifeste notamment pour l'arachide dans la quasi totalité des entretiens effectués.
- ③ Il existe en termes de coûts des cultures, de très grandes disparités. Ainsi la culture de l'igname revient très cher même en la démarrant progressivement et les coûts du maïs intensifié et du coton sont relativement élevés. Ce qui implique des prises de risques monétaires.
- ④ Des cultures comme le paddy de plaine peuvent malgré leurs rendements peu élevés se révéler rémunératrices en les menant de manière extensive du fait de leur faible coût.
- ⑤ A l'inverse le coton, du fait de son coût élevé et des soins qu'il nécessite, est très vulnérable économiquement à une baisse de rendement.
- ⑥ Enfin, l'activité aurifère apparaît en général, si l'on peut dire, comme moyennement rémunératrice, d'un côté concurrente des activités agricoles en terme de calendrier de travail elle peut aussi apparaître comme une très intéressante activité de contre-saison.
- ⑦ Du moins au plan théorique, il apparaît que les acteurs disposent d'une grande gamme d'activités intéressantes au plan monétaire sur laquelle ils peuvent jouer. Ce qui pourrait expliquer la vivacité de leurs changements de pratiques. Ils ne semblent visiblement pas "prisonniers" d'une culture dominante et paraissent disposer de marges de choix plus étendues que dans d'autres zones soudanaises.

Reste qu'il ne semble pas qu'il faille surestimer leurs capacités de choix ni non plus mésestimer la difficulté de ces choix.

La gamme des possibles est peut-être plus limitée qu'il n'apparaît au premier abord et le double poids de l'aléa et de l'incertitude peut singulièrement contribuer à rendre embarrassants les choix à réaliser.

## **2.4. Un éventail d'activités rémunératrices plus réduit qu'il ne paraît**

Deux facteurs interviennent de manière séparée et parfois combinée pour réduire l'éventail des alternatives dont paraissent disposer les producteurs.

Le premier facteur de réduction des possibilités "théoriques" de choix des acteurs est conditionné par les conditions agro-écologiques de production et les systèmes de production existants.

Le second facteur de réduction des choix est d'ordre socio-économique et tient à la très grande disparité en matière de disposition de moyens de production (cf. supra) qui en définitive aboutit à situer les acteurs dans des conditions effectives de choix très différentes.

Ces effets de réduction des choix concrets possibles peuvent être brièvement illustrés par les quelques exemples suivants :

### **Premièrement : la culture du paddy de plaine inondée**

① Cette culture n'est manifestement pas possible partout. Elle se développe le long du Niger, du Tinkisso, de la Sankarani, à un moindre degré le long du Milo.

② L'accès concret à cette culture passe -pourrait-on dire- à travers une sorte de filtre foncier (cf. supra). Dans les lieux mêmes où se trouvent les plaines alluviales, tout un chacun n'y a également pas accès. L'accès des "non ayants droit fonciers" sur les terres alluviales reste limité.

③ La possibilité de réaliser cette culture qui ne peut être effectuée manuellement implique soit la possession d'un tracteur ou d'une unité de traction attelée, soit la possibilité de financer des prestations à façons qui si l'on veut obtenir des revenus significatifs doivent porter sur des superficies notables.

On peut constater que dans ces zones de terres alluviales les "gros producteurs" en règle générale paraissent être des "ayants droit fonciers" équipés et -semble-t-il- aussi que rares sont les "gros producteurs" de ces zones qui se soient véritablement laissés tenter par la production de coton ou du moins qui aient opéré par le passé une conversion résolue du paddy vers le coton.

Ce qui ne signifie bien entendu pas que l'on ne trouve pas de cultivateurs de coton par exemple dans ces zones. Simplement le plus souvent ils disposent plutôt de terres de plateaux que de plaines alluviales.

### **Deuxièmement : la culture de l'igname**

Les zones qui paraissent propices à la culture de l'igname ne se trouvent pas non plus disponibles partout en Haute-Guinée, en témoignent les échanges internes et le développement de cette culture notamment sur l'axe de Kankan, Tintioulen et Baranama.

De plus menée dans une perspective monétaire, les champs doivent être situés près des axes routiers. Enfin cette culture très rémunératrice est coûteuse et implique pour être menée en grand un à deux hectares et la disposition de fonds relativement importants.

### **Troisièmement : le non équipement comme facteur de limitation des choix**

Pour toutes les cultures l'absence d'équipement intervient comme un facteur de limitation des choix à dominante monétaire, sauf paradoxalement pour le coton car il peut permettre de s'équiper.

Reste que en situation de défaut d'équipement, la préoccupation alimentaire étant majeure les choix culturels opérés s'orientent de manière prioritaire vers les cultures vivrières, la fonction monétaire étant bien souvent remplie mais non assurée par les activités minières.

## **3. CHOIX STRATEGIQUES DES ACTEURS**

### **3.1. Essai d'appréciation du poids de l'incertitude dans les activités agricoles et aurifères**

L'incertitude quant à l'efficacité des choix opérés - buts que l'on se fixe, moyens que l'on met en oeuvre pour les atteindre - constitue avec la possibilité d'occurrence, de nombreux aléas, une des variables essentielles que prennent en compte tous les acteurs - selon leur catégorie sociale d'appartenance (riches, moyens, pauvres), leur statut (aînés, cadets, femmes), leurs orientations dominantes d'activités (à l'intérieur des activités agricoles et dans l'engagement des activités extra-agricoles).

La prise en considération des complexes que constitue le couple incertitude/possibilités d'aléas est pour tous une variable qui reste toujours présente dans l'élaboration par les acteurs de leurs stratégies. Celle-ci est présente au moment où s'opère chaque prise de décision initiale mais aussi se manifeste tout au long du déroulement de chaque action entreprise, amenant en fonction de l'occurrence, d'éventuelles attentes déçues, les acteurs à réviser parfois plusieurs fois leurs choix initiaux ou intermédiaires.

Lorsque se réalise une dynamique de cumul des aléas rencontrés ces révisions des choix effectués s'apparentent un peu à des opérations de replis stratégiques, effectuées en plus ou moins bon ordre selon la capacité de maîtrise des événements dont parviennent ou non à faire preuve les acteurs. Evidemment face au couple incertitude/aléas, tous les acteurs ne sont pas également vulnérables. Pour certains, les mieux lotis, le risque couru est celui d'un processus d'accumulation entravé ou retardé ; pour d'autres, le démarrage d'un processus de décapitalisation ; pour d'autres encore les plus mal lotis, le cumul d'aléas peut entraîner très concrètement la difficulté de nourrir sa famille en période de soudure. Et se traduire par la réduction du nombre de repas pris. Retenons néanmoins que si les risques courus ne revêtent pas une égale gravité pour tous, pratiquement personne n'est à l'abri de cumul d'aléas et chacun intègre la bonne place dans l'élaboration de ses stratégies la variable incertitude.

### **3.1.1. Quelques illustrations de l'incertitude dans les activités agricoles**

#### *a) Les cultures rizicoles de plaines.*

La faible artificialisation du milieu et son corollaire la dépendance vis-à-vis des crues dans un système cultural où l'on compte sur l'eau pour noyer les mauvaises herbes, peut entraîner non seulement des chutes de rendement mais l'échec des cultures.

#### *b) La culture du maïs.*

Ses résultats sur des sols usés en l'absence d'une fumure suffisante peuvent pour des parcelles d'égale superficie varier de dix sacs à quatre sacs.

#### *c) L'enherbement des cultures céréalières.*

Pour toutes les cultures de céréales de plateau, une pluviométrie trop forte dans un contexte de non équipement de certaines unités de production et de quasi non utilisation de la traction attelée pour les sarclages peut entraîner de très fortes chutes de rendement voire l'abandon de certaines parcelles.



*d) Coton.*

Un semis trop tardif peut entraîner de très graves chutes de rendement.

L'engagement de très nombreux jeunes dans les activités aurifères peut avoir pour effet si la discipline du retour à temps n'est pas respectée. -ce qui peut se produire- une concurrence dans l'installation des cultures suscitant un arbitrage au profit des cultures vivrières aboutissant à un semis trop tardif du coton. La concurrence au moment de la période d'entretien des cultures si l'hivernage se révèle trop pluvieux ou en cas d'installation trop tardive des cultures, peut entraîner un arbitrage effectué au profit des cultures notamment céréalières et aboutir à de très fortes chutes de rendement, voire à l'abandon de parcelles.

Les exemples concernant le complexe incertitude/aléas agricoles pourraient être multipliés. Ils paraissent être déterminés par la combinaison des facteurs suivants.

- ① Incertitudes pluviométriques ou des crues dans un contexte de relativement faible artificialisation du milieu.
- ② Usure des nombreux sols cultivés (malgré la faible densité démographique) accompagnée d'une faible utilisation d'engrais globalement, sauf pour le coton et les cultures intensifiées de maïs et d'une utilisation de la fumure organique qui est loin d'être généralisée et de toute façon que ne sont à même de pratiquer que les propriétaires de troupeaux qui ne paraissent (cf. supra) constituer qu'une minorité des producteurs.
- ③ Non équipement de certainement plus de la moitié des unités de production familiales (cf. supra) et très faible utilisation du matériel agricole dans les unités de production équipées pour les travaux d'entretien.
- ④ Déficit structurel pour les travaux agricoles en force de travail familiale qui se trouve conditionné par la pluriactivité des unités de production et l'émigration des jeunes (cf. supra).
- ⑤ Incertitudes quant aux capacités de mobilisation en temps voulu de la force de travail familiale due à l'engagement de très nombreux actifs notamment jeunes dans les activités minières. Il est à noter que malgré l'existence souvent de formes de régulation familiales - prévoyant un retour des mines au démarrage des opérations agricoles - dans de très nombreux cas une très forte incertitude subsiste quant à la date de ce retour qui contribue grandement à compliquer l'élaboration des projets de mises en culture et entraîne souvent leur modification. Ceci explique pour une bonne part l'importance des taux de désistements pour la culture du coton entre le premier et le dernier "enregistrement". Certaines intentions de culture "initiales apparaissent ensuite aux chefs de production, dans la pratique comme irréalistes".

⑥ Parmi tous ces facteurs deux paraissent jouer un rôle surdéterminant :

- Le manque d'équipement et/ou leur utilisation déséquilibrée entre travaux de labours et d'entretien ainsi que la difficulté d'accès aux intrants sauf par le biais des crédits accordés par le projet coton,

- le déficit en force de travail et surtout l'inaptitude pour le chef d'unité de production - compte tenu de l'incertitude des dates de retour des chercheurs d'or - d'établir suffisamment à l'avance des plans de culture et la nécessité de les revoir sous la pression d'urgences auxquelles il faut faire rapidement face.

En fait bien souvent ces deux facteurs combinent leurs effets ayant pour conséquence l'exercice d'une maîtrise insuffisante du processus agricole de production. Ce qui contribue grandement à augmenter l'impact des aléas et se traduit par des chutes de rendement voire l'abandon de parcelles.

⑧ Un autre aléa - fréquemment mentionné dans les entretiens - pèse sur les processus d'accumulation mais aussi d'équipement au sens large du terme : la mortalité du bétail. Le début des années 1990 semble avoir été durement marqué par une/ou des épidémies ravageuses. Le mode de conduite du bétail relativement laxiste en saison sèche n'est sans doute pas étranger à cette morbidité. La privatisation des services vétérinaires, dans la période de transition actuelle, semble se traduire - aux dires quasi unanimes des paysans - par une détérioration sensible de la santé animale. Aussi n'est-il pas rare de voir des paysans ne disposant que d'un équipement incomplet : une charrue mais pas de boeuf.

### **3.1.2. L'incertitude dans les activités d'orpaillage**

Il est bien évident que les activités d'orpaillage sont soumises à la plus grande incertitude quant à leurs chances de réussite monétaire.

□ Incertitudes et disparités des classes de réussite.

Le tableau suivant permet d'illustrer l'incertitude des entreprises d'orpaillage et de mettre en évidence les grandes disparités qui existent entre diverses classes de réussites monétaires aurifères.

**Répartition par classe des quantités d'or gagnées par chercheur masculin et valorisation monétaire en revenu brut.**

classe de quantités d'or obtenues par homme	% de répartition par homme	Appréciation des revenus bruts obtenus sur base 11000 FG/g d'or
un peu moins de 3 g	22%	32 000
3 à 8 g	26%	33 000 - 88 000
8,1 à 16 g	24%	89 000 - 176 000
16,1 à 27 g	18%	177 000 - 297 000
27,1 à 54 g	5%	298 000 - 594 000
54,1 à 81 g	2%	595 000 - 891 000
81,1 à 108 g	3%	892 000 - 1 188 000

Remarques

De l'étude *Duluc* et de sa stratification "des sommes gagnées par catégories" de chercheurs d'or en 1986 on a déduit à partir de la référence qu'il utilise et du "prix moyen du gramme" en 1986, les quantités gagnées. Sur cette base on a "construit" en chiffres arrondis une stratification par classe de quantités d'or obtenues par homme. Les classes de quantités d'or obtenues sur l'échantillon enquête en 1986 ont été valorisées au prix du gramme d'or en 1996 de 11 000 FG.

Commentaires

Une partie notable des chercheurs d'or, près du cinquième ne parvient au terme de leur saison dans les mines à ne trouver que moins de trois grammes d'or et à gagner un revenu brut d'environ 33 000 FG. Il est manifeste -compte tenu des dépenses auxquelles ils doivent faire face- que ces chercheurs ne retireront pratiquement aucun revenu au terme de leur activité minière.

En équivalent activité agricole, ce revenu correspond seulement aux scénarios agricoles suivants.

- 0,19 are de coton à rendement faible (800 kg) effectués en culture manuelle.
- 0,13 are environ d'arachide à rendement faible (de 800 kg) effectués en culture manuelle.

Une partie notable aussi environ le cinquième des chercheurs d'or ne parvient à trouver que des quantités faibles à peu importantes et obtient un revenu brut compris entre 33 000 et 88 000 FG certains d'entre eux pourront ramener chez eux un peu d'argent économisé. Mais compte tenu des dépenses effectuées sur place, les sommes rapportées ne sauraient guère excéder dans les meilleurs des cas 40 000 FG.

En bref près de la moitié des chercheurs d'or ne ramènent dans leur foyer au terme de leur saison de recherche rien ou des sommes très faibles.

Par contre un groupe important de chercheurs d'or environ 40%, parvient à trouver entre plus de huit grammes et 27 grammes d'or est en mesure de retirer entre environ 44 000 FG de revenu net et près de 150 000 FG. La somme de 150 000 FG se rapproche des scénarios agricoles suivants :

- revenu net retiré de la culture d'environ un hectare de coton ou près de 3/4 d'hectare d'arachide, les prestations culturales étant payées et le rendement obtenu étant moyen.

Enfin, un petit groupe de chercheur d'or moins du dixième d'entre eux se trouve en mesure de dégager des revenus nets approximatifs évoluant entre près de 150 000 FG et près de 600 000 FG. Le revenu net le plus élevé correspond approximativement aux scénarios agricoles suivants :

Revenus nets retirés de la mise en culture d'environ trois hectares d'arachide ou quatre hectares de coton -façons culturales payées- et sur la base d'un rendement obtenu moyen.

Sur la base des analyses qui précèdent, il est possible de "comprendre" :

- ① Combien l'activité aurifère peut-être attractive.
- ② Combien cette activité est incertaine.

### ***3.1.3. Du cumul possible des incertitudes***

Notons que dans le cadre des scénarios pessimistes incertitudes agricoles et aurifères peuvent se combiner. En effet, comme nous l'avons vu plus haut en soulignant le caractère pluriactif des unités de production familiales, il peut exister une articulation du moins économique étroite entre activités aurifères et activités agricoles. Les revenus tirés de l'orpaillage peuvent venir conforter les processus agricoles de production.

Avec l'argent ramené des mines on peut payer des prestations culturales mécanisées et acheter des engrais au comptant, notamment pour le maïs dans la région de Mandiana.

Ce constat se trouve illustré par l'observation suivante d'un responsable de l'encadrement.

*“Lorsque les paysans achètent de l'engrais mais leurs billets sentent la poussière de la mine”.*

Aussi bien de mauvais résultats miniers - ils concernent près de 50% des chercheurs d'or - peuvent avoir un effet d'entraînement négatif sur les activités agricoles.

Le chef d'unité de production qui comptait sur l'argent de la mine pour financer des prestations culturelles et/ou acheter des intrants peut se trouver -du fait de mauvais résultats miniers - dans l'obligation de réviser à la baisse ses plans de cultures initiaux.

La période de grand retour des mineurs s'effectuant en mai, juin, cette révision s'apparente alors à un repli stratégique réalisé dans l'urgence.

En bref dans certains cas incertitudes aurifères et agricoles peuvent cumuler leurs effets et augmenter les risques courus par les acteurs. On comprend bien ainsi l'importance que les acteurs attribuent dans l'élaboration de leurs stratégies à la variable incertitude.

## **3.2. Quelques évolutions marquantes de l'environnement éco-institutionnel**

Au plan de l'environnement éco-institutionnel l'année 1985 a constitué -pourrait-on dire- une période de rupture.

Depuis des évolutions se sont produites -qui se situent dans la “courte durée”- (environ une décennie) qui sont importantes et paraissent avoir fortement marquées les stratégies des producteurs.

Au regard de l'élaboration de leurs stratégies par les producteurs deux types de changements apparaissent particulièrement marquants : ceux qui affectent l'environnement économique global et l'émergence de groupements socio-professionnels.

### **3.2.1. Changements de l'environnement éco-institutionnel**

Parmi ceux-ci les changements induits ou qui accompagnent les opérations de développement coton jouent un rôle déterminant dans l'évolution de l'économie agricole des zones de Mandiana, Kankan et Siguiré en Haute-Guinée.

Pour rendre compte de ces évolutions il semble que l'on puisse très schématiquement distinguer trois périodes.

**Première période : de 1985 à 1992. la mise en place d'un environnement incitatif.**

Pendant toute cette période tout ce passe comme si on tâchait de mettre en place un environnement incitatif, à "restaurer la confiance" d'une paysannerie qui, face aux politiques passées changeantes mais toujours autoritaires et inefficaces de l'Etat s'était jusque là pourrait-on dire repliée sur elle-même faisant preuve d'une sorte de résistance passive.

Au centre de cette opération se trouve le coton entendu comme "moteur" du développement mais tout en concevant cette opération de manière intégrée.

Les points suivants peuvent permettre de brièvement caractériser la période.

- ① Mise en place d'un système de crédit et d'accès au matériel qui permet aux producteurs de coton de s'équiper.
- ② Mise en place d'un système d'accès au crédit pour les intrants coton et maïs qui rend possible pour les producteurs de coton l'intensification de ces deux cultures.
- ③ Réalisations de nombreux ponts et routes dont le mérite revient et est attribué par les producteurs à l'opération coton. Ce qui revient à dire pour un village qu'avoir un nombre notable de familles qui s'engagent à faire du coton revient pratiquement à prendre une option sérieuse de désenclavement. Option sérieuse car les réalisations d'infrastructures déjà réalisées ou en cours témoignent de la fiabilité des engagements de l'opération.

Notons que de manière paradoxale certaines de ces réalisations ont pu favoriser le développement d'autres cultures spéculatives -tel l'igname- et contribuer à faire baisser l'intérêt de certains producteurs pour le coton.

Le cas de la zone agricole qui se trouve à proximité de l'axe Kankan, Tintioulen, Baranama est illustratif du phénomène.

- ④ Mise en place d'un encadrement relativement dense, certes directif mais dont le fonctionnement discipliné montre aux paysans que "maintenant on s'occupe d'eux".
- ⑤ Mise en place d'un système de suivi des boeufs de trait fiable.
- ⑥ Mise en place d'un système de commercialisation, évacuation du coton qui fonctionne de manière rassurante.
- ⑦ Enfin toute cette période est caractérisée par une évolution des prix d'achat incitative.

**Evolution des prix d'achat du coton (indice 100 en 1985)**

	Première période							Deuxième période			Troisième période	
Années	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Indice	100	120	146	167	200	320	387	400	400	400	427	467

- Le prix d'achat du coton monte de manière continue de 1985 à 1992.
- Cette montée constante est importante puisque de 1985 à 1992 le prix d'achat normal se trouve multiplié par quatre.
- Des accélérations sensibles s'opèrent. Ainsi durant quatre ans, de 1989 à 1992, le prix d'achat nominal du coton double.

© Une évolution des charges à l'hectare de 1987 à 1991, rassurante.

Nous reprendrons là un "indicateur paysan" de l'importance des charges qui est bien entendu économiquement tout à fait discutable mais qui du point de vue de l'analyse des stratégies paysannes paraît tout à fait significatif et pertinent. L'équivalent en quantité de coton des redevances par hectare dues.

**Evolution des charges/hectare en équivalent graines de coton**

	Première période						Deuxième période			Troisième période
Années	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Equivalent coton-graines en kg	290	320	300	250	300	330	330	330	356	314

Des entretiens avec les producteurs il ressort que le seuil des 300 kg/hectare de redevances constitue une référence, pour eux, significative.

Tout se passe comme si en-dessous de ce seuil ils estimaient que le rapport prix de vente/"redevance" leur soit favorable et qu'au-dessus il leur devienne défavorable. Cette "représentation" paysanne de la rentabilité économique peut être discutée, critiquée, mais de toutes façons elle est bien réelle, et en tant que telle, doit être prise en considération.

Il apparaît que de 1987 à 1991 une seule année en 1988 la redevance a dépassé le seuil des 300 kg.

**Deuxième période : de 1992 à 1995 : entrée en phase d'une succession de mesures dont la combinaison a eu un effet désincitatif**

Les caractéristiques de cette période au niveau paysan peuvent être brièvement résumées de la manière suivante :

① Après un long courant de hausse du prix nominal du coton, celui n'augmente en quatre ans (de 1992 à 1995) que de 7%. Le prix reste bloqué de 1992 à 1994 alors qu'il a chaque année évolué à la hausse de 1985 à 1992.

② Dans sensiblement le même temps de 1992 à 1995 l'évolution des charges à l'hectare dépasse dès 1992 la barre des 300 kg pour monter et augmente de 19% de 1992 à 1995.

③ Le déroulement de la campagne 1992/1993 est marqué par un retard de commercialisation d'environ un mois et demi. Cette année a constitué avec plus de 17 000 tonnes de coton la récolte de pointe de la période. Les causes de ce retard sont tout à fait explicables mais reste qu'au niveau paysan il a suscité mécontentement et surtout inquiétude.

④ Cette inquiétude s'est trouvée amplifiée du fait de la concurrence électorale de l'année 1993, par des rumeurs que l'on pourrait résumer comme suit : *"il n'y aurait plus d'argent pour acheter le coton"*.

⑤ Augmentation du prix de l'engrais maïs et suppression du crédit pour cet engrais. Cette spéculation -rappelons-le- joue un rôle essentiel dans l'alimentation rurale et de plus menée intensivement peut se révéler très rémunératrice.

⑥ A partir de 1993 et ce semble t-il malgré la volonté et les efforts du projet l'équipe vétérinaire n'a plus les moyens de véritablement fonctionner.

⑦ Lors de la campagne 1994/1995 les représentants des paysans (cf. supra) après des réunions locales et de zones sont consultés par le comité de pilotage. Ceux-ci demandent le passage du prix du coton de 300 à 350 FG. Après consultation des représentants paysans le prix du coton est fixé à 320 FG.

Tous ces événements se sont déroulés -un peu en accéléré- dans un laps de temps relativement court, et ont contribué à créer une configuration éco-institutionnelle désincitative qui s'est traduite au niveau de beaucoup de producteurs tant à la fois par un "désenchantement" et plus grave une montée des incertitudes. Tout ceci, dans les entretiens effectués auprès des producteurs, se manifeste par l'expression d'un "mécontentement" et de critiques dont d'une certaine manière -pourrait-on dire- la vigueur témoigne d'une manière paradoxale de l'intérêt qu'ils portent au projet c'est à dire en fait à l'action de développement (coton + maïs + équipement à crédit + intrants coton et vivriers à crédit + routes).



Ajoutons pour compléter la description de cette période que la campagne 1995/1996 s'est traduite par une véritable chute de la production cotonnière qui paraît avoir pour cause une mauvaise pluviométrie mais peut-être surtout la pratique de semis tardifs. 70% des semis auraient été effectués cette année là trop tardivement. Cette proportion tout à fait exceptionnelle de semis tardifs pourrait être quasiment interprétée comme une sorte de "grève du zèle" paysanne vis-à-vis de la culture cotonnière : une manière expressive de mécontentement.

### **Troisième période : elle est courte : campagne 1996/1997**

Elle est marquée par la reprise des mesures incitatives.

① Le prix du coton a augmenté de 320 à 350 FG. En fait la revendication émise l'année précédente par les représentants paysans se trouve satisfaite.

② La "redevance" est réduite. Elle passe de 114 000 à 110 000 FG ce qui correspond à une baisse en équivalent "kg/coton" de la redevance de 356 à 314 kg. Donc une baisse sensible.

③ L'égalité des subventions entre engrais maïs et coton est rétablie.

④ Les paysans ayant effectué des semis précoces bénéficient d'une avance égale à 100 kg/hectare de coton-graines.

Toutes ces mesures visent manifestement à restaurer un climat de confiance.

Il est trop tôt pour apprécier véritablement leur effet et ce, semble-t-il pour trois raisons principales :

① Elles ont été tardivement annoncées lors du passage du Ministre en avril 1996.

② Un certain temps de latence est nécessaire pour regagner la confiance des paysans et dissiper les incertitudes.

③ Le mauvais fonctionnement de bon nombre de groupements peut avoir brouillé la clarté du message ainsi envoyé au monde rural et/ou en avoir amorti les effets.

### **Quatrièmement : rappel de quelques observations**

- Laps de temps qui se situe dans la première période de 1990 à 1992.

Le nombre des paysans cotonniers a été multiplié par trois et les surfaces ont augmenté sensiblement dans les mêmes proportions.

- Durant la deuxième période de 1992 à 1995, le nombre de paysans cotonniers a diminué d'environ 20% et les surfaces d'environ 25%.

- En 1996/1997 les renseignements recueillis paraissent témoigner d'une stabilisation du nombre des paysans et des surfaces avec peut-être un frémissement de reprise. Mais rappelons (cf. supra) qu'il paraît trop tôt pour faire des commentaires sur la troisième période.

### **3.2.2. Brefs aperçus sur le fonctionnement des groupements**

De 1990 à 1996 on a assisté à une création accélérée du nombre de groupements qui sont passés d'une vingtaine à plus de trois cents.

Il est bien compréhensible qu'un certain nombre de dysfonctionnements se soient produits.

Nous ne mettrons pas ici l'accent sur les services rendus par les groupements qui sont manifestes : réalisations collectives (greniers de soudure, écoles, dispensaires, mosquées etc.), possibilités d'une "prise de parole" paysanne mais sur un certain nombre de dysfonctionnements dont les effets ont pu se faire sentir sur l'économie agricole. Contentons nous d'en signaler trois qui paraissent jouer un rôle majeur.

① Dans les groupements comprenant plusieurs villages, le fait que sur l'argent des ristournes des réalisations soient effectuées dans un village mais pas dans un autre .

② Une utilisation souvent non "transparente" des ristournes par certains dirigeants de groupements qui par exemple peuvent les utiliser pour faire des avances à des commerçants et peuvent ne pas être remboursés.

③ Le problème des remboursements.

Jusque dans les années 1992/1993 il semble qu'il y ait eu peu de problèmes d'impayés. La question paraît s'être posée avec acuité à partir de 1993/1994 lorsque la production a baissé.

Les impayés peuvent être dus à des endettements excessifs. Mise en culture de superficies trop petites eu égard aux crédits à moyen terme engagés.

Par des mauvaises récoltes dont les causes peuvent être variées mais parmi lesquelles figurent en bonne place, dans un climat de presse des travaux agricoles, une révision des prévisions culturales effectuées pour tenter d'assurer les cultures vivrières.

Quelqu'en soient les causes ces phénomènes de mauvais remboursements se sont posés et ont pu contribuer de manière non négligeable à une "désaffectation cotonnière" durant la deuxième période (1992/1995) et par la suite "amortir" les effets des mesures "réincitatives" récemment mises en place lors de la campagne 1996/1997.

Tâchons en prenant un exemple théorique de donner une image un peu caricaturale d'un fonctionnement "anémique" "type" de groupement de production en manière de récupération des dettes.

Supposons -la supposition n'est pas purement imaginative- elle découle d'entretiens avec des agents de l'encadrement et des producteurs :

- qu'un groupement comprenne quarante adhérents,
- que pour quinze d'entre eux, le compte après retrait des dettes soit négatif,
- que les ristournes du groupement ne suffisent pas pour rembourser les dettes de ces quinze adhérents,
- que le projet tenant à récupérer ses créances coupe dans les versements à effectuer auprès des vingt-cinq adhérents "bons payeurs" mais privés de leurs ristournes,
- que le "groupement" pour pouvoir compenser ses pertes en ristournes mais surtout le manque à gagner des "bons payeurs" se retourne contre les "mauvais payeurs", les "pointe du doigt", les mette sous "pression", non effective officiellement, mais psychologiquement tout aussi efficace d'une saisie d'équipement au sens large,
- que des "mauvais payeurs" de mauvaise foi ou simplement "empêchés" de payer leurs dettes vendent des biens pour s'acquitter de leurs dettes.

Un des risques éminemment vraisemblable d'un tel scénario peut-être caricaturé comme suit :

Un certain nombre de "mauvais payeurs" appauvris et humiliés d'avoir été "pointés du doigt" dans le village peuvent abandonner du moins passagèrement la culture du coton.

Des "bons payeurs" déçus d'avoir été payés avec retard peuvent aussi pour éviter les complications sociales et les incertitudes en matière de date de paiement, marquer leur mécontentement et renoncer l'année suivante à cultiver du coton ou en cultivant de moindres superficies.

De “bons payeurs” parents ou amis de “mauvais payeurs” menacés de saisie peuvent non pas seulement par choix économique, mais par préférence pour la bonne entente familiale, amicale et villageoise, manifester leur mécontentement en renonçant au coton ou en diminuant les superficies cultivées l’année suivante.

Ce scénario types de pratiques ”anomiques” en matière de récupération des dettes est exposé de manière il est vrai caricaturale.

Mais il semble bien ressortir de l’interprétation des entretiens effectués (qui certes a de nombreuses variantes près) que des scénarios plus ou moins voisins se soient effectivement “réalisés”.

Notons que très rapidement une réponse s’est faite jour, suggérée par l’encadrement ou découverte par les paysans -finalement peu importe son origine- la constitution de groupements de dimensions plus réduites. En bref notons que les formes de fonctionnement “anomiques” de certains groupements sont entrées en phase au même moment où la combinaison de certaines mesures prises aboutissait à constituer un environnement “éco-institutionnel” que l’on peut qualifier de désincitatif et qu’en tout cas les producteurs considèrent comme tel.

Notons aussi que ces formes de fonctionnement des groupements malgré les réactions encourageantes déjà observées ne sauraient disparaître d’une année sur l’autre et qu’elles peuvent jouer un rôle de tampon immédiat vis-à-vis des mesures prises en 1996/1997.

Notons, plus généralement que les changements, finalement très rapides (juste un peu plus d’une dizaine d’années), qui ont affecté l’environnement “éco-institutionnel” ne sont pas faits pour aider à dissiper, aux yeux des producteurs le climat général d’incertitudes dans lequel se situent leurs entreprises.

#### **4. OBSERVATIONS SYNTHETIQUES SUR QUELQUES TRAITES CARACTERISTIQUES DES STRATEGIES DES PRODUCTEURS**

Sur la base des considérations qui précèdent il est possible, brièvement, de se livrer aux observations qui suivent concernant des caractéristiques significatives des stratégies mises en oeuvre par les producteurs ainsi que les inflexions qui dans la “courte durée” ont affecté leurs pratiques.

## 4.1. Présentation de quelques traits caractéristiques des stratégies mises en oeuvre

Les analyses qui suivent ne visent pas à donner -par crainte de redondances- une description détaillée des stratégies mais à illustrer à partir d'un nombre limité d'exemples les traits qui paraissent les caractériser de la manière la plus significative.

### 4.1.1. Grande diversité chez tous les producteurs agricoles des formes "défensives" des stratégies mises en oeuvre

#### Premièrement : les stratégies de limitation des risques alimentaires

Elles se manifestent tant dans les choix culturels initiaux qu'ensuite dans l'entretien des cultures. En ce qui concerne les choix culturels induits par la poursuite d'objectifs accordant la priorité aux vivriers, ils peuvent dans la pratique aboutir à des conséquences très diverses.

Les deux exemples suivants en témoignent.

① La culture de l'arachide est développée au détriment du coton. La justification d'un tel choix est que "le coton ne se mange pas", que par contre l'arachide si on dégage des excédents peut être plus rémunératrice que le coton et si ceux-ci sont insuffisants la production peut être auto-consommée. Enfin l'argent du coton "ne vient pas vite" développer une culture à la fois spéculative et vivrière permet d'éviter de s'endetter pour acheter des vivriers.

② La culture du coton est mise en oeuvre -en tout cas pour partie- comme moyen de développer la culture du maïs. Le maïs constitue l'aliment de base de très nombreux ruraux. Les rendements obtenus sans engrais sont faibles et incertains. Au contraire, en intensif les rendements obtenus sont élevés. Faire du coton permet d'avoir un accès aux engrais maïs à crédit.

Ceci constitue une motivation **détournée** mais forte à s'engager dans la culture cotonnière.

Inversement cette motivation, en soi, tombe dès lors que le crédit engrais vivrier est supprimé (cf. supra, "deuxième période") ou que du fait des changements de règles trop fréquents les paysans restent dans l'incertitude quant à son obtention. Nous assistons là à l'effet paradoxal suivant : la priorité accordée au vivrier entraîne le développement d'une culture purement spéculative.

En ce qui concerne non plus les choix culturels initiaux mais les opérations d'entretien la priorité accordée au vivrier se traduit presque toujours au détriment du coton.

C'est pourquoi de manière paradoxale là aussi il est très vraisemblable que l'utilisation d'herbicides notamment sur le maïs permettrait un meilleur développement de la culture cotonnière.

Répetons que l'accès à l'herbicide pour le vivrier constitue un "leitmotiv" des demandes paysannes.

③ Dans une perspective à moyen terme -souci de s'équiper- la lutte contre la précarité alimentaire entraîne le développement de la culture du coton.

Il existe de très fortes disparités de superficies et de productions (cf. supra) entre paysans équipés et non équipés, ces derniers souffrent le plus souvent d'un déficit en vivrier. Le système coton constitue une des voies agricoles privilégiées pour s'équiper.

Le souci moyen terme -grâce à l'équipement- d'échapper à la précarité alimentaire constitue elle aussi une forte motivation **détournée** mais forte, d'engagement dans la culture cotonnière.

**Deuxièmement : face à la contrainte "force de travail" le choix de développer une accentuation culturelle donnée plutôt que de "dispenser" ses efforts**

① *L'arbitrage arachide-coton*

Ces deux cultures sont souvent concurrentes en termes de calendriers culturaux, notamment au moment de la récolte : danger de récolter trop tard les cotonniers et risque que les gousses d'arachide restent en terre dans un sol devenu trop sec.

L'arbitrage peut être rendu en faveur de l'une ou de l'autre des cultures. Ceci dépend pour une bonne part des objectifs par ailleurs poursuivis par le producteur mais il est à noter qu'un "mauvais climat psychologique" cotonnier -incertitudes institutionnelles, mauvais fonctionnement des groupements- peut influencer les choix effectués.

② *L'arbitrage arachide-igname*

Souvent les chefs d'unités de production âgés choisissent une accentuation arachidière plutôt qu'igname, du fait de la charge de travail de cette culture et de sa lente montée en puissance (cf. supra) par contre de jeunes chefs de production équipés et disposant de ressources auront tendance à opérer le choix inverse.

**Troisièmement : face au défi que constitue l'appauvrissement des sols -le choix de développer la culture de coton- notamment pour avoir de l'engrais**

Le producteur dans ce cas aussi opère un "détour" cotonnier pour avoir accès aux engrais à crédit.

Il escompte que l'engrais mis en année 1 sur le coton exercera un arrière effet sur ces cultures céréalières souvent ravagées par le "*striga*".

**Quatrièmement : en réponse à l'élévation de la redevance une extension des superficies de coton cultivées**

Les paysans comptent alors que la fraction cultivée en plus permettra de faire face à l'élévation de la redevance -à limiter le risque financier couru-.

L'effet pervers d'un tel choix est que le choix de diminuer le risque financier couru est souvent plus que largement compensé par le risque cultural pris.

**Cinquièmement : mise en oeuvre des stratégies défensives de limitation des tensions sociales**

① Les tensions sociales au sein des villages voire des familles, entraînées par les problèmes de remboursements (cf. supra) amènent certains paysans par souci "d'éviter les ennuis" ou de recherche de la paix sociale à renoncer à la culture de coton, dans un contexte de forte crise des groupements cotonniers.

② La recherche aurifère peut être "instrumentalisée" comme moyen de compromis au sein de la famille entre aîné et cadet.

- La recherche d'or peut fournir des ressources individuelles, de plus difficilement contrôlables, aux jeunes chercheurs.

- La vie dans les mines est dure mais n'est apparemment pas dépourvue d'attraits pour des hommes célibataires, d'esprit curieux et entreprenants -constitue un peu comme une période de liberté par rapport à la saison des travaux agricoles-.

- Un "effet pervers" possible de cette stratégie de limitation du risque de déstructuration familiale est le retour trop tardif des jeunes dépendants (cf. supra).

#### **4.1.2. Fréquence de la mise en oeuvre combinée de stratégies “défensives” et “offensives”**

Ces mises en oeuvre peuvent prendre des formes très diverses. Citons en trois principales.

##### **Premièrement : concilier stratégies défensives et offensives sur une même culture**

Cette recherche amène si on n'emprunte pas une stratégie du **détour** à privilégier une culture vivrière au détriment du coton, l'arachide, l'igname ou le paddy quand c'est possible et plus rarement le maïs dans le cas où l'on dispose de ressources pour acheter de l'engrais.

##### **Deuxièmement : concilier stratégies défensives et offensives au niveau des opérations culturelles**

La poursuite d'un objectif de sécurité alimentaire et d'augmentation des revenus monétaires que ce soit à travers la spéculation coton où la production d'excédents vivriers de manière privilégiée implique le recours aux herbicides. Et de ce fait là ou les paysans sont en mesure (disponibilité) et ont les moyens financiers de s'en procurer il le font notamment dans certaines localités de Siguiri et surtout Mandiana.

##### **Troisièmement : la poursuite d'objectifs plus généraux d'amélioration de “modes de vie”**

Celle-ci revêt des formes multiples -amélioration des communications, l'obtention de revenus plus élevés grâce à la spéculation cotonnière ou des conditions d'infrastructures qui favorisent la commercialisation du vivrier etc-.

La poursuite de ces objectifs multiples qui combine un peu toutes les formes de stratégies passe le plus souvent par un **détour stratégique** : le coton.

En effet et ceci ressort clairement de tous les entretiens effectués : on ne fait pas seulement le coton pour son intérêt monétaire **intrinsèque**, mais bien parce que faire du coton constitue un espoir d'avoir des routes, des ponts, des radiers, des engrais vivriers, du matériel, des boeufs, etc.

Les conditions de réalisation de la spéculation cotonnière sont l'objet de la part des paysans de vives critiques mais ils en reconnaissent tous -mêmes ses plus vifs détracteurs- les avantages multiples.



Il semble même que dans certains villages tout se passe comme s'il existait une sorte de discipline revêtant des aspects collectifs qui aboutissent à ce que le nombre des paysans cotonniers -dans une mauvaise conjoncture- ne baisse pas trop. Ceci parce que le coton -pourrait-on dire- quant à ses avantages a un caractère polymorphe.

#### ***4.1.3. Prénance pour mieux saisir les opportunités des stratégies de diversification des activités***

Celles-ci se fondent sur la recherche de complémentarités économiques entre activités.

Prenons à titre d'illustration trois exemples.

##### **Premièrement : la recherche de complémentarité entre activités agricoles et activités artisanales et commerciales**

Les revenus artisanaux et commerciaux peuvent profiter -grâce à des transferts- aux activités agricoles et réciproquement les avantages tirés de l'agriculture peuvent conforter les autres activités.

##### **Deuxièmement : la recherche de complémentarité entre activités agricoles et aurifères**

Cette complémentarité économique se manifeste en cas de réussite des entreprises aurifères par l'utilisation, d'une partie des revenus ainsi obtenus, au financement des prestations culturelles mécanisées, l'achat d'engrais et parfois d'herbicides.

Un effet pervers possible, nous l'avons vu plus haut, est le retour trop tardif des mines dont l'effet dépressif sur l'agriculture se trouve amplifié si la recherche ne s'est pas révélée fructueuse. Notons que le souci de conciliation entre ces deux activités se manifeste dans certaines zones par la réalisation dans les rizières de labours de fin de cycle en ayant pour objectif de retarder le commencement de la prochaine saison culturale et ainsi permettre un retour plus tardif des mines.

### **Troisièmement : la réalisation des prestations culturelles mécanisées**

Nombreux sont les producteurs équipés qui parallèlement à leurs activités agricoles valorisent leur équipement en réalisant des prestations sur les champs des autres. Leurs clients sont des producteurs non équipés, bien souvent des “paysans mineurs” ou des “mineurs paysans”, pour ces derniers qui cherchent avec les revenus de la mine à assurer leur auto-consommation vivrière de l’année à venir.

#### ***4.1.4. Des dominantes de choix stratégiques qui varient selon la situation des acteurs***

La situation sociale dans laquelle se trouve les acteurs, influe tout à la fois sur les objectifs qu’ils se fixent et les moyens sur lesquels ils peuvent, avec plus ou moins d’incertitudes, compter pour les réaliser. Il est possible de tâcher de procéder à un essai de “stylisation” à titre illustratif à un essai de choix effectués par “types d’acteurs”.

### **Premièrement : essai d’émancipation économique des femmes**

Ce sont elles - la situation n’est pas vraiment exceptionnelle - qui disposent des marges de liberté économique les plus réduites. Elles poursuivent ou bien souvent tâchent de poursuivre des objectifs d’émancipation économique.

#### **① *La recherche aurifère***

Le travail dans les mines paraît constituer pour les femmes, l’activité susceptible de se révéler la plus rémunératrice.

#### **② *Le maraîchage***

Dans les activités agricoles les conditions générales d’organisation du travail font que les seules activités vraiment rémunératrices pour les femmes sont les activités maraîchères. Pour être menées à bien, ces activités impliquent qu’elles se groupent pour financer des petits aménagements hydrauliques, acheter des grillages, etc.

Ainsi dans beaucoup de cas les entreprises agricoles individuelles à vocation monétaire relativement ambitieuses des femmes passent par la constitution de groupements. Le coton ne les intéresse individuellement qu’à travers la vente de leur force de travail pour les opérations d’entretien et de récolte.

### **Deuxièmement : les stratégies d'émancipation économique des jeunes dépendants**

Elles se trouvent pratiquement bloquées dans la sphère de l'agriculture. Leurs voies principales d'émancipation - ce qui ne signifie pas de rupture familiale - sont constituées par la recherche d'or, l'émigration, et/ou le commerce.

Ce processus d'émancipation destiné à satisfaire des besoins de consommation personnelle, à réunir une dot pour les fils de familles pauvres, à préparer l'assise d'une unité de production équipée, se trouve d'une certaine manière régulé au sein de l'unité de production familiale.

Le jeune qui part dans les mines doit ramener une partie de ses revenus à la famille. Celui qui part faire du commerce bénéficie d'une avance familiale s'il appartient à une famille aisée. Et tous peuvent en général compter sur les réseaux lignagiers qui peuvent les "soutenir" mais aussi exercer un certain contrôle sur eux.

Le coton mais l'arachide - peut-être-guère plus- et encore moins les autres spéculations agricoles à l'exception peut-être de l'igname, ne constituent pour les jeunes dépendants des instruments d'émancipation économique intéressants.

Cette observation semble pouvoir être mise en relation avec le retour parfois trop tardif pour le bon déroulement de la saison culturale des chercheurs d'or.

### **Troisièmement : l'essai de construction d'une assise économique par les paysans non équipés pauvres**

Ceux-ci à la tête d'une famille le plus souvent restreinte, s'ils ne choisissent pas de développer une orientation aurifère, ont souvent pour objectif de s'équiper. Pour atteindre un tel objectif, ils peuvent emprunter plusieurs itinéraires d'activités.

Citons en trois principaux :

① La recherche de l'or dont l'attrait est fort, car si la chance "est de la partie", il paraît possible de "télescoper" les étapes de l'accumulation, mais qui présente l'inconvénient de l'incertitude la plus grande et d'une grande prise de risque - si en se laissant prendre par le "jeu" lorsque l'on est perdant - on ne rentre pas à temps pour la préparation des travaux culturaux.

② La culture de l'igname dans les zones qui s'y prêtent. Celle-ci peut apporter de gros bénéfices, mais implique d'importantes dépenses auxquelles il n'est possible de faire face qu'avec une aide ou en opérant des investissements grâce aux revenus tirés d'autres activités. Il est à noter que l'effort d'équipement ne peut être effectué à crédit mais besogneusement construit années après années sur la base d'une épargne à laquelle il est impérieux de ne pas toucher - incertitudes du processus d'accumulation de départ - Pour ce qui concerne l'arachide, il en va de même sous réserve que bénéfices et investissements sont les uns et les autres moins importants.

③ La culture cotonnière semble constituer une des voies les moins incertaines - grâce au crédit - pour s'équiper. Il est à noter que sous réserve d'un retour aux champs début mai, il est possible de concilier la prise du maximum de chances et d'incertitudes avec l'activité aurifère et de l'autre, la voie d'équipement qui paraît la moins incertaine.

Reste que la voie - que nous qualifions ici de la moins incertaine - implique pour s'ouvrir sur le succès que se trouvent réalisées un certain nombre de conditions de réussite dont l'acceptation de la demande de crédit, un fonctionnement relativement bon du groupement, la réussite d'une stratégie dosant bien l'équilibre entre cultures minières et le coton et l'absence d'aléas trop manquants.

A titre de remarque, suggérons que certains exemples maliens (cf. *Kleene*) et tchadiens d'équipement des paysans pauvres pourraient servir bien entendu pas de modèles mais d'utiles références pour entreprendre des actions de "recherche-développement" pour faciliter la réalisation de leurs objectifs par cette catégorie d'acteurs qui statistiquement doit représenter une part importante de "la population" des chefs d'unités de production familiales.

#### **Quatrièmement : la poursuite d'objectifs d'accumulation par les paysans moyens équipés**

A ceux-ci qu'ils soient "héritiers" et/ou dans une étape transitoire du processus d'accumulation présentent dans le domaine agricole, toute une gamme de choix.

Citons en deux :

① Faire du coton pour développer son processus d'accumulation sur le crédit tout en réduisant la vente des cultures vivrières.

② Développer les cultures vivrières pour en vendre les excédents et sur cette base, à partir de l'achat de bétail au comptant, conforter le processus d'accumulation.

Ces deux choix - semblables quant aux objectifs poursuivis - mais opposés quant aux stratégies empruntées pour les atteindre se “réalisent” et bénéficient d’argumentations également convaincantes par ceux qui les opèrent.

Mais notons que l’effet zone agro-écologique/système cultural et l’effet situation foncière jouent dans l’établissement de ces choix un rôle non négligeable.

- Dans les zones propices à l’igname, il ressort manifestement des entretiens que l’alternative coton/igname (pour cette catégorie de producteurs du moins) est vite opérée au profit, bien entendu, de l’igname. (cf. supra).

- Dans les zones propices au riz de plaine pour les “ayants droit foncier”, l’alternative coton/paddy est vite choisie au profit du riz de plaine dont la culture est aléatoire certes, mais présente l’avantage d’être - telle qu’elle est menée - économe en temps de travail et en intrants.

- Dans les zones de plateaux et/ou pour les “ayants droit foncier” de zones de plateaux non propices à la culture de l’igname, il n’en va pas de même. “L’embarras du choix” entre cultures cotonnières et cultures vivrières menées de manière spéculative ou partiellement spéculative est beaucoup plus grand.

Le choix arachidier n’est pas sans attraits (cf. supra) mais se retrouve contrebalancé par les avantages du couple coton/maïs, là aussi, étroitement lié par les systèmes de culture qui se mettent rapidement en place et le “système organisationnel” existant.

Notons que l’orientation de ce choix peut dépendre pour beaucoup de l’environnement “éco-institutionnel” ou plus exactement de l’évolution de sa “perception” par les producteurs.

### **Cinquièmement : les gros producteurs agricoles et/ou les gros producteurs commerçants**

Ces deux catégories d’acteurs - étant donnée l’organisation pluriactive des unités de production familiales - peuvent aisément dans la réalité, voir leurs profils se recouper.

Il est à noter, que le facteur zonal ou de situation vis-à-vis des centres de consommation est dans ce cas singulièrement accentué.

Illustrons de trois exemples notre propos :

① Dans les zones alluviales ou dans les zones propices à l'igname les "gros producteurs" qui cumulent "atout équipement et "atout foncier" sont très rares ou s'adonnent très faiblement à la culture de coton pour des raisons manifestes. Ils choisissent selon les possibilités qui s'offrent à eux, soit le riz soit l'igname ou combinent, s'ils le peuvent les deux cultures.

② Dans les zones proches des mines "les gros producteurs" élaborent les stratégies offensives de production et vente d'excédents vivriers dans les mines. Du fait bien souvent de la proximité des centres de consommation "le prix producteur" et le "prix de détail" pratiquement sont quasi équivalents.

Ils développent, selon leurs disponibilités en terres, des productions du paddy et/ou de maïs. Dans ce dernier cas ils sont bien souvent en même temps d'importants producteurs de coton.

Le triptyque -paddy, maïs, coton- est rare mais par contre le diptyque -maïs, coton- est fréquemment rencontré chez les gros producteurs.

③ Dans les zones de plateaux - à système cultural à dominante céréales - les gros producteurs développent la combinaison -maïs, coton-.

Il est à noter que les évolutions des conjonctures qui ont affecté le cadre "eco-institutionnel" ont finalement eu moins d'influence sur les "gros producteurs" que sur les autres.

Les "gros producteurs" se trouvant dans une situation favorable en ce qui concerne l'igname ou le riz de plaine ne se sont que rarement ou faiblement adonnés par le passé à la culture du coton.

Inversement "les gros producteurs" se trouvant dans des zones à dominante de culture de céréales pluviales sont restés malgré les avatars de la conjoncture globalement "fidèles" - pour reprendre l'expression employée par les agents de l'encadrement -au coton : attestation encore renouvelée de la solidité du couple coton/maïs. Solidité qui se trouve renforcée - rappelons-le - dès lors qu'il n'y a pas concurrence dans le déroulement des travaux d'entretien. Le recours à l'herbicide pour la culture du maïs n'est pas rare chez les "gros producteurs".

### **Sixièmement : les "chercheurs d'or paysans"**

Ils accordent, par différence avec "les paysans chercheurs d'or" la priorité à l'activité aurifère par rapport aux activités agricoles. Le passage d'une catégorie à l'autre peut se faire d'une année sur l'autre.

Ces catégories sont -pourrait-on dire- partagées entre catégories sociales et modes de comportements.

Notons toutefois que pour beaucoup de producteurs chefs de famille, le choix aurifère correspond à une stratégie non pas offensive mais défensive, voire parfois de survie. Leur préférence agricole bien entendu va vers les cultures vivrières et en particulier le maïs en finançant les prestations culturelles et les intrants lorsque cela est possible à partir des revenus dégagés de la recherche minière.

## 4.2. Brève présentation de quelques remarques globales

### Premièrement : remarques générales

① Les stratégies mises en oeuvre par les producteurs sont profondément influencées par leurs situations en matière d'implantation géographique.

Il existe de très grandes différences de possibilités de choix entre zones.

② La situation socio-économique des producteurs - catégorie sociale d'appartenance, âge, statut- ne détermine pas mais conditionne les choix d'objectifs qu'ils se fixent et de moyens qu'ils sont en mesure de se donner pour les atteindre.

Il est à noter qu'une des caractéristiques dominantes de la société rurale guinéenne paraît être la présence de fortes différenciations sociales.

③ L'élaboration de leurs stratégies agricoles par les producteurs puis leurs réalisations pratiques s'établit dans un cadre économique global qui est caractérisé par la très grande importance des activités extra-agricoles (commerce, artisanat et surtout orpaillage).

Selon les choix stratégiques effectués par les acteurs, leur succès ou au contraire leur échec, se créent des relations de complémentarité économique ou à l'inverse de concurrence notamment en termes d'affectation de temps de travail entre ces activités.

④ Prénance d'une assez grande plasticité dans le fonctionnement stratégique des acteurs. En témoignent notamment leur profond engagement dans la pluriactivité, leurs pratiques effectives de "révisions" des choix cultureux effectués pour une année donnée.

⑤ Le facteur “incertitude” joue un rôle essentiel dans les prises de décisions des acteurs, qui apparaît objectivement avoir un effet très important sur les résultats effectifs des choix stratégiques réalisés. Il est à noter que les effets d’incertitude peuvent se combiner. Cette importance de la variable incertitude contribue grandement à souligner l’importance dans l’élaboration de leur jeu par les acteurs des cadres de référence “éco-institutionnels” globaux, ainsi que leur “perception” par ceux-ci.

En bref confrontés à des contextes d’activités fortement marqués par l’incertitude les producteurs paraissent avoir besoin de disposer de cadres de référence “éco-institutionnels” qui constituent des points de repères durables et fiables qui viennent -pourrait-on dire- atténuer et non amplifier le climat d’incertitude dans lequel se déroulent leurs activités.

⑥ Les systèmes de productions existants sont plus faiblement marqués que dans les pays voisins (Mali et Côte d’Ivoire) par la culture cotonnière et ce pour des raisons historiques évidentes. Ceci n’est pas sans influence sur la rapidité des choix cultureux que peuvent opérer les producteurs dès lors que leur “perception” de l’environnement “éco-institutionnel” coton -au sens large- se dégrade.

Notons réciproquement que cette plasticité des stratégies des producteurs et l’importance qu’ils accordent à l’environnement “éco-institutionnel” peut jouer tant dans un sens que dans l’autre. La vivacité des deux dynamiques -coton- de sens contraire qui caractérisent les périodes d’une part 1990/1992 et de l’autre 1992/1995 en témoignent.

### **Deuxièmement : brèves remarques conjoncturelles**

Il est bien entendu impossible de “prédire” si dans deux, trois ou cinq ans, la production de coton atteindra ou non par exemple 30 000 tonnes. Mais il est possible de fournir un certain nombre de points de repères qui permettent de mieux comprendre les dynamiques d’évolutions existantes.

① Les données “socio-économiques de base” qui conditionnent ou influent sur le jeu des acteurs ne se sont pas trouvées bouleversées en cinq ans. Elles étaient sensiblement les mêmes en 1990 et maintenant.

② L’engagement des acteurs dans les activités extra-agricoles n’est pas nouveau. Il constitue une donnée qui avec un poids variable selon les conjonctures historiques s’inscrit dans la longue durée.



Ainsi -prenons un exemple- à dessein un peu caricatural.

Il paraît tout aussi vraisemblable d'expliquer la chute de production cotonnière de la période 1992/1995 par un engouement pour l'or des producteurs cotonniers, que d'expliquer la montée de la production cotonnière de la période 1990/1992 par un "désenchantement" des chercheurs d'or vis-à-vis de l'or et un engouement de leur part vis-à-vis de la spéculation cotonnière.

En bref, les activités extra-agricoles ne sont pas dissociables (cf. supra) des activités agricoles. Elles peuvent se compléter économiquement ou se concurrencer surtout en termes de temps de travail mais il paraît invraisemblable d'expliquer les changements qui ont affecté dans un sens ou dans l'autre la production cotonnière comme une conséquence de la montée ou de la baisse des activités extra-agricoles.

③ Il n'en va pas de même pour les spéculations vivrières donc les prix paraissent avoir montés depuis quelques années mais qui peuvent d'ailleurs baisser en cas de succession de bonnes récoltes.

Rappelons de plus (cf. supra) que toutes les options vivrières ne sont pas également concurrentes avec la spéculation cotonnière.

Ainsi les options riz de plaine et coton ne sont jamais véritablement entrées en concurrence. La concurrence entre l'igname et le coton est limitée à certaines zones et même à certains types de producteurs à l'intérieur de ces zones. Pour l'arachide la question ne se pose pas de la même manière. Cette culture s'est peut-être développée au détriment du coton et présente par rapport à celui-ci des avantages (cf. supra) en termes de stratégies monétaires et alimentaires indéniables. Pour ce qui concerne le maïs -culture intensive- la question se pose là aussi d'une autre manière et il semble (cf. supra) qu'il faille moins raisonner en termes de concurrences -si ce n'est pour des accentuations relatives- que de complémentarités.

④ Les choix de faire du coton n'obéissent pas -on l'a vu plus haut- à de seules raisons tenant aux avantages intrinsèques de cette spéculation. Le coton est "instrumentalisé" par les acteurs pour poursuivre des objectifs multiples et parfois ambivalents. Plus haut nous avons employé à ce propos le terme de "détour". Certaines conditions "éco-institutionnelles" accélèrent ce "détour stratégique" d'autres manifestement le freinent

⑤ Peut-on à juste titre parler comme on l'a fait plus haut (cf. introduction) "d'engagement cotonnier" pour qualifier la période des années 1990 à 1992 et de "désengagement" à l'inverse pour la période 1992/1995.

Sur la base des considérations qui précèdent, dans la première période s'est manifesté un intérêt sensible pour le coton mais non pas véritablement un profond engagement cotonnier des producteurs. En témoigne le fait que les superficies moyennes par planteur ont peu varié. D'ailleurs comment dans une si courte période un tel engagement serait-il possible ?

Réciproquement le terme employé de "désengagement" cotonnier pour qualifier la période 1992/1995 paraît lui aussi non adapté comme peut-être celui aussi de "crise cotonnière".

En fait les chutes très sensibles de productions enregistrées en "accélération" durant une très courte période paraissent moins tenir à des causes structurelles qui affecteraient la formulation de leurs stratégies par les producteurs que l'effet combiné de réponses stratégiques d'un grand nombre de producteurs à ce qu'ils estiment constituer une dégradation du cadre "éco-institutionnel" global qui leur sert de référence pour leurs prises de décisions.

Cette perception d'une dégradation du cadre "éco-institutionnel" se trouve déterminée par la combinaison de plusieurs facteurs : quasi stabilisation des prix d'achat survenant après des périodes de fortes hausses + augmentation de prix des intrants coton + augmentation sensible du prix de l'engrais maïs + arrêt des crédits engrais vivriers + manifestations graves des effets de leur fonctionnement anormal dans de nombreux groupements + retards de commercialisation + non prise en compte des recommandations des "représentants professionnels" etc.

Si l'on ajoute l'effet mauvaise récolte 1995 et la circulation de rumeurs inquiétantes concernant les capacités d'achat du coton on conviendra que s'est formée dans un laps de temps très court une configuration "éco-institutionnelle" fortement désincitative qui aide à la compréhension de la chute de production enregistrée.

D'autant qu'il est à noter qu'au plan de l'évolution de leurs stratégies par les acteurs ce sont non seulement les avantages "intrinsèques" de la culture cotonnière qui ont été remis en question mais aussi les "avantages détournés" dont on vu plus haut qu'ils jouent un rôle très important dans les choix qu'opèrent les producteurs.

En bref, il semble que l'on puisse formuler l'hypothèse explicative suivante :

La chute de production cotonnière paraît pouvoir s'expliquer moins par des causes structurelles que par des causes conjoncturelles : la formation accélérée d'une "configuration éco-institutionnelle désincitative". Enfin pour pouvoir être en mesure de répondre à la question : la production cotonnière peut-elle reprendre, il paraît qu'il faille prendre en considération les points suivants :

- Les mesures “réincitatives” récemment prises en compte n’ont pas eu le temps nécessaire pour que l’on puisse véritablement apprécier leurs effets.
- La nature de l’environnement “éco-institutionnel” qui sert de cadre de référence pour leurs prises de décisions aux acteurs, jouera très certainement un rôle tout à fait déterminant.

**Troisièmement : principales caractéristiques à prendre en compte**

Ce cadre, si l’on veut restaurer la confiance paysanne non pas seulement vis-à-vis de la spéculation coton mais semble t-il vis-à-vis de toute action de développement en Haute-Guinée, doit pouvoir présenter les caractéristiques suivantes :

- ① Etre raisonnablement incitatif.
- ② Etre fiable. Ce qui signifie que les règles du jeu proposées aux producteurs ne doivent pas être changeantes.
- ③ Que dans le cadre d’un développement économique à ambition régionale il soit tenu compte des diverses potentialités des zones et que ce développement s’appuie donc sur **plusieurs moteurs parmi lequel le coton pourrait occuper une place de choix.**



## BIBLIOGRAPHIE



## BIBLIOGRAPHIE

**Ancey, G :**

*Rapport d'évaluation, appui à la restructuration de la filière coton en Guinée, phase IV du PDR de la Haute-Guinée.* Juin 1995.

**Beavogui, F :**

*Caractérisation des systèmes agraires en Haute Guinée. Orientation pour les acteurs du développement rural.* Centre de Recherche Agronomique Bordo-Kankan. Kankan. 1992.

**Beavogui, F. et al :**

*Les systèmes agraires n°1 : paysage agraire et gestion du foncier.* Centre de Recherche agronomique Bordo-Kankan. Kankan 1991.

**Beavogui, F. et al :**

*Les systèmes de production. Doc. n° 2: les moyens de production.* Centre de Recherche Agronomique Bordo-Kankan. Kankan. Mai, 1991.

**Beavogui F. et al :**

*Les systèmes de production n°3 : les systèmes de culture.* Centre de Recherche Agronomique Bordo-Kankan. Kankan 1991.

**Beavogui F. et al :**

*Suivi de culture : l'arachide.* Centre de Recherche Agronomique Bordo-Kankan. Kankan. Mars 1992.

**Beavogui F. et al :**

*Suivi de culture : le fonio.* Centre de Recherche Agronomique Bordo-Kankan. Kankan. Juillet 1992.

**Beavogui F. et al :**

*Suivi de culture : le manioc.* Centre de Recherche Agronomique Bordo-Kankan. Août 1992.

**Beavogui F. et al :**

*Suivi de culture : le riz.* Centre de Recherche Agronomique Bordo-Kankan. Kankan. Septembre 1992.

**Beavogui, F. et al :**

*Zonage de la Haute Guinée.* Centre de Recherche Agronomique Bordo-Kankan. Kankan. Janvier, 1991.

**Boulvert :**

*Cartes morphopédologiques regroupées au 1/50 000 et au 1/200 000.* ORSTOM. Paris, France. ?.

**Brunet-Moret, Y. et al :**

*Monographie hydrologique du fleuve Niger.* Tome I, Niger supérieur. Collection monographies hydrologiques 8. ORSTOM. Paris, France. 1986.

**Camara, K. ; Faure G. ; Gaborel C. :**

Rapport de mission auprès de l'IRAG en Haute-Guinée. *Bilan des acquis de la Recherche dans le domaine du riz, du coton et des études systèmes. Proposition de programme de Recherche pour 1996 et 1997. Perspectives pour cinq ans.* IRAG-CIRAD. Avril 1996

**Dalle, S. :**

*Connaissance du milieu rural de la Haute Guinée, synthèse des enquêtes effectuées par le projet de 1986 à début 1989.* CFDT. Paris, France. Juin 1989.

**Dirasset :**

*Etude socio-économique régionale. Bilan-diagnostic au niveau des préfectures. Préfecture de Kankan.* Dirasset. Tunis, Tunisie. 1988.

**Dirasset :**

*Etude socio-économique régionale. Bilan-diagnostic au niveau des préfectures. Préfecture de Mandiana.* Dirasset. Tunis, Tunisie. 1988.

**Dirasset :**

*Etude socio-économique régionale. Bilan-diagnostic au niveau de: préfectures. Préfecture de Siguiri.* Dirasset. Tunis, Tunisie. 1988.

**Dirasset :**

*Perspectives de développement régional Haute Guinée.* Rapport cartographique. Dirasset. Tunis, Tunisie. Octobre 1989.

**Duluc, J.F. :**

*L'agriculture face à l'orpillage traditionnel dans la préfecture de Siguiri (Guinée).* Mémoire EITARC. Septembre 1988.

**Gagnon, G.B. :**

*Diagnostic sur les groupements liés au projet coton de Kankan.* Rapport de mission, MAEF-MFCAC-. Mai 1996.



**Geay, F. et Konomou, C. :**

*Pratiques paysannes en culture cotonnière.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan. Décembre 1993.

**Gerardeaux, E. et Yombouno, A. :**

*Parasitisme de la culture cotonnière en Haute Guinée. Bilan de 4 années d'observations.* Centre de Recherche Agronomique Bordo-Kankan. Kankan. 1996.

**Inspection Régionale du Développement Rural Kankan :**

*Reflexions sur la problématique de la baisse de la production cotonnière en Haute Guinée.* Inspection Régionale du Développement Rural Kankan. Kankan. Février 1996.

**Kaba, O. :**

*Analyse du système dans une partie du Baté en Haute-Guinée.* Mémoire DAA-INAPG. 1994.

**Marmotte, P. :**

*Rapport de mission Projet coton GaouAl-Koundara, projet coton Kankan.* Guinée du 23/10 au 06/11/1996. Malherbologie. -CIRAD- 1996.

**Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales. Direction Nationale des Forêts et Chasses :**

*Potentialités agro-sylvo-pastorales des terres en Haute-Guinée.* Juillet 1992.

**Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales :**

*Rapport général de l'enquête agricole permanente. Campagne 1991/1992.* Août 1992.

**PCK :**

*Rapport annuel 1995/1996.* PCK, Suivi-Evaluation. Kankan. Juin 1996.

**PDRHG :**

*Action vivriers campagne 1990/1991.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan. Décembre 1990.

**PDRHG :**

*Bilan 1990.* PDRHG, Bureau de Coordination Régionale. Kankan. Février 1991.

**PDRHG :**

*Campagne coton 1991/1992. Bilan général.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan. Avril 1992.

- PDRHG :**  
*Campagne coton 1992/1993. Bilan général.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan. 1993.
- PDRHG :**  
*Enquête générale, connaissance de la zone d'intervention.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan. Juin 1991.
- PDRHG :**  
*Enquêtes "soudure" et "impact du projet sur les vivriers", premiers résultats.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan. Octobre 1990.
- PDRHG :**  
*Etude des systèmes agraires de la région de Sinko.* PDRHG. Kankan. Mars 1994.
- PDRHG :**  
*Evolution des surfaces riz encadrées par le PDRHG.* PDRHG. Kankan.
- PDRHG :**  
*Importance relative des cultures dans les zones d'intervention du PDRHG.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan. Août 1990.
- PDRHG :**  
*Les exploitations agricoles de Mandiana.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan. Juin 1994.
- PDRHG :**  
*Population des villages et des exploitations agricoles.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan. Novembre 1991.
- PDRHG :**  
*Quelques aspects de l'économie dans les villages de Haute Guinée.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan. Décembre 1991.
- PDRHG :**  
*Rapport technique.* PDRHG, Recherche/Développement. Kankan. Mars 1994.
- PDRHG :**  
*Résultats de la campagne coton 1994/1995. Annexes.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan. Mai 1995.
- PDRHG :**  
*Suivi de campagne 1991/1992.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan. Octobre 1991.

**PDRHG :**

*Suivi de campagne 1992/1993.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan. Août 1992.

**PDRHG :**

*Suivi de campagne 1993/1994.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan. Décembre 1993.

**PDRHG :**

*Typologie structurelle des exploitations.* PDRHG, Suivi-Evaluation. Kankan.

**Richard, L. :**

*Production agricole et gestion des terroirs.* CFDT. Paris, France. Novembre 1990.

**Roux, B. :**

*Rapport d'activité annuel du PNASA (année 1995).* MAEF. Mars 1996.



## LISTE DES PERSONNES RENCONTREES



## PERSONNES RENCONTREES

- Baldé Younoussa** : responsable de la filière coton, MAEF Conakry (☎ 46 20 60)
- Bergassoli Michel** : chef de la mission de coopération française et de d'action culturelle
- Beroud François** : CFDT Paris
- Camara Kent Douba** : chef de secteur de Mandiana PCK
- Damey Elie** : Secrétaire Général du MAEF, Conakry
- Delmas Patrick** : projet national d'appui à la professionnalisation de l'agriculture, MAEF, Conakry
- Diallo M.S.** : inspecteur régional de l'agriculture Haute-Guinée Kankan
- Donzo M.** : directeur du Centre de Recherche Agronomique de Bordo-Kankan
- Ducroquet Hubert** : conseiller MAEF Conakry (☎ 41 49 84)
- Franqueville Claude** : conseiller MCFAC
- Gaudin François** : chef du projet PCK Kankan (☎ 71 25 06)
- Geay François** : CFDT Paris
- Keita Sory** : chef de secteur de Kankan PCK
- Keita S 49** : responsable du centre de conditionnement des semences, station de Bordo, Kankan
- Konomou Cece** : responsable de la cellule suivi-évaluation PCK
- Mara S.** : chef de la production PCK
- Mogenet Luc** : sous-directeur CFD Conakry
- Ouamouno Marcel** : MAEF Conakry
- Peyredieu du Charlat François** : directeur CFD Conakry (☎ 41 25 69)
- Roux Bruno** : chef de composante promotion des échanges- PNASA- BP 253 Conakry (☎ 44 14 85)
- Servant Jean** : correspondant du CIRAD en Guinée -IRAG- Conakry (☎ 46 10 59)
- Sidibe Aboubakar** : MAEF Conakry
- Simon Didier** : GOA CFD Paris
- Sylla Agoubacar** : directeur général PDRS II MAEF Siguiiri
- Tessier Yannick** : conseiller technique CAOPA
- Torodo N.** : Secrétaire Général PCK
- Wagué M.** : chef de secteur de Siguiiri PCK





## ABREVIATIONS



## LISTES DES ABREVIATIONS

<b>BCRG</b>	Banque Centrale de la République de Guinée
<b>CAOPA</b>	Centre d'Appui aux Organisations Professionnelles Agricoles
<b>CCS</b>	Centre de Conditionnement des Semences
<b>CFD</b>	Caisse Française de Développement
<b>CFDT</b>	Compagnie Française pour le Développement des fibres Textiles
<b>CIRAD</b>	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
<b>CMG</b>	Crédit Mutuel de Guinée
<b>CRG</b>	Crédit Rural de Guinée
<b>CRAB</b>	Centre de Recherche Agronomique de Bordo-Kankan
<b>DPDRE</b>	Direction Préfectorale de Développement Rural et de l'Environnement
<b>FG</b>	Francs Guinéens
<b>IRAG</b>	Institut de Recherche Agonomique Guinéen
<b>LPDA</b>	Lettre de Politique de Développement Agricole
<b>MAEF</b>	Ministère de l'Agriculture, des eaux et des forêts
<b>MARI</b>	Marge après Remboursement des Intrants
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PCK</b>	Projet Coton Kankan
<b>PDRHG</b>	Projet de Développement Rural en Haute-Guinée
<b>PDRS II</b>	Projet de Développement rural de Siguiri II
<b>PNAPA</b>	Projet National d'appui à la Professionnalisation de l'Agriculture
<b>PNASA</b>	Projet National d'appui à la sécurité alimentaire
<b>SNPRV</b>	Service National pour la Promotion Rurale et la Vulgarisation
<b>SNSA</b>	Service National de la Statistique Agricole



# ANNEXES



## ANNEXE 1ère PARTIE

### 1/ PRINCIPAUX RESULTATS SUR L'ENSEMBLE DES 131 EXPLOITATIONS ENQUÊTEES

(Traitement effectué sous Winstat)

#### Résultat général

---

##### [REG\_AGEC] - Région agro-écologique

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Baranama	6	4.6%	4.6%
Kankan Nord	39	29.8%	29.8%
Kankan Sud	26	19.8%	19.8%
Plaine du Niger	10	7.6%	7.6%
Sankarani	29	22.1%	22.1 %
Siguiro Nord Plateaux	21	16.0%	16.0 %
Total	131/131 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

---

##### [SECT\_PCK] - Secteur du PCK

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Kankan	71	54.2 %	54.2 %
Mandiana	35	26.7 %	6.7 %
Siguiro	25	19.1 %	19.1 %
Total	131/131 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

---

##### [ZONE\_PCK] - Zone du PCK

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Bankon	5	3.8%	3.8%
Baranama	24	18.3%	18.3%
Bate-Nafadji	33	25.2%	25.2%
Boula	10	7.6%	7.6%
Karala	4	3.1%	3.1%
Kinieran	6	4.6%	4.6%
Niandankoro	4	3.1%	3.1%
Niagassola	7	5.3%	5.3%
Sankarani Nord	11	8.4%	8.4%
Sankarani Sud	18	13.7 %	13.7%
Naboun	9	6.9%	6.9%
Total	131/131 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

### [SOUSPREF] - Sous-Préfecture

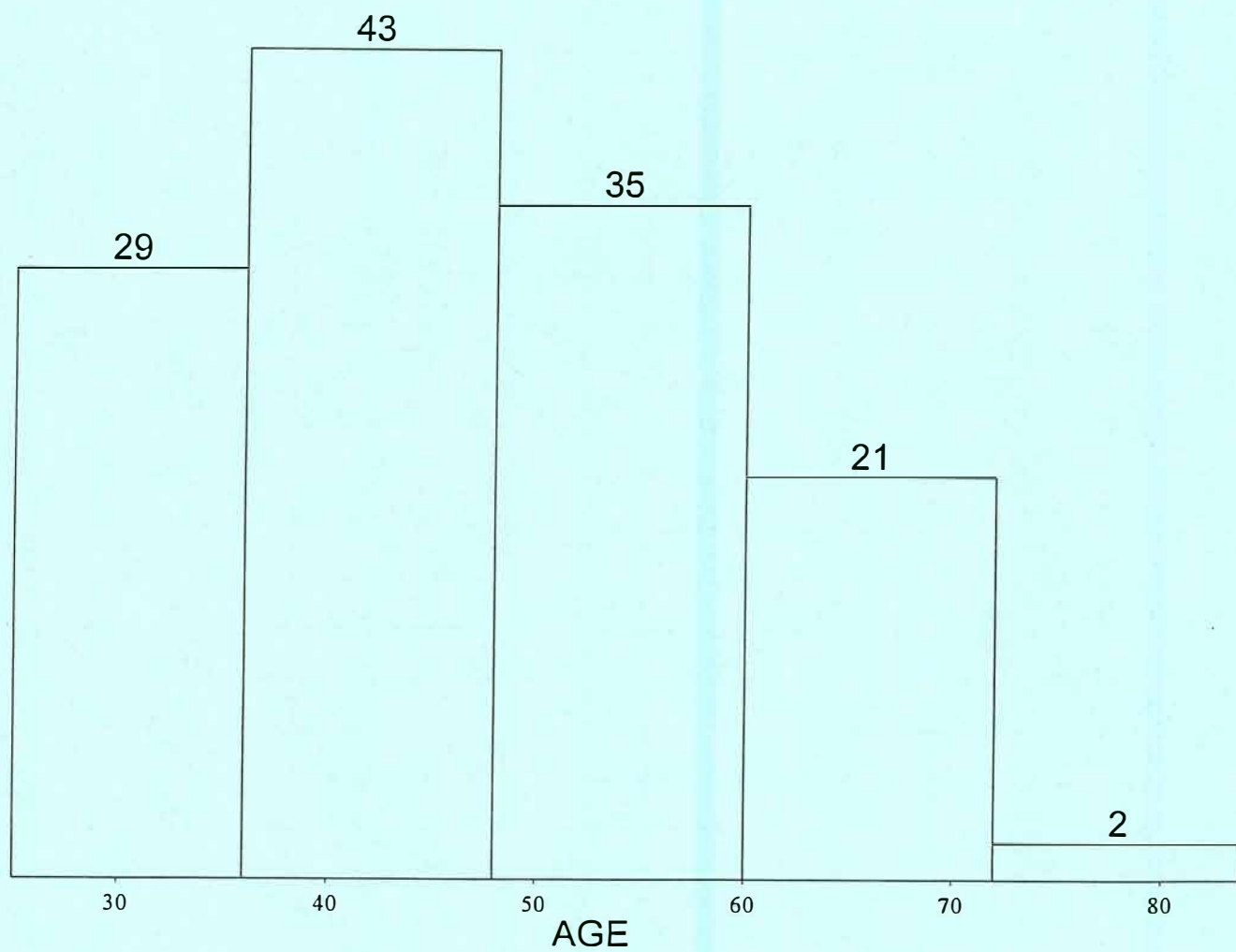
	Effectif	% sur total	%sur répondants
Balandou	16	12.2%	12.2%
Boula	10	7.6%	7.6%
Dialakoro	5	3.8%	3.8%
Doko	12	9.2%	9.2%
Faralako	11	8.4%	8.4%
Kantoumanina	7	5.3%	5.3%
Karala	4	3.1%	3.1%
Karifamoria	7	5.3%	5.3%
Kiniebakoura	4	3.1%	3.1%
Kinieran	1	0.8%	0.8%
Missamana	6	4.6%	4.6%
Franwalia	9	6.9%	6.9%
Saladou	11	8.4%	8.4%
Sabadou-Baranama	6	4.6%	4.6%
Tintioulen	12	9.2%	9.2%
Koumban	10	7.6%	7.6%
Total	131/131 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### [VILLAGE] - Village

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Kamaya	9	6.9 %	6.9 %
Oudoula	7	5.3 %	5.3 %
Soumbarakoba	5	3.8 %	3.8 %
Karakoro	4	3.1 %	3.1 %
Timbakouna	11	8.4 %	8.4 %
Youlola	7	5.3 %	5.3 %
Maltoumanina	11	8.4 %	8.4 %
Konkoye	5	3.8 %	3.8 %
Boroboro	1	0.8 %	0.8 %
Diankana	7	5.3 %	5.3 %
Diansoumana	6	4.6 %	4.6 %
Koba	10	7.6 %	7.6 %
Koumban	10	7.6 %	7.6 %
Marena	12	9.2 %	9.2 %
Kinieba	6	4.6 %	4.6 %
Komah	6	4.6 %	4.6 %
Kossa	10	7.6 %	7.6 %
Boïdou	4	3.1 %	3.1 %
Total	131/131 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		



[AGE] - Age du chef d'exploitation



## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [CLANFONDVI] - Faites-vous partie du clan fondateur du village ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	0.8 %	
oui	89	67.9 %	68.5 %
non	41	31.3 %	31.5 %
Total	130/131 questionnaires, soit 99.2 % de réponse		

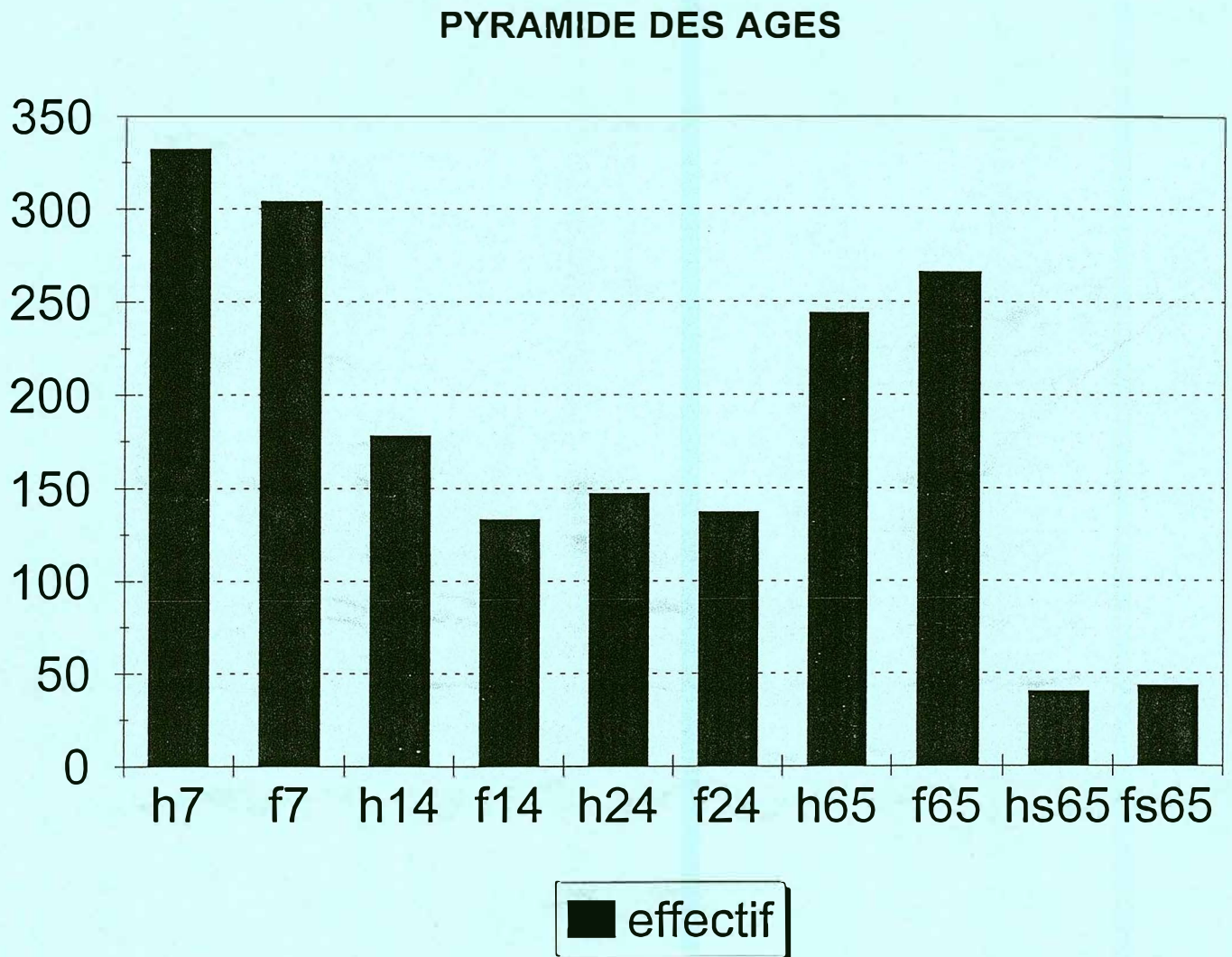
### Démographie des exploitations

#### Répartition de la population par classes d'âges, sexes et secteurs

Classes d'âges	Secteur de Kankan	Secteur de Mandiana	Secteur de Siguiri	Total
<b>H 0-7 ans</b>	172	76	84	<b>332</b>
<b>F 0-7 ans</b>	143	69	92	<b>304</b>
<b>H 8-14 ans</b>	91	38	49	<b>178</b>
<b>F 8-14 ans</b>	77	21	35	<b>133</b>
<b>H 15-24 ans</b>	70	38	39	<b>147</b>
<b>F 15-24 ans</b>	87	19	31	<b>137</b>
<b>H 25-65 ans</b>	116	54	74	<b>244</b>
<b>F 25-65 ans</b>	129	50	87	<b>266</b>
<b>H &gt; 65 ans</b>	23	5	12	<b>40</b>
<b>F &gt; 65 ans</b>	25	1	17	<b>43</b>
<b>Total</b>	<b>933</b>	<b>371</b>	<b>520</b>	<b>1824</b>

Unités : années

Graphique : pyramide des ages



## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

### **[CULT\_BAFO] - Cultures bas-fonds**

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	0.8 %	
oui	39	29.8 %	30.0 %
non	91	69.5 %	70.0 %
Total	130/131 questionnaires, soit 99.2 % de réponse		

---

### **[CULT\_COT] - Cultures Coteaux**

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	0.8 %	
oui	130	99.2 %	100.0 %
Total	130/131 questionnaires, soit 99.2 % de réponse		

---

### **[CULT\_PLAIN] - Cultures plaine**

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	0.8 %	
oui	22	16.8 %	16.9 %
non	108	82.4 %	83.1 %
Total	130/131 questionnaires, soit 99.2 % de réponse		

---

### **[CULT\_PRINC] - Cultures principales pures**

Arach	87	66.4
Coton	82	62.6
Fonio	69	52.7
Haric	5	3.8
Igname	29	22.1
Maïs	90	68.7
Manioc	81	61.8
Maraic	1	0.8
Mil/S	60	45.8
Riz	84	64.1
Sésam	1	0.8
Tabac	6	4.6
Verger	3	2.3
Divers	1	0.8
Aucune	1	0.8
P.douce	5	3.8

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

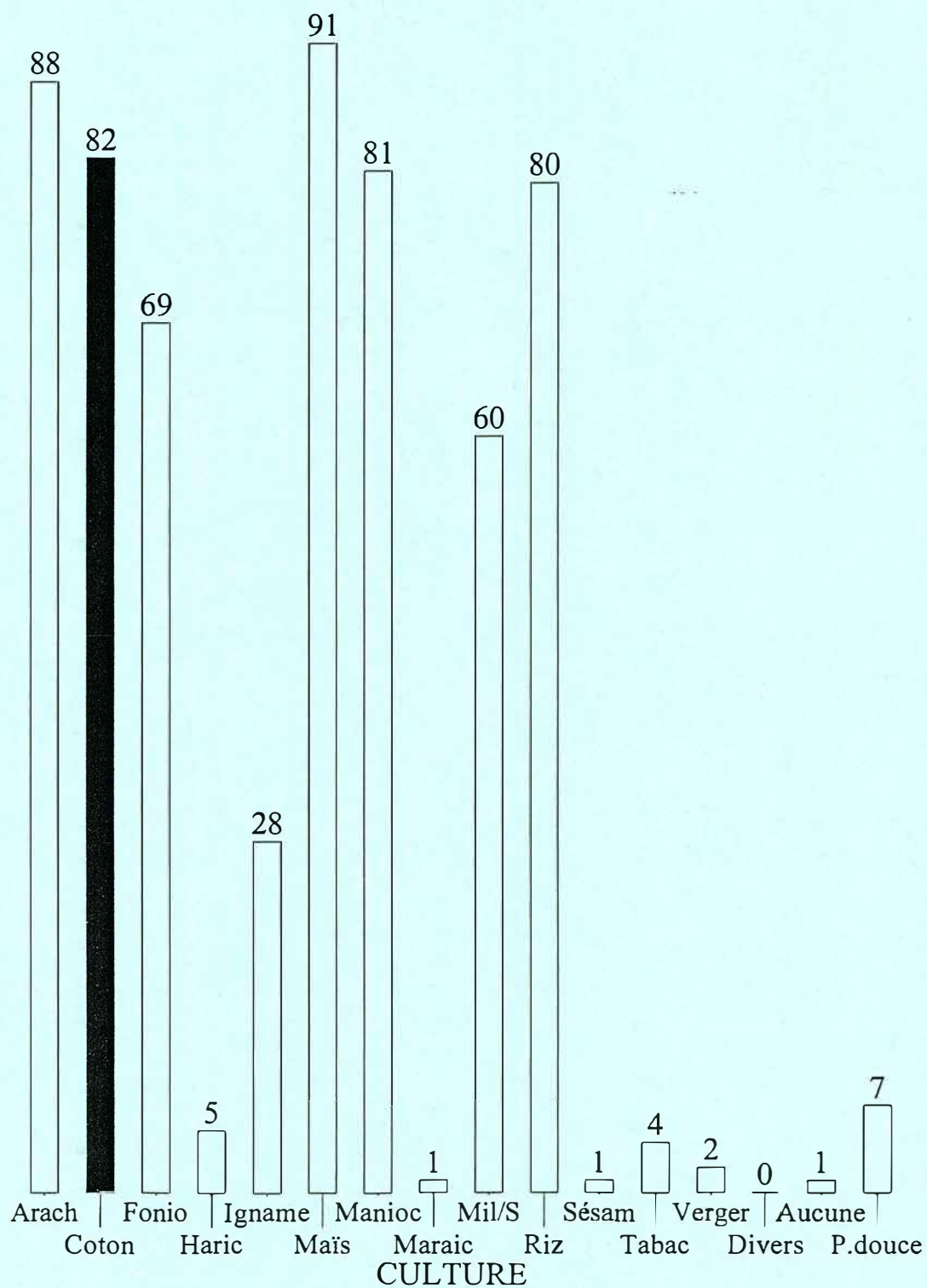
### **[NBPARCUPUR] - Nombre de parcelles cultures pures**

Parcelles	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	0.8 %	
de 0 à 1	2	1.5 %	1.5 %
de 2 à 3	24	18.3 %	18.5 %
de 4 à 5	53	40.5 %	40.8 %
de 6 à 7	29	22.1 %	22.3 %
de 8 à 9	14	10.7 %	10.8 %
de 10 à 11	6	4.6 %	4.6 %
de 12 à 13	2	1.5 %	1.5 %
Moyenne :	5.3	Ecart-Type :	2.4 Minimum : 0.0 Maximum : 13.0

### **[NBPARCUASS] - Nombre de parcelles cultures associées**

Parcelles	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	0.8 %	
0	60	45.8 %	46.2 %
1	44	33.6 %	33.8 %
2	14	10.7 %	10.8 %
3	5	3.8 %	3.8 %
4	3	2.3 %	2.3 %
5	3	2.3 %	2.3 %
6	1	0.7 %	0.8 %
Moyenne :	0.9	Ecart-Type :	1.2 Minimum : 0.0 Maximum : 6.0

Graphique : répartition des cultures sur l'ensemble des exploitations



**Répartition des déclarations de l'ordre de semis**

	Arach	Coton	Fonio	Igname	Maïs	Manioc	Sorg. Mil	Riz	Total
<b>1er</b>	8	20	30	11	19	28	8	1	125
<b>2ème</b>	18	21	15	8	21	17	10	17	127
<b>3ème</b>	22	14	13	3	25	6	13	18	114
<b>4ème</b>	20	9	8	4	12	11	14	22	100
<b>5ème</b>	10	9	2	0	6	11	7	14	59
<b>6ème</b>	6	4	0	1	6	2	3	4	26
<b>7ème</b>	2	2	0	1	2	4	4	3	18

*Unité : nombre de réponses.*

**Répartition des déclarations de l'ordre de récolte**

	Arach	Coton	Fonio	Igname	Maïs	Manioc	Sorg. Mil	Riz	Total
<b>1er</b>	26	2	58	0	24	0	2	7	119
<b>2ème</b>	29	8	6	4	45	2	10	12	116
<b>3ème</b>	22	16	3	11	12	7	15	30	116
<b>4ème</b>	6	20	1	2	6	21	23	18	97
<b>5ème</b>	2	18	0	3	4	20	5	11	63
<b>6ème</b>	0	12	0	4	0	7	3	2	28
<b>7ème</b>	0	4	0	3	0	10	1	0	18

*Unité : nombre de réponses.*

**[TYPE-MO] - Type de main d'oeuvre**

	Effectif	% sur total
Familiale	131	100
Entraide	56	42.7
Salariée	71	54.2

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

### [BOEUFS] - Nombre de boeufs de labour

---

Boeufs	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu		1	0.8 %
0	58	44.3 %	44.6 %
1	7	5.3 %	5.4 %
2	45	34.4 %	34.6 %
3	1	0.8 %	0.8 %
4	14	10.7 %	10.8 %
5	2	1.5 %	1.5 %
6	3	2.3 %	2.3 %

Moyenne : 1.4 Ecart-Type : 1.6 Minimum : 0.0 Maximum : 6.0

### [PRODAGVEND] - Produits agricoles vendus

---

	Effectif	% sur total
Arach	67	51.1
Fonio	4	3.1
Haric	2	1.5
Igname	22	16.8
Maïs	19	14.5
Manioc	12	9.2
Maraic	1	0.8
Mil/S	6	4.6
Riz	35	26.7
Sésam	4	3.1
Tabac	6	4.6
Aucune	9	6.9
P.douce	2	1.5

### [CULTRAPARG] - Quelles cultures par rapport au coton rapportent beaucoup d'argent ?

---

	Effectif	% sur total
Arach	59	45.0
Haric	2	1.5
Igname	27	20.6
Maïs	9	6.9
Manioc	8	6.1
Maraic	1	0.8
Riz	35	26.7
Sésam	1	0.8
Tabac	4	3.1
Aucune	12	9.2



## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [PLUSARG] - Est-ce-que ces cultures vous rapportent plus d'argent que le coton ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1		0.8 %
oui	75	57.3 %	57.7 %
non	49	37.4 %	37.7 %
Nrép	6	4.6 %	4.6 %
Total	130/131 questionnaires, soit 99.2 % de réponse		

### Répartition des ventes de produits agricoles

	Arachide	Riz	Igname	Maïs	Manioc	Sorgho/Mil	Fonio
<b>Nb d'exploitations cultivant</b>	87	84	29	90	81	60	69
<b>Nb d'exploitations vendant</b>	67	35	22	19	12	6	4
<b>Déclarent rapporter beaucoup d'argent</b>	59	35	27	9	8	0	0
<b>Déclarent rapporter plus d'argent que le coton</b>	31	25	23	( )	( )	0	0

*Unité : nombre d'exploitations.*

Remarque : la vente de produits vivriers rapporte souvent plus que le coton.

### [ACHPROAG] - Achat produits agricoles ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1		0.8 %
oui	93	71.0 %	71.5 %
non	37	28.2 %	28.5 %
Total	130/131 questionnaires, soit 99.2 % de réponse		

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

### [QUELPRODAC] - Quels sont les produits agricoles achetés ?

---

	Effectif	% sur total
Arach	14	10.7
Fonio	9	6.9
Igname	1	0.8
Maïs	59	45.0
Manioc	22	16.8
Mil/S	21	16.0
Riz	38	29.0
Riz imp	14	10.7

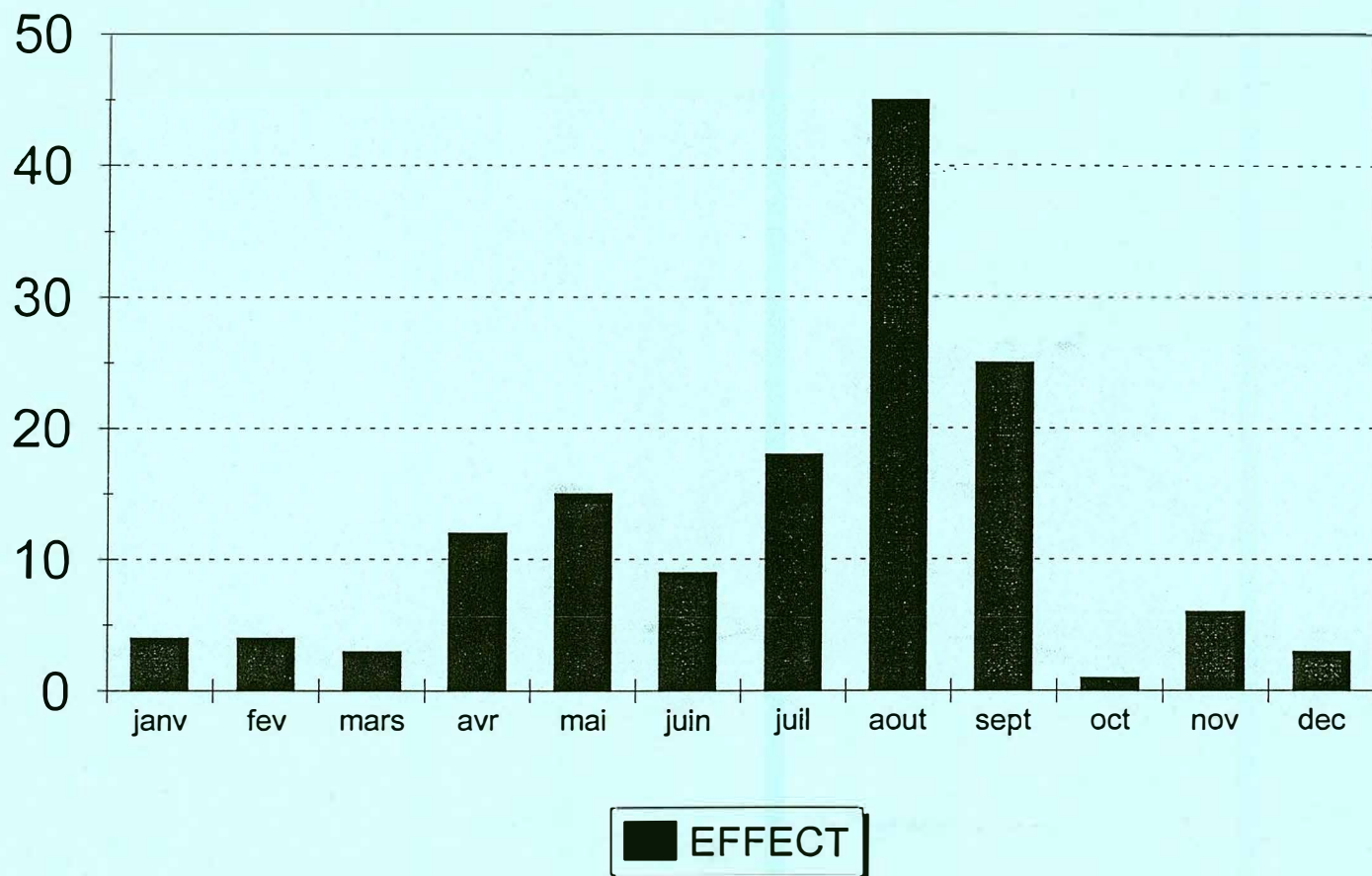
### [EPOPRODAC] - A quelle époque sont achetés les produits agricoles ?

---

	Effectif	% sur total
Janv	4	3.1
Fév	4	3.1
Mars	3	2.3
Avril	12	9.2
Mai	15	11.5
Juin	9	6.9
Juil	18	13.7
Août	45	34.4
Sept	25	19.1
Oct	1	0.8
Nov	6	4.6
Déc	3	2.3
Nrép	4	3.1

Graphique : produits agricoles achetés

## EPOQUE DES ACHATS DES VIVRIERS



Observation : les achats de produits vivriers se font principalement en période de soudure.

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

### [COTON] - Avez-vous fait du coton ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1		0.8 %
oui	107	81.7 %	82.3 %
non	23	17.6 %	17.7 %
Total	130/131 questionnaires, soit 99.2 % de réponse		

### [QUANDCOTON] - Si oui, depuis quand avez vous fait du coton ?

Année départ	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	24		18.3 %
de 80 à 80	1	0.8 %	0.9 %
de 81 à 82	9	6.9 %	8.4 %
de 83 à 84	4	3.1 %	3.7 %
de 85 à 86	18	13.7 %	16.8 %
de 87 à 88	21	16.0 %	19.6 %
de 89 à 90	28	21.4 %	26.2 %
de 91 à 92	12	9.2 %	11.2 %
de 93 à 94	10	7.6 %	9.3 %
de 95 à 96	4	3.1 %	3.7 %
Moyenne :	88.4	Ecart-Type :	3.6 Minimum : 80.0 Maximum : 96.0

### [ABANDCOT] - Abandon coton ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	24		18.3 %
oui	53	40.5 %	49.5 %
non	54	41.2 %	50.5 %
Total	107/131 questionnaires, soit 81.7 % de réponse		

### [QUANDABAND] - Si oui, quand avez-vous abandonné le coton ?

Année abandon	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	78		59.5 %
de 86 à 86	1	0.8 %	1.9 %
de 87 à 88	2	1.5 %	3.8 %
de 89 à 90	4	3.1 %	7.5 %
de 91 à 92	6	4.6 %	11.3 %
de 93 à 94	22	16.8 %	41.5 %
de 95 à 96	18	13.7 %	34.0 %
Moyenne :	93.4	Ecart-Type :	2.4 Minimum : 86.0 Maximum : 96.0

---

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

---

### [RAISABAN] - Quelles sont les raisons de l'abandon du coton ?

	Effectif	% sur total
Ttrav	9	6.9
Adeques	2	1.5
Moyens	15	11.5
Dette	5	3.8
Achat	2	1.5
Voyage	5	3.8
Maladie	5	3.8
Divers	2	1.5
Nrép	1	0.8
Pas rent	14	10.7

---

### [AVANTCOT] - Avantages de la culture du coton.

	Effectif	% sur total
Argent	79	60.3
Aeffets	13	9.9
Infrast	7	5.3
Crédits	40	30.5
Divers	2	1.5
Nrép	18	13.7
Amtech	9	6.9
Kcom	2	1.5
Aucun	13	9.9

---

### [INCONVCOT] - Inconvénients de la culture du coton.

	Effectif	% sur total
Ttrav	60	45.8
Dherb	2	1.5
Adéques	3	2.3
Moyens	14	10.7
Viv/cot	13	9.9
Dette	3	2.3
Achat	2	1.5
Divers	1	0.8
Nrép	13	9.9
Pas rent	13	9.9
Aucun	35	26.7

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

### [COTANPROCH] - Coton l'année prochaine ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1		0.8 %
oui	81	61.8 %	62.3 %
non	49	37.4 %	37.7 %
Total	130/131 questionnaires, soit 99.2 % de réponse		

### [RAISOU] - Pourquoi oui ?

	Effectif	% sur total
Argent	62	47.3
Aeffets	9	6.9
Infrast	4	3.1
Crédits	27	20.6
n-1	3	2.3
Divers	3	2.3
Nrép	3	2.3
Am tech	1	0.8

### [RAISON] - Pourquoi non ?

	Effectif	% sur total
Ttrav	14	10.7
Adèques	1	0.8
Moyens	15	11.5
Viv/cot	3	2.3
Dette	2	1.5
Achat	1	0.8
Maladie	1	0.8
Divers	3	2.3
Nrép	4	3.1
Pas rent	14	10.7

### [GROUPEMENT] - Faites-vous partie d'un groupement ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1		0.8 %
oui	77	58.8 %	59.2 %
non	53	40.5 %	40.8 %
Total	130/131 questionnaires, soit 99.2 % de réponse		

---

**[TYPE\_GROUP] - Si oui, quel type de groupement ?**

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	54		41.2 %
Coton	65	49.6 %	84.4 %
Eleveurs	4	3.1 %	5.2 %
Maraîchers	1	0.8 %	1.3 %
Autres	7	5.3 %	9.1 %

Total 77/131 questionnaires, soit 58.8 % de réponse

---

**[BUREAUGROU] - Si oui, faites-vous partie du bureau du groupement ?**

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	54		41.2 %
oui	36	27.5 %	46.8 %
non	41	31.3 %	53.2 %

Total 77/131 questionnaires, soit 58.8 % de réponse

---

**[FONC\_GROUP] - Que pensez-vous du fonctionnement du groupement ?**

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	54		41.2 %
Bon	60	45.8 %	77.9 %
Mauvais	10	7.6 %	13.0 %
Sans opinion	7	5.3 %	9.1 %

Total 77/131 questionnaires, soit 58.8 % de réponse

---

**[MEMB\_GROUP] - Souhaitez-vous rester membre du groupement ?**

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	54		41.2 %
oui	66	50.4 %	85.7 %
non	11	8.4 %	14.3 %

Total 77/131 questionnaires, soit 58.8 % de réponse

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### **[ACTEXTAGR] - Y-a-t'il des personnes qui ont des activités extra-agricoles ?**

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1		0.8 %
oui	52	39.7 %	40.0 %
non	78	59.5 %	60.0 %
Total	130/131 questionnaires, soit 99.2 % de réponse		

### **[ACTIVITES] - Quelles sont ces activités extra-agricoles ?**

	Effectif	% sur total
Artisanat	12	9.2
Commerce	15	11.5
Emigration	1	0.8
Mines	16	12.2
Divers	13	9.9

### **[NB\_PER] - Combien de personnes exercent ces activités ?**

Personnes	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	79	60.3 %	
de 1 à 3	42	32.1 %	80.8 %
de 4 à 6	5	3.8 %	9.6 %
de 7 à 9	1	0.8 %	1.9 %
de 19 à 21	2	1.5 %	3.8 %
de 22 à 24	2	1.5 %	3.8 %
Moyenne :	3.2	Ecart-Type :	5.5
		Minimum :	1.0
		Maximum :	24.0

### **[ACTRAPARG] - Quelle activité extra-agricole rapporte le plus d'argent ?**

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	79	60.3 %	
Artisanat	3	2.3 %	5.8 %
Commerce	15	11.5 %	28.8 %
Mines	9	6.9 %	17.3 %
Divers	3	2.3 %	5.8 %
Nrép	13	9.9 %	25.0 %
Aucune	9	6.8 %	17.3 %
Total	52/131 questionnaires, soit 39.7 % de réponse		



## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [ACTIVITE] - Activité

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Artisanat	11	19.6 %	19.6 %
Commerce	15	26.8 %	26.8 %
Emigration	1	1.8 %	1.8 %
Mines	16	28.6 %	28.6 %
Divers	13	23.2 %	23.2 %

Total 56/56 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

### [QUANDACT] - Quand exercez-vous ces activités ?

	Effectif	% sur total
Saison sèche	27	48.2
Nrép	1	1.8
Année	27	48.2

### [ABSENT] - Absent ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Saison sèche	19	33.9 %	33.9 %
Saison pluie	3	5.4 %	5.4 %
Année	15	26.8 %	26.8 %
Pas absent	19	33.9 %	33.9 %

Total 56/56 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

### [NB\_PERS] - Nombre de personnes concernées ?

Personnes	Effectif	% sur total	%sur répondants
de 1 à 3	46	82.1 %	82.1 %
de 4 à 6	5	8.9 %	8.9 %
de 7 à 9	1	1.8 %	1.8 %
de 19 à 21	2	3.6 %	3.6 %
de 22 à 24	2	3.6 %	3.6 %

Moyenne : 3.0 Ecart-Type : 5.3 Minimum : 1.0 Maximum : 24.0

### [NIV\_EQUIP] - Niveau d'équipement ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	0.8 %	
Non équipé	69	52.7 %	53.1 %
Un attelage	43	32.8 %	33.1 %
Deux attelages ou plus	18	13.7 %	13.8 %

Total 130/131 questionnaires, soit 99.2 % de réponse

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

### [EQUIPT] - Nature de l'équipement

---

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Buteur	4	3.6 %	3.6 %
Charrette	2	1.8 %	1.8 %
Charrue	61	55.5 %	55.5 %
Herse	23	20.9 %	20.9 %
Multiculteur	14	12.7 %	12.7 %
Semoir	5	4.5 %	4.5 %
Autres	1	0.9 %	0.9 %

Total 110/110 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

### [NB\_EQUIP] - Nombre équipements

---

Equipement	Effectif	% sur total	%sur répondants
1	73	66.4 %	66.4 %
2	30	27.3 %	27.3 %
3	6	5.5 %	5.5 %
4	1	0.8 %	0.9 %

Moyenne : 1.4 Ecart-Type : 0.6 Minimum : 1.0 Maximum : 4.0

**Résultats de l'enquête agro-économique pour le secteur de Kankan**

**[ZONE\_PCK] - Zone du PCK**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
Baranama	24	33.8 %	33.8 %
Bate-Nafadji	33	46.5 %	46.5 %
Boula	10	14.1 %	14.1 %
Karala	4	5.6 %	5.6 %
Total	71/71 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

**[SOUSPREF] - Sous-Préfecture**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
Balandou	16	22.5 %	22.5 %
Boula	10	14.1 %	14.1 %
Karala	4	5.6 %	5.6 %
Karifamoria	7	9.9 %	9.9 %
Missamana	6	8.5 %	8.5 %
Sabadou-Baranama	6	8.5 %	8.5 %
Tintioulen	12	16.9 %	16.9 %
Koumban	10	14.1 %	14.1 %
Total	71/71 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

**[VILLAGE] - Village**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
Diankana	7	9.9 %	9.9 %
Diansoumana	6	8.5 %	8.5 %
Koba	10	14.1 %	14.1 %
Koumban	10	14.1 %	14.1 %
Marena	12	16.9 %	16.9 %
Kinieba	6	8.5 %	8.5 %
Komah	6	8.5 %	8.5 %
Kossa	10	14.1 %	14.1 %
Boidou	4	5.5 %	5.6 %
Total	71/71 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

**[AGE] - Age du chef d'exploitation**

<b>ans</b>	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
de 25 à 29	13	18.3 %	18.3 %
de 30 à 35	5	7.0 %	7.0 %
de 36 à 41	8	11.3 %	11.3 %
de 42 à 47	10	14.1 %	14.1 %
de 48 à 53	11	15.5 %	15.5 %
de 54 à 59	8	11.3 %	11.3 %
de 60 à 65	9	12.7 %	12.7 %
de 66 à 71	7	9.9 %	9.9 %
Moyenne :	46.6	Ecart-Type :	13.5
Minimum :	25.0	Maximum :	71.0

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

### [CLANFONDVI] - Faites-vous partie du clan fondateur du village ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
oui	48	67.6 %	67.6 %
non	23	32.4 %	32.4 %

Total 71/71 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

### Démographie des exploitations

#### Répartition de la population par classes d'âges et par sexes

Classes d'âges	Secteur de Kankan
H 0-7 ans	172
F 0-7 ans	143
H 8-14 ans	91
F 8-14 ans	77
H 15-24 ans	70
F 15-24 ans	87
H 25-65 ans	116
F 25-65 ans	129
H>65 ans	23
F>65 ans	25
<b>Total</b>	<b>933</b>

*Unités : années*

### [CULT\_BAFO] - Cultures bas-fonds

	Effectif	% sur total	%sur répondants
oui	17	23.9 %	23.9 %
non	54	76.1 %	76.1 %

Total 71/71 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

### [CULT\_COT] - Cultures Coteaux

	Effectif	% sur total	%sur répondants
oui	71	100.0 %	100.0 %

Total 71/71 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [CULT\_PLAIN] - Cultures plaine

	Effectif	% sur total	%sur répondants
oui	14	19.7 %	19.7 %
non	57	80.3 %	80.3 %
Total	71/71 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### [PRINC\_CULT] - Principales cultures pures

	Effectif	% sur total
Arach	39	54.9
Coton	38	53.5
Fonio	54	76.1
Haric	5	7.0
Igname	25	35.2
Maïs	36	50.7
Manioc	59	83.1
Mil/S	20	28.2
Riz	48	67.6
Sésam	1	1.4
Tabac	4	5.6
Verger	1	1.4
Aucune	1	1.4
P.douce	4	5.6

### [NBPARCUPUR] - Nombre de parcelles cultures pures

Parcelles	Effectif	% sur total	%sur répondants
de 0 à 0	1	1.4 %	1.4 %
de 1 à 2	7	9.9 %	9.9 %
de 3 à 4	24	33.8 %	33.8 %
de 5 à 6	17	23.9 %	23.9 %
de 7 à 8	15	21.1 %	21.1 %
de 9 à 10	4	5.6 %	5.6 %
de 11 à 12	3	4.2 %	4.2 %
Moyenne :	5.3	Ecart-Type :	2.4
Minimum :	0.0	Maximum :	12.0

### [NBPARCUASS] - Nombre de parcelles cultures associées

Parcelles	Effectif	% sur total	%sur répondants
0	25	35.2 %	35.2 %
1	24	33.8 %	33.8 %
2	10	14.1 %	14.1 %
3	5	7.0 %	7.0 %
4	3	4.2 %	4.2 %
5	3	4.2 %	4.2 %
6	1	1.4 %	1.4 %
Moyenne :	1.3	Ecart-Type :	1.4
Minimum :	0.0	Maximum :	6.0

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

### [TYPE\_MO] - Type de main d'oeuvre

	Effectif	% sur total
Familiale	65	91.5
Entraide	39	54.9
Salariée	40	56.3

### [BOEUFs] - Nombre de boeufs de labour

Boeufs	Effectif	% sur total	% sur répondants
0	37	52.1 %	52.1 %
1	5	7.0 %	7.0 %
2	23	32.4 %	32.4 %
3	1	1.4 %	1.4 %
4	3	4.2 %	4.2 %
6	2	2.8 %	2.8 %

Moyenne : 1.1 Ecart-Type : 1.4 Minimum : 0.0 Maximum : 6.0

### [PRODAGVEND] - Produits agricoles vendus

	Effectif	% sur total
Arach	28	39.4
Coton	26	36.6
Fonio	4	5.6
Igname	21	29.6
Maïs	6	8.5
Manioc	9	12.7
Mil/S	1	1.4
Riz	18	25.4
Sésam	4	5.6
Tabac	5	7.0
Aucune	9	12.7
P.douce	1	1.4

### [ACHPROAG] - Achat produits agricoles ?

	Effectif	% sur total	% sur répondants
oui	46	64.8 %	64.8 %
non	25	35.2 %	35.2 %

Total 71/71 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

### [QUELPRODAC] - Quels sont les produits agricoles achetés ?

	Effectif	% sur total
Arach	3	4.2
Fonio	9	12.7
Igname	1	1.4
Maïs	23	32.4
Manioc	17	23.9
Mil/S	5	7.0
Riz	18	25.4
Riz imp	8	11.3

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [EPOPROAC] - A quelle époque sont achetés les produits agricoles ?

	Effectif	% sur total
Janv	3	4.2
Fév	2	2.8
Mars	1	1.4
Avril	5	7.0
Mai	7	9.9
Juin	5	7.0
Juil	6	8.5
Août	25	35.2
Sept	15	21.1
Oct	1	1.4
Nov	2	2.8
Nrép	3	4.2

### [COTON] - Avez-vous fait du coton ?

	Effectif	% sur total	% sur répondants
oui	57	80.3 %	80.3 %
non	14	19.7 %	19.7 %

Total 71/71 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

### [QUANDCOTON] - Si oui, depuis quand avez vous fait du coton ?

Année départ	Effectif	% sur total	% sur répondants
N'ont pas répondu	14	19.7 %	
de 81 à 82	5	7.0 %	8.8 %
de 83 à 84	3	4.2 %	5.3 %
de 85 à 86	11	15.5 %	19.3 %
de 87 à 88	7	9.9 %	12.3 %
de 89 à 90	15	21.1 %	26.3 %
de 91 à 92	8	11.3 %	14.0 %
de 93 à 94	5	7.0 %	8.8 %
de 95 à 96	3	4.2 %	5.3 %

Moyenne : 88.5 Ecart-Type : 3.8 Minimum : 81.0 Maximum : 96.0

### [ABANDCOT] - Abandon coton ?

	Effectif	% sur total	% sur répondants
N'ont pas répondu	14	19.7 %	
oui	33	46.5 %	57.9 %
non	24	33.8 %	42.1 %

Total 57/71 questionnaires, soit 80.3 % de réponse

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

### [QUANDABAND] - Si oui, quand avez-vous abandonné le coton ?

Année abandon	Effectif	% sur total	% sur répondants
N'ont pas répondu	38	53.5 %	
de 86 à 86	1	1.4 %	3.0 %
de 87 à 88	2	2.8 %	6.1 %
de 89 à 90	4	5.6 %	12.1 %
de 91 à 92	5	7.0 %	15.2 %
de 93 à 94	10	14.1 %	30.3 %
de 95 à 96	11	15.5 %	33.3 %

Moyenne : 92.9 Ecart-Type : 2.8 Minimum : 86.0 Maximum : 96.0

### [RAISABAND] - Quelles sont les raisons de l'abandon du coton ?

	Effectif	% sur total
Ttrav	9	12.7
Adéquies	2	2.8
Moyens	8	11.3
Dettes	1	1.4
Achat	1	1.4
Voyage	1	1.4
Maladie	3	4.2
Divers	1	1.4
Pas rent	12	16.9

### [AVANTCOT] - Avantages de la culture du coton

	Effectif	% sur total
Argent	40	56.3
Aeffets	6	8.5
Infrast	4	5.6
Crédits	18	25.4
Divers	2	2.8
Nrép	9	12.7
Amtech	6	8.5
Aucun	9	12.7

### [INCONVCOT] - Inconvénients de la culture du coton

	Effectif	% sur total
Ttrav	38	53.5
Adéquies	1	1.4
Moyens	7	9.9
Viv/cot	10	14.1
Dettes	1	1.4
Achat	2	2.8
Divers	1	1.4
Nrép	6	8.5
Pas rent	8	11.3
Aucun	16	22.5



## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [COTANPROCH] - Coton l'année prochaine ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
oui	38	53.5 %	53.5 %
non	33	46.5 %	46.5 %
Total	71/71 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### [RAISOU] - Pourquoi oui ?

	Effectif	% sur total
Argent	31	43.7
Aeffets	2	2.8
Infrast	2	2.8
Crédits	7	9.9
Divers	3	4.2
Nrép	3	4.2

### [RAISON] - Pourquoi non ?

	Effectif	% sur total
Ttrav	10	14.1
Adéquies	1	1.4
Moyens	10	14.1
Viv/cot	1	1.4
Dette	1	1.4
Achat	1	1.4
Divers	1	1.4
Nrép	3	4.2
Pas rent	11	15.5

### [CULTRAPARG] - Quelles cultures par rapport au coton rapportent beaucoup d'argent ?

	Effectif	% sur total
Arach	24	33.8
Haric	1	1.4
Igname	26	36.6
Maïs	2	2.8
Manioc	6	8.5
Riz	23	32.4
Sésam	1	1.4
Tabac	2	2.8
Aucune	5	7.0

### [PLUSARG] - Est-ce-que ces cultures vous rapportent plus d'argent que le coton ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
oui	48	67.6 %	67.6 %
non	21	29.6 %	29.6 %
Nrép	2	2.8 %	2.8 %
Total	71/71 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [GROUPEMENT] - Faites-vous partie d'un groupement ?

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
oui	37	52.1 %	52.1 %
non	34	47.9 %	47.9 %
Total	71/71 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### [TYPE\_GROUP] - Si oui, quel type de groupement ?

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
N'ont pas répondu	34	47.9 %	
Coton	31	43.7 %	83.8 %
Éleveurs	2	2.8 %	5.4 %
Maraîchers	1	1.4 %	2.7 %
Autres	3	4.2 %	8.1 %
Total	37/71 questionnaires, soit 52.1 % de réponse		

### [BUREAUGROU] - Si oui, faites-vous partie du bureau du groupement ?

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
N'ont pas répondu	34	47.9 %	
oui	21	29.6 %	56.8 %
non	16	22.5 %	43.2 %
Total	37/71 questionnaires, soit 52.1 % de réponse		

### [FONC\_GROU] - Que pensez-vous du fonctionnement du groupement ?

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
N'ont pas répondu	34	47.9 %	
Bon	26	36.6 %	70.3 %
Mauvais	8	11.3 %	21.6 %
Sans opinion	3	4.2 %	8.1 %
Total	37/71 questionnaires, soit 52.1 % de réponse		

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [MEMB\_GROU] - Souhaitez-vous rester membre du groupement ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	34	47.9 %	
oui	29	40.8 %	78.4 %
non	8	11.3 %	21.6 %
Total	37/71 questionnaires, soit 52.1 % de réponse		

### [ACTEXTAGR] - Y-a-t'il des personnes qui ont des activités extra-agricoles ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
oui	20	28.2 %	28.2 %
non	51	71.8 %	71.8 %
Total	71/71 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### [ACTIVITES] - Quelles sont ces activités extra-agricoles ?

	Effectif	% sur total
Artisanat	4	5.6
Commerce	8	11.3
Emigration	1	1.4
Mines	1	1.4
Divers	8	11.3

### [NB\_PER] - Combien de personnes exercent ces activités ?

Personnes	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	51	71.8 %	
1	15	21.1 %	75.0 %
2	2	2.8 %	10.0 %
3	2	2.8 %	10.0 %
Moyenne : 1.6 Ecart-Type : 1.2 Minimum : 1.0 Maximum : 6.0			

### [ACTRAPARG] - Quelle activité extra-agricole rapporte le plus d'argent ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	51	71.8 %	
Commerce	10	14.1 %	50.0 %
Mines	2	2.8 %	10.0 %
Divers	2	2.8 %	10.0 %
Nrép	3	4.2 %	15.0 %
Aucune	3	4.2 %	15.0 %
Total	20/71 questionnaires, soit 28.2 % de réponse		

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

### [ACTIVITE] - Activité

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Artisanat	4	18.2 %	18.2 %
Commerce	8	36.4 %	36.4 %
Emigration	1	4.5 %	4.5 %
Mines	1	4.5 %	4.5 %
Divers	8	36.4 %	36.4 %
Total	22/22 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### [QUANDACT] - Quand exercez-vous ces activités ?

	Effectif	% sur total
Saison sèche	8	36.4
Année	14	63.6

### [ABSENT] - Absent ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Saison sèche	3	13.6 %	13.6 %
Saison pluie	3	13.6 %	13.6 %
Année	6	27.3 %	27.3 %
Pas absent	10	45.5 %	45.5 %
Total	22/22 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### [NB\_PERS] - Nombre de personnes concernées ?

Personnes	Effectif	% sur total	%sur répondants
1	18	81.8 %	81.8 %
2	2	9.1 %	9.1 %
3	1	4.5 %	4.5 %
6	1	4.5 %	4.5 %
Moyenne : 1.4 Ecart-Type : 1.1 Minimum : 1.0 Maximum : 6.0			

### [NIV\_EQUIP] - Niveau d'équipement ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Non équipé	43	60.6 %	60.6 %
Un attelage	23	32.4 %	32.4 %
Deux attelages ou plus	5	7.0 %	7.0 %
Total	71/71 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

### [EQUIPT] - Nature de l'équipement

---

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Charrue	28	53.8 %	53.8 %
Herse	14	26.9 %	26.9 %
Multiculteur	7	13.5 %	13.5 %
Semoir	3	5.8 %	5.8 %
Total	52/52 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### [NB\_EQUIP] - Nombre équipements

---

Equipement	Effectif	% sur total	%sur répondants
1	38	73.1 %	73.1 %
2	12	23.1 %	23.1 %
3	2	3.8 %	3.8 %

Moyenne : 1.3 Ecart-Type : 0.5 Minimum : 1.0 Maximum : 3.0

Principaux résultats de l'enquête agro-économique dans le secteur de Mandiana

**[ZONE\_PCK] - Zone du PCK**

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Kinieran	6	17.1 %	17.1 %
Sankarani Nord	11	31.4 %	31.4 %
Sankarani Sud	18	51.4 %	51.4 %
Total	35/35 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

**[SOUSPREF] - Sous-Préfecture**

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Dialakoro	5	14.3 %	14.3 %
Faralako	11	31.4 %	31.4 %
Kantoumanina	7	20.0 %	20.0 %
Kinieran	1	2.9 %	2.9 %
Saladou	11	31.4 %	31.4 %
Total	35/35 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

**[VILLAGE] - Village**

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Timbakouna	11	31.4 %	31.4 %
Youlola	7	20.0 %	20.0 %
Maltoumanina	11	31.4 %	31.4 %
Konkoye	5	14.3 %	14.3 %
Boroboro	1	2.9 %	2.9 %
Total	35/35 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

**[AGE] - Age du chef d'exploitation**

ans	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
de 25 à 30	3	8.6 %	8.8 %
de 31 à 37	4	11.4 %	11.8 %
de 38 à 44	9	25.7 %	26.5 %
de 45 à 51	6	17.1 %	17.6 %
de 52 à 58	5	14.3 %	14.7 %
de 59 à 65	4	11.4 %	11.8 %
de 66 à 72	3	8.6 %	8.8 %
Moyenne : 47.1 Ecart-Type : 12.4 Minimum : 25.0 Maximum : 72.0			

**[CLANFONDVI] - Faites-vous partie du clan fondateur du village ?**

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
oui	21	60.0 %	61.8 %
non	13	37.1 %	38.2 %
Total	34/35 questionnaires, soit 97.1 % de réponse		

**Démographie des exploitations**

**Répartition de la population par classes d'âges et par sexes**

<b>Classes d'âges</b>	<b>Secteur de Mandiana</b>
<b>H 0-7 ans</b>	76
<b>F 0-7 ans</b>	69
<b>H 8-14 ans</b>	38
<b>F 8-14 ans</b>	21
<b>H 15-24 ans</b>	38
<b>F 15-24 ans</b>	19
<b>H 25-65 ans</b>	54
<b>F 25-65 ans</b>	50
<b>H&gt;65 ans</b>	5
<b>F&gt;65 ans</b>	1
<b>Total</b>	371

*Unités : années*

---

**[CULT\_BAFO] - Cultures bas-fonds**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
oui	8	22.9 %	23.5 %
non	26	74.3 %	76.5 %
<b>Total</b>	34/35 questionnaires, soit 97.1 % de réponse		

---

**[CULT\_COT] - Cultures Coteaux**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
oui	34	97.1 %	100.0 %
<b>Total</b>	34/35 questionnaires, soit 97.1 % de réponse		

---

**[CULT\_PLAIN] - Cultures plaine**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
oui	2	5.7 %	5.9 %
non	32	91.4 %	94.1 %
<b>Total</b>	34/35 questionnaires, soit 97.1 % de réponse		

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [CULT\_PRINC] - Principales cultures pures

	Effectif	% sur total
Arach	30	85.7
Coton	26	74.3
Fonio	12	34.3
Igname	1	2.9
Maïs	33	94.3
Manioc	17	48.6
Mil/S	26	74.3
Riz	19	54.3

### [NBPARCUPUR] - Nombre de parcelles cultures pures

Parcelles	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
de 3 à 4	14	40.0 %	41.2 %
de 5 à 6	13	37.1 %	38.2 %
de 7 à 8	4	11.4 %	11.8 %
de 9 à 10	3	8.6 %	8.8 %
Moyenne :	5.3	Ecart-Type :	1.7
Minimum :	3.0	Maximum :	10.0

### [NBPARCUASS] - Nombre de parcelles cultures associées

Parcelles	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
0	20	57.1 %	58.8 %
1	12	34.3 %	35.3 %
2	2	5.7 %	5.9 %
Moyenne :	0.5	Ecart-Type :	0.6
Minimum :	0.0	Maximum :	2.0

### [TYPE\_MO] - Type de main d'oeuvre

	Effectif	% sur total
Familiale	34	97.1
Entraide	7	20.0
Salariée	15	42.9

### [BOEUFS] - Nombre de boeufs de labour

Boeufs	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
0	11	31.4 %	32.4 %
2	17	48.6 %	50.0 %
4	5	14.3 %	14.7 %
6	1	2.8 %	2.9 %
Moyenne :	1.8	Ecart-Type :	1.5
Minimum :	0.0	Maximum :	6.0



## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [PRODAGVEND] - Produits agricoles vendus

	Effectif	% sur total
Arach	24	68.6
Coton	21	60.0
Maïs	7	20.0
Manioc	2	5.7
Mil/S	4	11.4
Riz	7	20.0
Tabac	1	2.9

### [ACHPROAG] - Achat produits agricoles ?

	Effectif	% sur total	% sur répondants
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
oui	27	77.1 %	79.4 %
non	7	20.0 %	20.6 %
Total	34/35 questionnaires, soit 97.1 % de réponse		

### [QUELPROAC] - Quels sont les produits agricoles achetés ?

	Effectif	% sur total
Arach	9	25.7
Maïs	18	51.4
Manioc	2	5.7
Mil/S	4	11.4
Riz	15	42.9
Riz imp	2	5.7

### [EPOPRODAC] - A quelle époque sont achetés les produits agricoles ?

	Effectif	% sur total
Fév	1	2.9
Mars	1	2.9
Avril	7	20.0
Mai	7	20.0
Juin	1	2.9
Juil	3	8.6
Août	6	17.1
Sept	2	5.7
Nov	1	2.9
Nrép	1	2.9

### [COTON] - Avez-vous fait du coton ?

	Effectif	% sur total	% sur répondants
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
oui	31	88.6 %	91.2 %
non	3	8.6 %	8.8 %
Total	34/35 questionnaires, soit 97.1 % de réponse		

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [QUANDCOTON] - Si oui, depuis quand avez vous fait du coton ?

Année départ	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	4	11.4 %	
de 82 à 83	3	8.6 %	9.7 %
de 84 à 85	3	8.6 %	9.7 %
de 86 à 87	3	8.6 %	9.7 %
de 88 à 89	7	20.0 %	22.6 %
de 90 à 91	11	31.4 %	35.5 %
de 92 à 93	4	11.4 %	12.9 %
Moyenne : 88.6 Ecart-Type : 3.0 Minimum : 82.0 Maximum : 93.0			

### [ABANDCOT] - Abandon coton ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	4	11.4 %	
oui	15	42.9 %	48.4 %
non	16	45.7 %	51.6 %
Total 31/35 questionnaires, soit 88.6 % de réponse			

### [QUANDABAND] - Si oui, quand avez-vous abandonné le coton ?

Année abandon	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	20	57.1 %	
92	1	2.9 %	6.7 %
93	5	14.3 %	33.3 %
94	4	11.4 %	26.7 %
95	1	2.9 %	6.7 %
96	4	11.4 %	26.7 %
Moyenne : 94.1 Ecart-Type : 1.3 Minimum : 92.0 Maximum : 96.0			

### [RAISABAND] - Quelles sont les raisons de l'abandon du coton ?

	Effectif	% sur total
Moyens	6	17.1
Dette	4	11.4
Voyage	1	2.9
Maladie	2	5.7
Divers	1	2.9
Nrép	1	2.9
Pas rent	2	5.7

### [AVANTCOT] - Avantages de la culture du coton

	Effectif	% sur total
Argent	22	62.9
Aeffets	1	2.9
Infrast	1	2.9
Crédits	13	37.1
Nrép	3	8.6
Amtech	1	2.9
Kcom	1	2.9
Aucun	3	8.6

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [INCONVCOT] - Inconvénients de la culture du coton

	Effectif	% sur total
Ttrav	20	57.1
Dherb	1	2.9
Adèques	1	2.9
Moyens	5	14.3
Viv/cot	3	8.6
Dette	1	2.9
Nrép	2	5.7
Pas rent	5	14.3
Aucun	4	11.4

### [COTANPROCH] - Coton l'année prochaine ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
oui	24	68.6 %	70.6 %
non	10	28.6 %	29.4 %
Total	34/35 questionnaires, soit 97.1 % de réponse		

### [RAISOU] - Pourquoi oui ?

	Effectif	% sur total
Argent	16	45.7
Aeffets	1	2.9
Crédits	11	31.4
n-1	2	5.7

### [RAISON] - Pourquoi non ?

	Effectif	% sur total
Ttrav	1	2.9
Moyens	3	8.6
Viv/cot	1	2.9
Dette	1	2.9
Maladie	1	2.9
Divers	1	2.9
Pas rent	3	8.6

### [CULTRAPARG] - Quelles cultures par rapport au coton rapportent beaucoup d'argent ?

	Effectif	% sur total
Arach	21	60.0
Igname	1	2.9
Maïs	1	2.9
Manioc	1	2.9
Riz	6	17.1
Tabac	1	2.9
Aucune	6	17.1

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### **[PLUSARG] - Est-ce-que ces cultures vous rapportent plus d'argent que le coton ?**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
oui	17	48.6 %	50.0 %
non	14	40.0 %	41.2 %
Nrép	3	8.6 %	8.8 %
Total	34/35 questionnaires, soit 97.1 % de réponse		

### **[GROUPEMENT] - Faites-vous partie d'un groupement ?**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
oui	25	71.4 %	73.5 %
non	9	25.7 %	26.5 %
Total	34/35 questionnaires, soit 97.1 % de réponse		

### **[TYPE\_GROUP] - Si oui, quel type de groupement ?**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
N'ont pas répondu	10	28.6 %	
Coton	20	57.1 %	80.0 %
Eleveurs	1	2.9 %	4.0 %
Autres	4	11.4 %	16.0 %
Total	25/35 questionnaires, soit 71.4 % de réponse		

### **[BUREAUGROU] - Si oui, faites-vous partie du bureau du groupement ?**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
N'ont pas répondu	10	28.6 %	
oui	10	28.6 %	40.0 %
non	15	42.9 %	60.0 %
Total	25/35 questionnaires, soit 71.4 % de réponse		

### **[FONC\_GROU] - Que pensez-vous du fonctionnement du groupement ?**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
N'ont pas répondu	10	28.6 %	
Bon	20	57.1 %	80.0 %
Mauvais	2	5.7 %	8.0 %
Sans opinion	3	8.6 %	12.0 %
Total	25/35 questionnaires, soit 71.4 % de réponse		

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [MEMB\_GROU] - Souhaitez-vous rester membre du groupement ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	10	28.6	
oui	22	62.9 %	88.0 %
non	3	8.6 %	12.0 %
Total	25/35 questionnaires, soit 71.4 % de réponse		

### [ACTEXTAGR] - Y-a-t'il des personnes qui ont des activités extra-agricoles ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
oui	13	37.1 %	38.2 %
non	21	60.0 %	61.8 %
Total	34/35 questionnaires, soit 97.1 % de réponse		

### [ACTIVITES] - Quelles sont ces activités extra-agricoles ?

	Effectif	% sur total
Artisanat	6	17.1
Commerce	3	8.6
Mines	1	2.9
Divers	4	11.4

### [NB\_PER] - Combien de personnes exercent ces activités ?

Personnes	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	22	62.9 %	
	13	37.1 %	100.0 %
Moyenne : 1.0 Ecart-Type : 0.0 Minimum : 1.0 Maximum : 1.0			

### [ACTRAPARG] - Quelle activité extra-agricole rapporte le plus d'argent ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	22	62.9 %	
Artisanat	3	8.6 %	23.1 %
Commerce	2	5.7 %	15.4 %
Divers	1	2.9 %	7.7 %
Nrép	5	14.3 %	38.5 %
Aucune	2	5.7 %	15.4 %
Total	13/35 questionnaires, soit 37.1 % de réponse		

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [ACTIVITE] - Activité

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Artisanat	5	38.5 %	38.5 %
Commerce	3	23.1 %	23.1 %
Mines	1	7.7 %	7.7 %
Divers	4	30.8 %	30.8 %
Total	13/13 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### [QUANDACT] - Quand exercez-vous ces activités ?

	Effectif	% sur total
Saison sèche	2	15.4 %
N/Rép	1	7.7 %
Année	10	76.9 %

### [ABSENT] - Absent ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Année	7	53.8 %	53.8 %
Pas absent	6	46.2 %	46.2 %

Total 13/13 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

### [NB\_PERS] - Nombre de personnes concernées

Personnes	Effectif	% sur total	%sur répondants
1	13	100.0 %	100.0 %

Total 13/13 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

Moyenne : 1.0 Ecart type : 0.0 Minimum : 1.0 Maximum : 1.0

### [NIV\_EQUIP] - Niveau d'équipement ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	1	2.9 %	
Non équipé	14	40.0 %	41.2 %
Un attelage	14	40.0 %	41.2 %
Deux attelages ou plus	6	17.1 %	17.6 %

Total 34/35 questionnaires, soit 97.1 % de réponse

### [EQUIP] - Nature de l'équipement

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Buteur	1	3.6 %	3.6 %
Charrue	20	71.4 %	71.4 %
Herse	4	14.3 %	14.3 %
Multicultureur	3	10.7 %	10.7 %

Total 28/28 questionnaires, soit 100 % de réponse

**[NB\_EQUIP] - Nombre équipement**

<b>Équipement</b>	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
1	19	67.9 %	67.9%
2	7	25.0 %	25.0 %
3	2	7.1 %	7.1 %

Moyenne : 1.4    Ecart type : 0.6    Minimum : 1.0    Maximum : 3.0

Principaux résultats de l'enquête agro-économique dans le secteur de Siguri

---

[ZONE\_PCK] - Zone du PCK

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Bankon	5	20.0 %	20.0 %
Niandankoro	4	16.0 %	16.0 %
Niagassola	7	28.0 %	28.0 %
Naboun	9	36.0 %	36.0 %
Total	25/25 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

---

[SOUSPREF] - Sous-Préfecture

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Doko	12	48.0 %	48.0 %
Kiniebakoura	4	16.0 %	16.0 %
Franwalia	9	36.0 %	36.0 %
Total	25/25 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

---

[VILLAGE] - Village

	Effectif	% sur total	%sur répondants
Kamaya	9	36.0 %	36.0 %
Oudoula	7	28.0 %	28.0 %
Soumbarakoba	5	20.0 %	20.0 %
Karakoro	4	16.0 %	16.0 %
Total	25/25 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

---

[AGE] - Age du chef d'exploitation

ans	Effectif	% sur total	%sur répondants
de 29 à 34	4	16.0 %	16.0 %
de 35 à 44	5	20.0 %	20.0 %
de 45 à 54	10	40.0 %	40.0 %
de 55 à 64	1	4.0 %	4.0 %
de 65 à 74	3	12.0 %	12.0 %
de 75 à 84	2	8.0 %	8.0 %
Moyenne : 49.9 Ecart-Type : 14.2 Minimum : 29.0 Maximum : 84.0			

---

[CLANFONDVI] - Faites-vous partie du clan fondateur du village ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
oui	20	80.0 %	80.0 %
non	5	20.0 %	20.0 %
Total	25/25 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		



**Démographie des exploitations**

**Répartition de la population par classes d'âges et par sexes**

<b>Classes d'âges</b>	<b>Secteur de Siguiri</b>
<b>H 0-7 ans</b>	84
<b>F 0-7 ans</b>	92
<b>H 8-14 ans</b>	49
<b>F 8-14 ans</b>	35
<b>H 15-24 ans</b>	39
<b>F 15-24 ans</b>	31
<b>H 25-65 ans</b>	74
<b>F 25-65 ans</b>	87
<b>H&gt;65 ans</b>	12
<b>F&gt;65 ans</b>	17
<b>Total</b>	520

*Unités : années*

---

**[CULT\_BAFO] - Cultures bas-fonds**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
oui	14	56.0 %	56.0 %
non	11	44.0 %	44.0 %

Total 25/25 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

---

**[CULT\_COT] - Cultures Coteaux**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
oui	25	100.0 %	100.0 %
non	0	0.0 %	0.0 %

Total 25/25 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

---

**[CULT\_PLAIN] - Cultures plaine**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
oui	6	24.0 %	24.0 %
non	19	76.0 %	76.0 %

Total 25/25 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [PRINC\_CULT] - Principales cultures pures

	Effectif	% sur total
Arach	18	72.0
Coton	18	72.0
Fonio	3	12.0
Igname	3	12.0
Maïs	21	84.0
Manioc	5	20.0
Maraic	1	4.0
Mil/S	14	56.0
Riz	17	68.0
Tabac	2	8.0
Verger	2	8.0
Divers	1	4.0
P.douce	1	4.0

### [NBPARCUPUR] - Nombre de parcelles cultures pures

Parcelles	Effectif	% sur total	%sur répondants	
de 2 à 3	7	28.0 %	28.0 %	
de 4 à 5	6	24.0 %	24.0 %	
de 6 à 7	6	24.0 %	24.0 %	
de 8 à 9	3	12.0 %	12.0 %	
de 10 à 11	2	8.0 %	8.0 %	
de 12 à 13	1	4.0 %	4.0 %	
Moyenne :	5.6	Ecart-Type :	2.9	
	Minimum :	2.0	Maximum :	13.0

### [NBPARCUASS] - Nombre de parcelles cultures associées

Parcelles	Effectif	% sur total	%sur répondants	
0	15	60.0 %	60.0 %	
1	8	32.0 %	32.0 %	
2	2	8.0 %	8.0 %	
Moyenne :	0.5	Ecart-Type :	0.6	
	Minimum :	0.0	Maximum :	2.0

### [TYPE\_MO]

	Effectif	% sur total
Familiale	25	100.0
Entraide	10	40.0
Salariée	16	64.0

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [BOEUFS] - Nombre de boeufs de labour

Boeufs	Effectif	% sur total	%sur répondants
0	10	40.0 %	40.0 %
1	2	8.0 %	8.0 %
2	5	20.0 %	20.0 %
4	6	24.0 %	24.0 %
5	2	8.0 %	8.0 %

Moyenne : 1.8 Ecart-Type : 1.8 Minimum : 0.0 Maximum : 5.0

### [PRODAGVEND] - Produits agricoles vendus

	Effectif	% sur total
Arach	15	60.0
Coton	8	32.0
Haric	2	8.0
Igname	1	4.0
Maïs	6	24.0
Manioc	1	4.0
Maraic	1	4.0
Mil/S	1	4.0
Riz	10	40.0
P.douce	1	4.0

### [ACHPROAG] - Achat produits agricoles ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
oui	20	80.0 %	80.0 %
non	5	20.0 %	20.0 %

Total 25/25 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

### [QUELPRODAC] - Quels sont les produits agricoles achetés ?

	Effectif	% sur total
Arach	2	8.0
Maïs	18	72.0
Manioc	3	12.0
Mil/S	12	48.0
Riz	5	20.0
Riz imp	4	16.0

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

### [EPOPROAC] - A quelle époque sont achetés les produits agricoles ?

	Effectif	% sur total
Janv	1	4.0
Fév	1	4.0
Mars	1	4.0
Mai	1	4.0
Juin	3	12.0
Juil	9	36.0
Août	14	56.0
Sept	8	32.0
Nov	3	12.0
Déc	3	12.0

### [COTON] - Avez-vous fait du coton ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
oui	19	76.0 %	76.0 %
non	6	24.0 %	24.0 %

Total 25/25 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

### [QUANDCOTON] - Si oui, depuis quand avez vous fait du coton ?

Année départ	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	6	24.0 %	
de 80 à 80	1	4.0 %	5.3 %
de 81 à 83	2	8.0 %	10.5 %
de 84 à 86	3	12.0 %	15.8 %
de 87 à 89	8	32.0 %	42.1 %
de 90 à 92	3	12.0 %	15.8 %
de 93 à 95	2	8.0 %	10.5 %

Moyenne : 87.5 Ecart-Type : 3.8 Minimum : 80.0 Maximum : 95.0

### [ABANDCOT] - Abandon coton ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	6	24.0 %	
oui	5	20.0 %	26.3 %
non	14	56.0 %	73.7 %

Total 19/25 questionnaires, soit 76.0 % de réponse

### [QUANDABAND] - Si oui, quand avez-vous abandonné le coton ?

Année abandon	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	20	80.0 %	
93	2	8.0 %	40.0 %
94	1	4.0 %	20.0 %
95	2	8.0 %	40.0 %

Moyenne : 94.0 Ecart-Type : 0.9 Minimum : 93.0 Maximum : 95.0

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [RAISABAN] - Quelles sont les raisons de l'abandon du coton ?

	Effectif	% sur total
Moyens	1	4.0
Achat	1	4.0
Voyage	3	12.0

### [AVANTCOT] - Avantages de la culture du coton

	Effectif	% sur total
Argent	17	68.0
Aeffets	6	24.0
Infrast	2	8.0
Crédits	9	36.0
Nrép	6	24.0
Amtech	2	8.0
Kcom	1	4.0
Aucun	1	4.0

### [INCONVCOT] - Inconvénients de la culture du coton

	Effectif	% sur total
Ttrav	2	8.0
Dherb	1	4.0
Adèques	1	4.0
Moyens	2	8.0
Dette	1	4.0
Nrép	5	20.0
Aucun	15	60.0

### [COTANPROCH] - Coton l'année prochaine ?

	Effectif	% sur total	% sur répondants
oui	19	76.0 %	76.0 %
non	6	24.0 %	24.0 %
Total	25/25 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### [RAISOUI] - Pourquoi oui ?

	Effectif	% sur total
Argent	15	60.0
Aeffets	6	24.0
Infrast	2	8.0
Crédits	9	36.0
n-1	1	4.0
Am tech	1	4.0

### [RAISNON] - Pourquoi non ?

	Effectif	% sur total
Ttrav	3	12.0
Moyens	2	8.0
Viv/cot	1	4.0
Divers	1	4.0
Nrép	1	4.0

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

---

### [CULTRAPARG] - Quelles cultures par rapport au coton rapportent beaucoup d'argent ?

	Effectif	% sur total
Arach	14	56.0
Haric	1	4.0
Maïs	6	24.0
Manioc	1	4.0
Maraic	1	4.0
Riz	6	24.0
Tabac	1	4.0
Aucune	1	4.0

### [PLUSARG] - Est-ce-que ces cultures vous rapportent plus d'argent que le coton ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
oui	10	40.0 %	40.0 %
non	14	56.0 %	56.0 %
Nrép	1	4.0 %	4.0 %
Total	25/25 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### [GROUPEMENT] - Faites-vous partie d'un groupement ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
oui	15	60.0 %	60.0 %
non	10	40.0 %	40.0 %
Total	25/25 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### [TYPE\_GROUP] - Si oui, quel type de groupement ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	10	40.0 %	
Coton	14	56.0 %	93.3 %
Eleveurs	1	4.0 %	6.7 %
Total	15/25 questionnaires, soit 60.0 % de réponse		

### [BUREAUGROU] - Si oui, faites-vous partie du bureau du groupement ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	10	40.0 %	
oui	5	20.0 %	33.3 %
non	10	40.0 %	66.7 %
Total	15/25 questionnaires, soit 60.0 % de réponse		

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [FONC\_GROU] - Que pensez-vous du fonctionnement du groupement ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	10	40.0 %	
Bon	14	56.0 %	93.3 %
Sans opinion	1	4.0 %	6.7 %
Total	15/25 questionnaires, soit 60.0 % de réponse		

### [MEMB\_GROU] - Souhaitez-vous rester membre du groupement ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	10	40.0 %	
oui	15	60.0 %	100.0 %
Total	15/25 questionnaires, soit 60.0 % de réponse		

### [ACTEXTAGR] - Y-a-t'il des personnes qui ont des activités extra-agricoles ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
oui	19	76.0 %	76.0 %
non	6	24.0 %	24.0 %
Total	25/25 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### [ACTIVITES] - Quelles sont ces activités extra-agricoles ?

	Effectif	% sur total
Artisanat	2	8.0
Commerce	4	16.0
Mines	14	56.0
Divers	1	4.0

Remarque : l'activité dans les mines est importante.

### [NB\_PER] - Combien de personnes exercent ces activités ?

Personnes	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	6	24.0 %	
de 1 à 4	13	52.0 %	68.4 %
de 5 à 8	2	8.0 %	10.5 %
de 17 à 20	2	8.0 %	10.5 %
de 21 à 24	2	8.0 %	10.5 %
Moyenne : 6.6 Ecart-Type : 7.9 Minimum : 1.0 Maximum : 24.0			

### [ACTRAPARG] - Quelle activité extra-agricole rapporte le plus d'argent ?

	Effectif	% sur total	%sur répondants
N'ont pas répondu	6	24.0 %	
Commerce	3	12.0 %	15.8 %
Mines	7	28.0 %	36.8 %
Nrép	5	20.0 %	26.3 %
Aucune	4	16.0 %	21.1 %
Total	19/25 questionnaires, soit 76.0 % de réponse		

## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### **[ACTIVITE] - Activité**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
Artisanat	2	9.5 %	9.5 %
Commerce	4	19.0 %	19.0 %
Mines	14	66.7 %	66.7 %
Divers	1	4.8 %	4.8 %
Total	21/21 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### **[QUANDACT] - Quand exercez-vous ces activités ?**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>
Saison sèche	17	81.0
Année	3	14.3

### **[ABSENT] - Absent ?**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
Saison sèche	16	76.2 %	76.2 %
Année	2	9.5 %	9.5 %
Pas absent	3	14.3 %	14.3 %
Total	21/21 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		

### **[NB\_PERS] - Nombre de personnes concernées ?**

<b>Personnes</b>	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
de 1 à 4	15	71.4 %	71.4 %
de 5 à 8	2	9.5 %	9.5 %
de 17 à 20	2	9.5 %	9.5 %
de 21 à 24	2	9.5 %	9.5 %
Moyenne : 6.0 Ecart-Type : 7.7 Minimum : 1.0 Maximum : 24.0			

### **[NIV\_EQUIP] - Niveau d'équipement ?**

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
Non équipé	12	48.0 %	48.0 %
Un attelage	6	24.0 %	24.0 %
Deux attelages ou plus	7	28.0 %	28.0 %
Total	25/25 questionnaires, soit 100.0 % de réponse		



## Stratégies des producteurs agricoles dans la zone cotonnière de la Haute-Guinée

### [EQUIPT] - Nature de l'équipement

	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
Buteur	3	10.0 %	10.0 %
Charrette	2	6.7 %	6.7 %
Charrue	13	43.3 %	43.3 %
Herse	5	16.7 %	16.7 %
Multiculteur	4	13.3 %	13.3 %
Semoir	2	6.7 %	6.7 %
Autres	1	3.3 %	3.3 %

Total 30/30 questionnaires, soit 100.0 % de réponse

### [NB\_EQUIP] - Nombre équipements

<b>Equipement</b>	<b>Effectif</b>	<b>% sur total</b>	<b>%sur répondants</b>
1	16	53.3 %	53.3 %
2	11	36.7 %	36.7 %
3	2	6.7 %	6.7 %
4	1	3.3 %	3.3 %

Moyenne : 1.6 Ecart-Type : 0.8 Minimum : 1.0 Maximum : 4.0

## 2/ QUESTIONNAIRES

enquêteur :  
date :

sous-préfecture :  
zone :  
village :  
encadreur PCK :

### RECENSEMENT DES EXPLOITATIONS COTONNIERES

Nom et prénom du chef de famille	Age	Population			Equipement			Coton année 199.						
		T	H	F	A	B	C	2	3	4	5	6	7	

T : total      H : hommes      F : femmes

### RECENSEMENT DES EXPLOITATIONS NON COTONNIERES

Nom et prénom du chef de famille	Age	Population			Equipement		
		T	H	F	A	B	C

T : total      H : hommes      F : femmes

## QUESTIONNAIRE AU NIVEAU DE L'EXPLOITATION

### 1. Composition de la famille élargie

- 1 a. Quel est votre nom (nom et prénom) ?
- b. Quel âge avez-vous ?

*Remarque: question n ° 2 pas poser tout de suite, mais plus tard dans la conversation*

- 2 a. A quel clan appartenez-vous ?
- b. Est-ce-que ce clan fait partie des clans fondateurs du village ?
3. Combien de personnes avez vous en charge, vous inclus ?
4. Quelle est la composition de la famille ? (voir tableau 1)

**Tableau 1 : Composition de la famille**

0 - 7 ans	8 - 14 ans	15 - 24 ans	25 - 65 ans	> 65 ans	total
M F	M F	M F	M F	M F	

M: masculin, F: féminin

### 2. Agriculture

5. Sur quels types de terroirs cultivez-vous ?
  - coteaux : oui / non
  - bas-fonds : oui / non
  - plaine : oui / non
6. Quelles sont les principales cultures pratiquées ? (voir tableau 2).

**Tableau 2: Principales cultures (surface et production)**

Cultures pures	Nombre de parcelles	Surface totale (hectare)	Production 1995/1996
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			

Cultures associées		Nombre de parcelles	Surface (hectare)	Production 1995/1996
Première	Deuxième			
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				

7. Quel est le calendrier des cultures que vous pratiquez, c'est-à-dire, quel est l'ordre du semis et de la récolte parmi les cultures ? (voir tableau 3).

**Tableau 3 : Calendrier agricole (première culture à semer, deuxième culture à semer, etc; première culture à récolter, deuxième culture à récolter, etc.)**

	<b>1.</b>	<b>2.</b>	<b>3.</b>	<b>4.</b>	<b>5.</b>
<b>semis</b>					
<b>récolte</b>					
	<b>6.</b>	<b>7.</b>	<b>8.</b>	<b>9.</b>	<b>10.</b>
<b>semis</b>					
<b>récolte</b>					

8. Quel type de main-d'oeuvre utilisez-vous ?

familiale : oui / non

entraide : oui / non

salariée : oui / non

9 a. Combien de boeufs de labour avez-vous ?

b. Qu'est-ce-que vous avez comme équipement ? (voir tableau 4).

**Tableau 4 : Equipement**

<b>Nature</b>	<b>Nombre</b>	<b>Observations</b>
<b>1.</b>		
<b>2.</b>		
<b>3.</b>		
<b>4.</b>		

10a. Quelles sont les principaux produits agricoles de vente ?

b. Quels produits agricoles avez-vous déjà vendus cette campagne ? (voir tableau 5).

**Tableau 5 : Principaux produits agricoles de vente (1996)**

Produit agricole	Quantité vendue	Recette	Epoque
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			

- 11 a. Achetez-vous aussi des produits agricoles ?  
 b. Si oui, lesquels ?  
 c. Si oui, à quelle époque de l'année ?
- 12 a. Est-ce qu'il y a eu des changements dans vos pratiques agricoles ?  
 b. Si oui, quelle est la différence ?  
 c. Si oui, pourquoi il y a eu ce changement ?

### 3. Culture cotonnière

13. Depuis quand vous faites du coton ?
- 14 a. Avez-vous abandonné le coton entre-temps ?  
 b. Si oui, quand ?  
 c. Si oui, pourquoi ?
15. Quels sont les avantages de la culture du coton ?
16. Quels sont les inconvénients de la culture du coton ?
- 17 a. Pensez-vous faire du coton l'année prochaine ?  
 b. Pourquoi ?
- 18 a. Quelle culture comparée au coton apporte beaucoup d'argent ?  
 b. Est-ce-que cette culture est plus importante pour vous que le coton comme source de revenu ?
- 19 a. Faites-vous partie d'un groupement ?  
 b. Si oui, de quel type de groupement ?  
 c. Si oui, faites-vous partie du bureau du groupement ?

20. Que pensez-vous du fonctionnement du groupement ?

21 a. Souhaitez-vous rester membre du groupement ?  
b. Pourquoi ?

22. Que pensez-vous de l'encadrement du PCK ?

#### 4. Activités extra-agricoles

23 a. Avez-vous dans votre famille des gens qui ont des activités en dehors de l'agriculture ?  
b. Si oui, quelles activités ? (voir tableau 6).

24. Combien de gens ont des activités en dehors de l'agriculture ? (voir tableau 6).

25. Pendant quelle époque de l'année exercent-ils ces activités ? (voir tableau 6).

26. Sont-ils absents pour cette activité ? (voir tableau 6)

**Tableau 6 : Activités extra-agricoles**

Activité	Qui	Epoque	Absent

27. Quelle activité extra-agricole rapporte le plus d'argent ?

28. Avez-vous des questions importantes à demander de votre part ?

29 a. A quel clan appartenez-vous ?  
b. Est-ce que ce clan fait partie des clans fondateurs du village ?

## GUIDE D'ENTRETIEN AU NIVEAU DU VILLAGE

### Introduction

- Salutations
- Présentation de l'objectif de l'étude

### 1. Agriculture et élevage

#### - *Principales cultures :*

- ordre d'importance
- calendrier agricole (quelle culture est semée comme première, deuxième, troisième... la même chose pour la récolte)
- variétés

#### - *Terroirs :*

- différents terroirs cultivés au niveau du village: plateaux/coteaux, bas-fonds, plaine
- contraintes rencontrées à chaque type de terroir

#### - *Elevage :*

- place de l'élevage dans le système agricole et les différents types d'élevage

#### - *Moyens de production :*

- utilisation des intrants, tels que des semences, des engrais (pour les vivriers et le coton) et du matériel agricole (pour quelles cultures, à quel prix, acheté où ?)
- utilisation de l'entraide et de la main d'oeuvre salariée (pour quelles cultures, pour quel type de travail et à quel prix)

#### - *Vente et achat des produits agricoles :*

- vente des produits agricoles ou d'élevage (quels produits sont consacrés à la vente, à quel prix, à quelle période de l'année et où ?)
- achat des produits agricoles, notamment des céréales (quels produits sont achetés, à quel prix, à quelle période de l'année et où ?)



## **2. Coton**

- nombre de chefs d'exploitation dans le village et nombre de chefs d'exploitation qui font du coton
- historique de la culture cotonnière
- calendrier
- type de travaux (labour, semis, entretien du champs, récolte : coût, nombre de jours par homme)
- main d'oeuvre (coût de la main d'oeuvre)
- avantages et inconvénients de la culture cotonnière
- causes d'abandon ou de reprise du coton
- groupement (type de groupement, objectif du groupement, âge du groupement, nombre de groupements présent dans le village, fonctionnement, avantages et inconvénients)
- l'appui par le PCK (pourrait-il fournir d'autres appuis que ceux qu'il donne déjà (prêts sur semis précoce, subvention matériel et prêt (outillage et boeufs), engrais vivriers?)
- concurrence des autres cultures avec le coton (est-ce-qu'il y a des autres cultures qui rapportent plus d'argent que le coton ?)

## **3. Activités extra-agricoles**

- activités extra-agricoles dans le village (autres sources de revenus, tel que l'artisanat, le commerce, etc.)

## **4. Autres**

- évolution de la population dans le village (migration temporaire ou permanente, qui, pourquoi, où ?)
- changements des 10 dernières années (au niveau du climat, de l'agriculture, de la population, de l'infrastructure, etc.)
- demandes, précisions ou questions des villageois sur d'autre points
- visite de quelques champs.

Nom du chef de secteur :

Secteur :

Date :

## **QUESTIONNAIRE CHEF DE SECTEUR**

### **Informations générales**

1. Depuis combien de temps êtes-vous chef de secteur?
- 2 a. Quelle est l'évolution de la production cotonnière dans votre secteur ces dernières années (depuis 1992) ?
  - \* croissance concernant la superficie : oui / non
  - \* stabilité concernant la superficie : oui / non
  - \* diminution concernant la superficie : oui / non
  - \* croissance concernant le nombre des paysans : oui / non
  - \* stabilité concernant le nombre des paysans : oui / non
  - \* diminution concernant le nombre des paysans : oui / non
- b. Quelles sont les causes de cette évaluation ?
3. Quelles sont les principales cultures concurrentes du coton dans votre secteur ?
4. Faites sur une feuille séparée une carte schématique de votre secteur en indiquant les différentes informations concernant les sols et les cultures, dont le coton. Indiquez pour le coton les régions en hausse ou en baisse.

### **Evolution du nombre des planteurs cottonniers et fidélisation**

- 5 a. Remplissez le tableau n° 1 indiquant la permanence des planteurs de coton (voir page ?).
- b. Expliquez l'évolution de ce tableau.
6. Donnez ci-dessous en pourcentage la répartition des planteurs dans votre secteur.

	<b>%</b>
<b>bons planteurs</b>	
<b>planteurs moyens</b>	
<b>mauvais planteurs</b>	
<b>nombre total</b>	<b>100%</b>

### Groupements cotonniers

7. Quel est le rôle d'un groupement cotonnier ?
8. Quelles sont les activités et les responsabilités d'un groupement cotonnier ?
- 9 a. Quelle est à votre avis la situation des groupements cotonniers ?  
b. Remplissez le tableau n° 1 concernant les groupements.
10. Classez les groupements cotonniers en trois catégories.

	%
<b>bons groupements</b>	
<b>groupements moyens</b>	
<b>mauvais groupements</b>	
<b>total n° groupements</b>	

- 11 a. Combien de membres du bureau du groupement sont alphabétisés en % ?  
b. Combien de membres du groupement, en dehors du bureau, sont alphabétisés en % ?  
c. Combien de membres du groupement sont capables à votre avis (donnez une moyenne en % ?  
\* de faire une pesée ?  
\* de vérifier les comptes ?
12. Autres informations sur les groupements cotonniers.

### Intrants vivriers

- 13 a. Donnez l'évolution des intrants vivriers ces dernières années (depuis 1992).  
\* croissance : oui / non  
\* stabilité : oui / non  
\* diminution : oui / non
- 14 a. Comment les intrants vivriers sont-ils attribués ?  
b. Comment sont-ils remboursés ?
15. Autres remarques.

**Mesures incitatives**

- 16a. Indiquez en pourcentage le nombre des planteurs cotonniers ayant bénéficié de l'avance semis précoce.
- b. Quel est votre avis sur cette mesure ?

**Revenu**

- 17a. Quel est votre avis sur le revenu net des paysans après déduction de toutes ses charges ?
- b. Quel est votre avis sur cette situation ?

**Personnel PCK**

- 18. Quelles sont les activités et les responsabilités des chefs de secteurs ?
- 19. Quelles sont les activités et les responsabilités des chefs de zones ?
- 20. Quelles sont les activités et les responsabilités des encadreurs ?
- 21a. Quelle est l'évolution du nombre de personnes sous votre responsabilité ?
- b. Etes-vous satisfait de votre personnel ?
- c. Votre encadrement est-il meilleur ou moins bon depuis cinq ans ?
- 22. Proposez des mesures pour améliorer l'efficacité de votre personnel.
- 23. Autres remarques :

**Propositions**

- 24. Faites des propositions sur une relance de la production cotonnière dans votre secteur.
- 25. Donnez les prévisions de production cotonnière dans les cinq années qui vont venir.  
  
Prière de préciser éventuellement vos hypothèse.  
Si ..., alors...
- 26. Autres remarques ou propositions.

Tableau 1 : Evaluation des données cotonnières par campagne

Secteur

	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97
<b>producteurs</b>						
anciens 91		-	-	-	-	-
nouveaux 91		-	-	-	-	-
anciens 92			-	-	-	-
nouveaux 92			-	-	-	-
anciens 93				-	-	-
nouveaux 93				-	-	-
anciens 94					-	-
nouveaux 94					-	-
anciens 95						-
nouveaux 95						-
anciens 96						
nouveaux 96						
superficie (ha)						
production (t)						
<b>personnel</b>						
nombre de chefs de zone						
nombre d'encadreurs						
nombre d'autres personnels						
total personnel						
<b>groupements</b>						
P.G.						
G.P.C.						
total						

Tableau 2 : Evaluation des intrants

	1994/1995	1995/1996	1996/1997
<b>Coton</b>			
engrais NPK (t)			
engrais urée (t)			
insecticides (1000 l)			
<b>Vivriers</b>			
engrais NPK (t)			
engrais urée (t)			
herbicides (1000 l)			
<b>Prêts équipement</b>			
nombre de bénéficiaires			
montant total (FG)			
annuité à rembourser (FG)			
remboursement (FG)			
<b>Avance semis précoce</b>			
nombre de paysans	-	-	
montant total (FG)	-	-	

Tableau 3 : Evaluation de la Marge Après Remboursement des Intrants (MARI ou revenu net théorique), montant en millions FG

	1994/1995	1995/1996	1996/1997
Recette coton-graine			
Coût des engrais coton			
Coût des insecticides			
Coût total intrants coton			
<b>MARI</b> (revenu net théorique)			
Coût des intrants vivriers			
revenu après remboursement des intrants vivriers			
annuités de remboursement des prêts équipement			
revenu après remboursement des prêts			

## ANNEXE 2ème PARTIE

### Annexe 2a : Equipement des planteurs de coton en 1994/1995

Secteurs PCK	Non équipés A	1 attelage B	2 attelages ou plus C	Total
KANKAN	2683 58%	1610 34%	383 8%	4676 100%
MANDIANA	2907 41%	2981 42%	1261 17%	7149 100%
SIGUIRI	9044 50%	6895 38%	2080 12%	18019 100%
TOTAL	14634 49%	11486 39%	3724 12%	29844

Unité : nombre de planteurs et %

Source : PDRHG 1994-95

### Annexe 2b : Appréciation des revenus tirés de l'activité aurifère

1/ Appréciation des revenus bruts moyens obtenus

Acteur	Quantité d'or (g)	Prix unitaire FG/g	Revenu brut en 1000 FG
famille	23	11000	253
Homme	15	11000	165
Femme	6	11000	66
Personne	12	11000	132

## 2/ Appréciation des revenus nets moyens obtenus

*2.1/ 1er scénario : Achat direct de leur nourriture par les chercheurs d'or (3 niveaux de base retenus 10% - 30% - 50% des revenus bruts)*

Acteur	Revenu brut (1000 FG)	Charges par niveau de dépenses			Revenu net par niveau		
		10%	30%	50%	10%	30%	50%
famille	253	25,3	75,9	126,5	227,7	177,1	126,5
homme	165	16,5	49,5	82,5	148,5	115,5	82,5
femme	66	6,6	19,8	33	59,4	46,2	33
personne	132	13,2	39,6	66	118,8	92,4	66

*2.2/ 2ème scénario. Les besoins notamment en nourriture sont assurés par l'entrepreneur, le partage se fait par moitié.*

Acteurs	Revenu brut (1000 FG)	Revenu net (1000 FG)
famille	253	126,5
homme	165	82,5
femme	66	33
personne	132	66

## 3/ Espérance raisonnable d'un homme

Il y aurait 19% d'hommes qui trouveraient entre 21 et 100g d'or par campagne.

Hypothèses en quantité (g)	21	100
Revenu brut (1000 FG)	231	1100
Revenu net (1000 FG) à 50%	115,5	550



### Annexe 2c : Estimation des coûts de production et des marges en 1996

#### 1/ Estimations des produits bruts par culture (1000 FG/hectare)

Rendements/ha	Igname tubercules	maïs grain intensif (t)	Riz Paddy (t)	Arachide coque (t)	manioc sec (t)	coton graine (t)
faible	5500	1,25	0,8	0,8	3,8	0,8
moyen		1,5	1	0,95		1,0
bon		1,75	1,5	1,2		1,25
très bon						1,5
Prix Unitaire	FG/tubercule	FG/kg	FG/kg	FG/kg	FG/kg	FG/kg
faible	200	300	300	300	100	350
moyen	300			500		
fort	500 (1)					
Produits brut (1000 FG/ha)						
faible 1	1100	375	240	240	380	280
faible 2				400		
moyen 1	1650	450	300	285		350
moyen 2				475		437
fort 1	2750	525	450	360		525
fort 2				600		

(1) Ce prix de 500 GF/tubercule est celui de Conakry, il faut ajouter 150 000 FG par hectare pour le transport.

2/ Estimation des dépenses monétaires par culture (1000 FG/hectare)

Façon culturale	Igname	Maïs intensif	Riz plaine	Arachide	Manioc	Coton
Préparation ou labours	60	36	47 à 65	24		36
Buttage	300				150	
Semis ou plantation	50	12	25	6	15	12
Entretien	60	20		20	30	20
Récolte	30	15	(1)	30	40	30
Intrants		44 à 92				110
Total dépenses monétaires	500	127 à 175	72 à 90 (1)	80	235	208

(1) 10 % de la production pour rémunérer la récolte à déduire du produit brut

3/ Marge monétaire par culture 1000 FG/hectare

	Igname	Maïs	Riz plaine	Arachide	Manioc	Coton
Faible 1	600	248	126	160		72
Faible 2		200	144	320		
Moyen 1	<b>1.150</b>	<b>323</b>	180	<b>205</b>	<b>145</b>	142
Moyen 2		275	<b>198</b>	<b>395</b>		<b>229</b>
Fort 1		398	315	280		
Fort 2	2.100	350	333	520		317

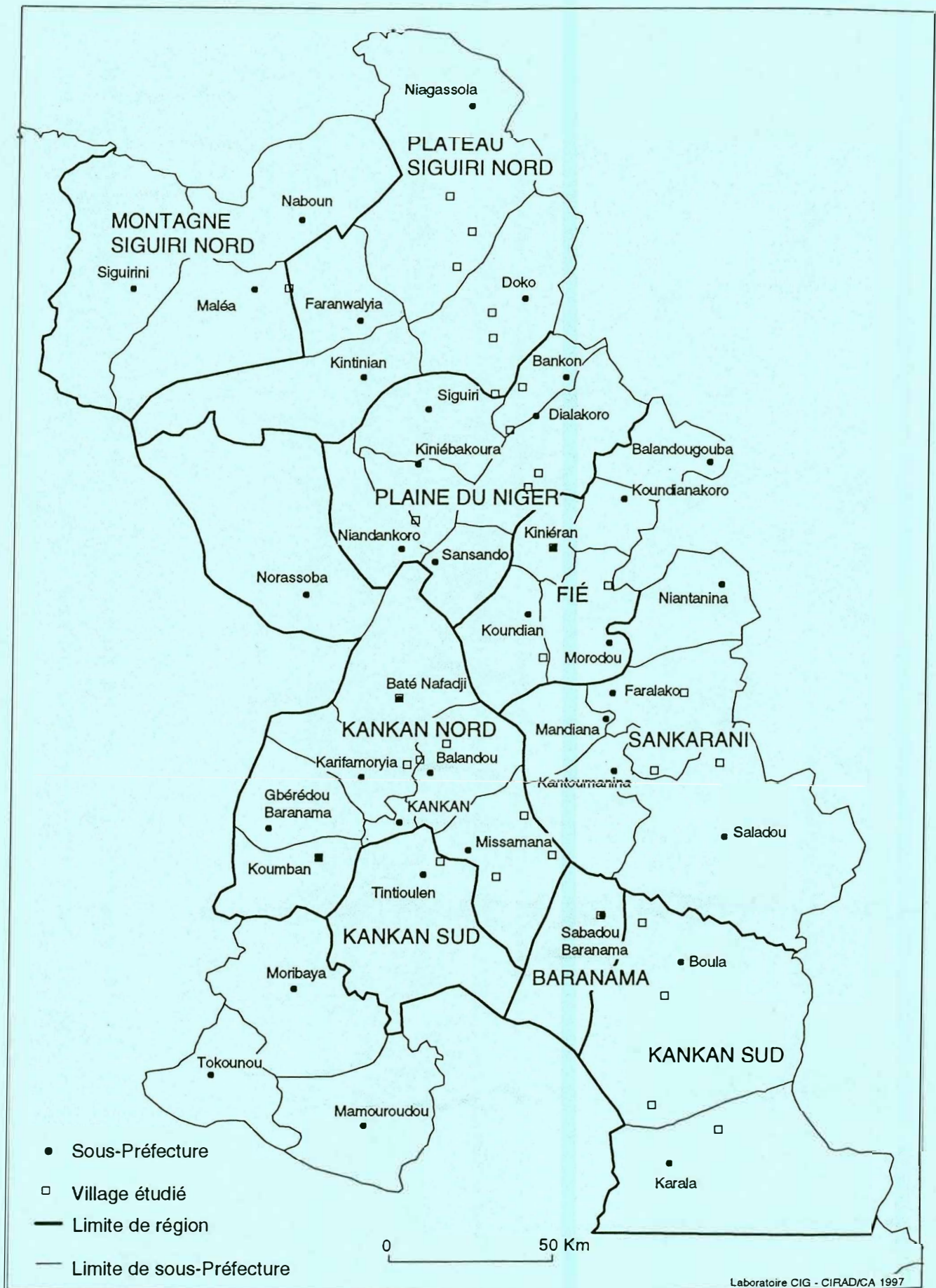
**Note :** Il s'agit d'ordre de grandeur à manier avec prudence.

Cependant les marges monétaires estimées montrent que le coton est très proche des autres cultures mis à part l'igname (pour lesquels les semences sont autofournies).

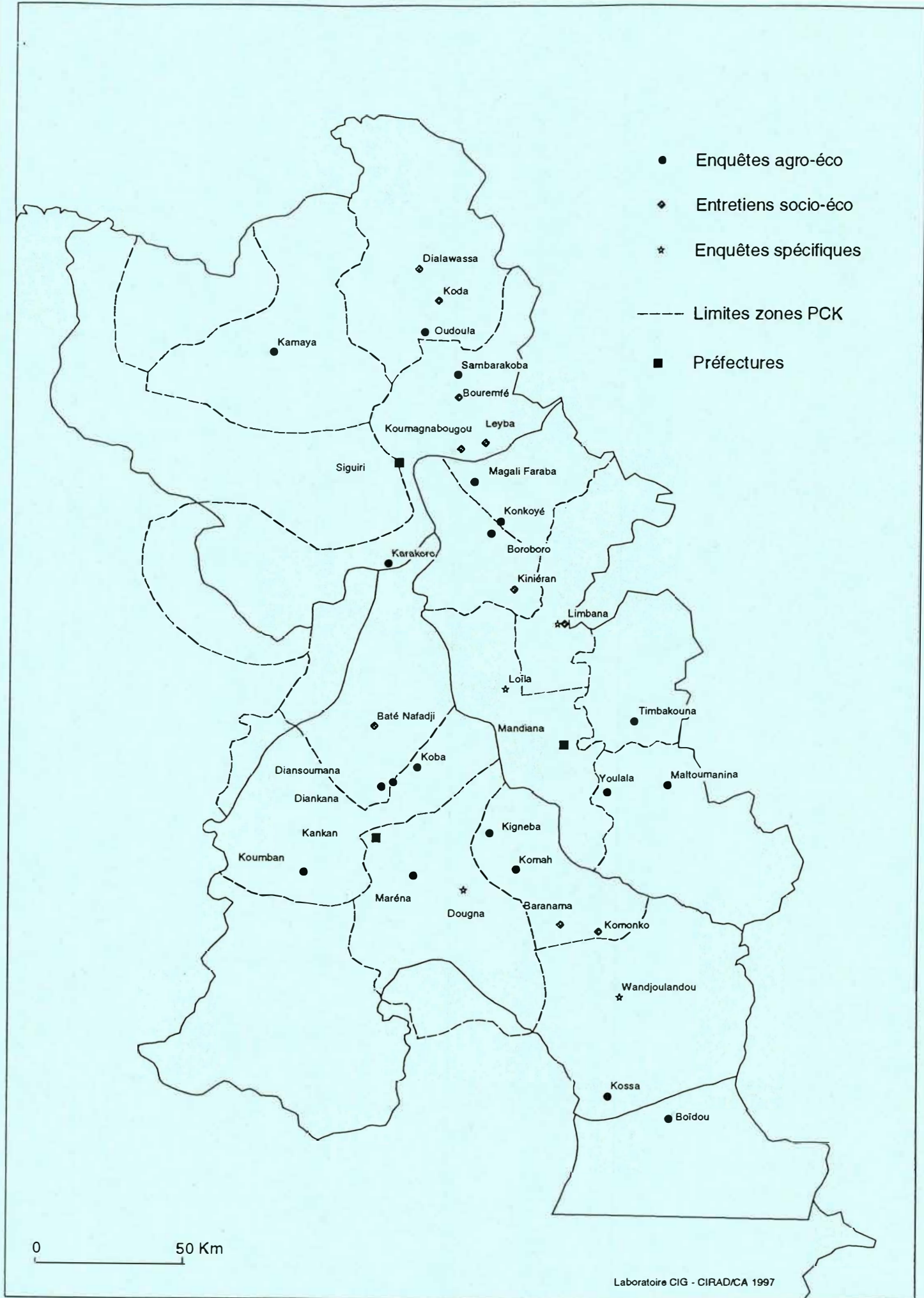


**CARTES**



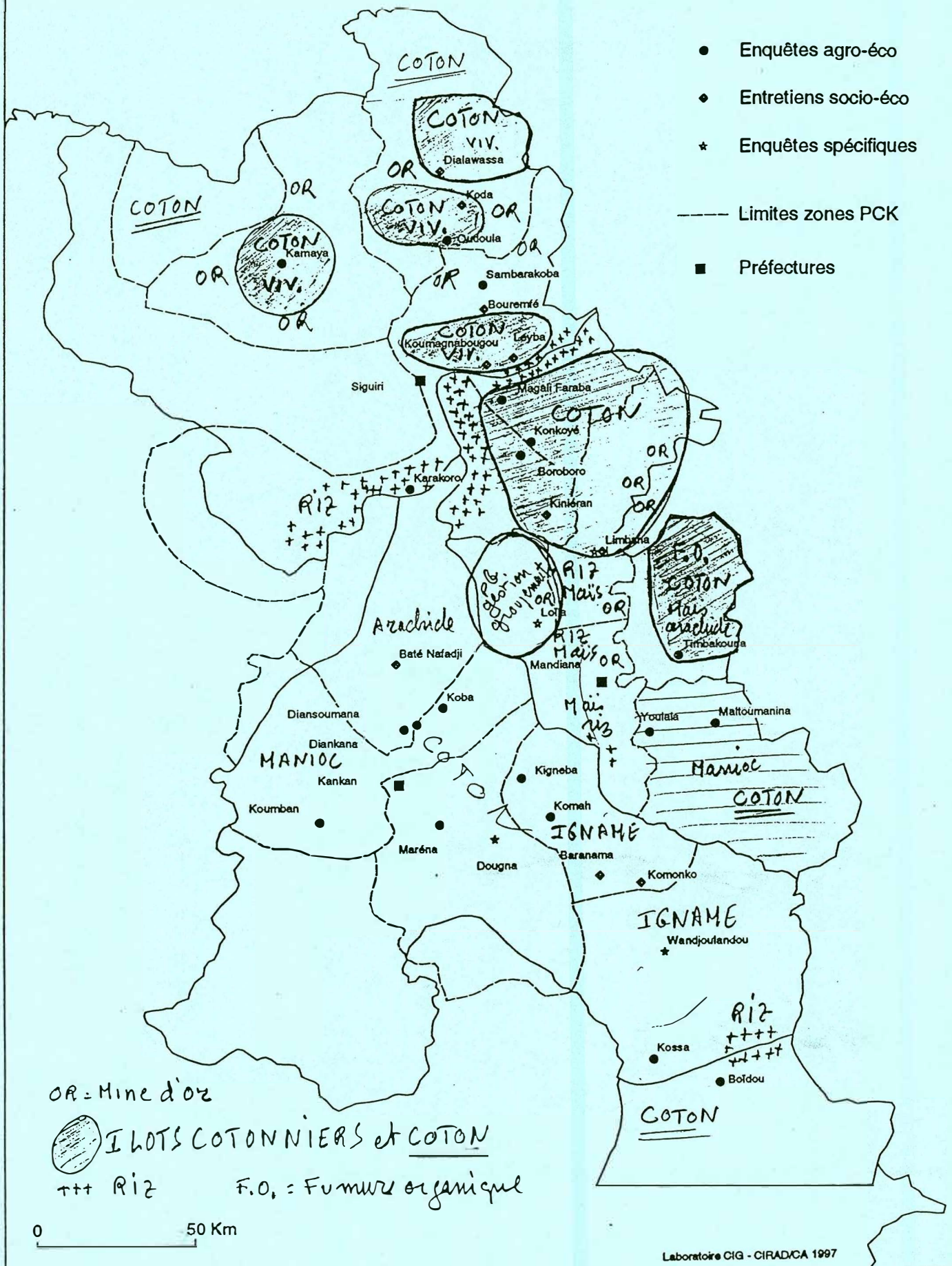


Carte 1 : EST de la Haute Guinée - Régions agro-écologiques  
Etudes stratégies paysannes en zone cotonnière



Carte 2 : EST de la Haute Guinée - Villages étudiés  
Stratégies paysannes en zone cotonnière





Carte 3 : Est de la Haute-Guinée. Principales cultures et mines d'or. Situation 1996.



## TABLE DES MATIERES



## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION</b>	7
<b>1. METHODOLOGIE</b>	7
1.1. Choix des villages à étudier	7
1.2. Approche agro-économique dans les villages enquêtés	10
1.3. Approche socio-économique	11
1.4. Entretien auprès des personnes ressources	11
1.5. Enquêtes quantitatives et informations qualitatives	11
<b>PEMIERE PARTIE : RESULTATS DES ENQUETES AGRO-ECONOMIQUES</b>	15
<b>1. PRINCIPAUX RESULTATS SUR L'ENSEMBLE DES 131 EXPLOITATIONS ENQUETEES</b>	15
1.1. Données générales	15
1.2. Situation cotonnière et avis des paysans dans l'ensemble des 131 exploitations enquêtées	16
<b>2. PRINCIPAUX RESULTATS DES ENTRETIENS ET DES VISITES DES VILLAGES</b>	17
<b>3. RESULTATS DES ENQUETES PAR SECTEUR PCK</b>	20
<b>3.1. Secteur de Kankan</b>	20
3.1.1. Commentaires sur l'enquête dans les neuf villages	20
3.1.2. Un secteur peu cotonnier	21
<b>3.2. Secteur de Mandiana</b>	22
3.2.1. Commentaires sur les enquêtes dans les exploitations	22
3.2.2. Zonage cotonnier du secteur Mandiana	23
3.2.3. Principaux points des enquêtes auprès des chefs de secteur et des chefs de zones	23
3.2.4. Situation générale du secteur	24
3.2.5. Perspectives cotonnières dans les cinq ans à venir	24
<b>3.3. Secteur de Siguir</b>	25
3.3.1. Commentaires sur l'enquête dans les vingt-cinq exploitations des quatre villages visités.	25
3.3.2. Zonage cotonnier du secteur de Siguir	26
3.3.3. Principaux points des enquêtes auprès du chef de secteur et des chefs de zone	26
3.3.4. Situation générale du secteur	27
3.3.5. Perspectives cotonnières dans les cinq ans à venir	27

<b>DEUXIEME PARTIE : APERCUS SUR LES STRATEGIES PAYSANNES</b>	<b>31</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>31</b>
<b>1. ACTEURS ET CARACTERISTIQUES DES CADRES SOCIO-ECONOMIQUES DE BASE</b>	<b>35</b>
<b>1.1. De grandes disparités entre unités de production familiales</b>	<b>35</b>
<b>1.2. Caractère patriarcal et centralisé des unités de production familiales et jeu des acteurs</b>	<b>38</b>
1.2.1. Caractère centralisé de l'organisation agricole	39
1.2.2. Relations entre acteurs : -aînés et cadets- Prégnance des dynamiques de segmentation	41
1.2.3. Segmentation familiale et risque de paupérisation	43
<b>1.3. Des acteurs confrontés à un déficit global en moyens de productions agricoles</b>	<b>43</b>
<b>1.4. Pluriactivité des acteurs et prégnance économique des réseaux familiaux</b>	<b>44</b>
1.4.1. Pluriactivité des unités de production et importance de l'orpaillage	44
1.4.2. Prégnance économique des réseaux familiaux	48
<b>2. LES ACTEURS FACE AUX OPPORTUNITES MONETAIRES</b>	<b>49</b>
<b>2.1 Une forte demande en produits vivriers</b>	<b>49</b>
2.1.1. Importance de la demande urbaine	49
2.1.2. La consommation des mines	50
2.1.3. Présence d'une demande rurale	50
<b>2.2. Un éventail relativement large d'activités rémunératrices</b>	<b>51</b>
2.2.1. Essai d'appréciation des avantages monétaires d'un certain nombre d'activités agricoles	51
2.2.2. Essai d'appréciation des avantages monétaires de l'activité aurifère	64
<b>2.3. Brève illustration résumée d'une palette d'activités rémunératrices</b>	<b>67</b>
<b>2.4. Un éventail d'activités rémunératrices plus réduit qu'il ne paraît</b>	<b>70</b>
<b>3. CHOIX STRATEGIQUES DES ACTEURS</b>	<b>71</b>
<b>3.1. Essai d'appréciation du poids de l'incertitude dans les activités agricoles et aurifères</b>	<b>71</b>
3.1.1. Quelques illustrations de l'incertitude dans les activités agricoles	72
3.1.2. L'incertitude dans les activités d'orpaillage	74
3.1.3. Du cumul possible des incertitudes	76

<b>3.2. Quelques évolutions marquantes de l'environnement éco-institutionnel</b>	77
3.2.1. Changements de l'environnement éco-institutionnel	77
3.2.2. Brefs aperçus sur le fonctionnement des groupements	82
<b>4. OBSERVATIONS SYNTHETIQUES SUR QUELQUES TRAITS CARACTERISTIQUES DES STRATEGIES DES PRODUCTEURS</b>	84
<b>4.1. Présentation de quelques traits caractéristiques des stratégies mises en oeuvre</b>	85
4.1.1. Grande diversité chez tous les producteurs agricoles des formes "défensives" des stratégies mises en oeuvre	85
4.1.2. Fréquence de la mise en oeuvre combinée de stratégies "défensives" et "offensives"	88
4.1.3. Prégnance pour mieux servir les opportunités des stratégies de diversification des activités	89
4.1.4. Des dominantes de choix stratégiques qui varient selon la situation des acteurs.	90
<b>4.2. Brève présentation de quelques remarques globales</b>	95
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	103
<b>LISTE DES PERSONNES RENCONTREES</b>	111
<b>ABREVIATIONS</b>	115
<b>ANNEXES</b>	119
<b>ANNEXES PREMIERE PARTIE</b>	119
<b>1. Principaux résultats sur l'ensemble des 131 exploitations enquêtées</b>	119
- Résultat général	119
- Résultats sur le secteur de Kankan	139
- Résultats sur le secteur de Mandiana	150
- Résultats sur le secteur de Siguiri	160
<b>2. Questionnaires</b>	171
- Questionnaire au niveau de l'exploitation	171
- Guide d'entretien au niveau du village	176
- Questionnaire du chef de secteur	178

<b>ANNEXES DEUXIEME PARTIE</b>	183
- Equipement des planteurs de coton 1994/1995	183
- Appréciation des revenus tirés de l'activité aurifère	183
- Estimation des coûts de production et des marges en 1996	185
<b>CARTES</b>	191
- Carte 1 : régions agro-écologiques	191
- Carte 2 : villages étudiés	192
- Carte 3 : principales cultures et mines d'or. Situation 1996	193







Centre  
de coopération  
internationale  
en recherche  
agronomique  
pour le  
développement

Département  
des systèmes  
agroalimentaires  
et ruraux  
CIRAD-SAR

Unité  
de recherche  
Innovations  
dans les Systèmes  
Agricoles  
et Agroalimentaires  
ISAA

BP 5035  
73, rue J.-F. Breton  
34090 Montpellier  
Cedex 1  
France  
téléphone :  
67 61 56 23  
télécopie :  
67 61 12 23  
télex :  
485 221 F  
adresse élect. :  
yung@cirad.fr

EPIC-SIRET  
331 596 270 00172  
RCS Paris B  
331 596 270

## RESUME

### STRATÉGIES PAYSANNES EN ZONE COTONNIÈRE DE HAUTE-GUINÉE

La présente étude a considéré les trois préfectures de la Haute-Guinée Est : Kankan, Mandiana, et Siguiri.

La production cotonnière a connu de 1985 à 1992 un fort développement et, depuis 1992, elle accuse une baisse.

Le premier objectif de cette étude est de comprendre les stratégies paysannes et les causes de l'évolution contrastée de la production cotonnière. Le deuxième objectif est de faire des propositions concrètes qui répondent aux attentes paysannes et préparent la factibilité d'une relance de la production cotonnière.

L'étude des stratégies paysannes permet de comprendre le fonctionnement des zones rurales et minières (Tome 1). Les propositions considèrent (Tome 2) que le rôle du coton est contrasté dans l'économie rurale de la Haute-Guinée. Dans le Nord-Est de la zone étudiée le coton est actuellement le moteur du développement (Siguiri et Mandiana), par contre dans le Sud (Kankan) son rôle actuel est insignifiant.

Un projet intégré, dont l'objectif principal est d'améliorer la production et la commercialisation des principales cultures vivrières et du coton, est proposé.

***Mots-clés*** : Guinée , Haute-Guinée, coton, céréales, igname, or, culture attelée, économie, sociologie, agro-économie.